ORDRE DU JOUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 26 SEPTEMBRE 2017
Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du 29 juin 2017

Information sur la modification de la représentation des Communes de MOUAIS et d'ERBRAY aux instances communautaires

Finances - Personnel - Administration Générale

Finances
128 . Harmonisation de fiscalités suite à la fusion
129 . Aide financière de la Communauté de Communes à l'entprise VALMEAT située à la Meilleraye de Bretagne
130 . Admissions en non valeur et effacement des dettes
131 . Budget principal de la Communauté de Communes Châteaubriant - Derval : Décision modificative n°1
132 . Budget annexe Zones d'Activités Economiques : Décision modificative n°1
133 . Budget annexe SICTOM : Décision modificative n°1
134 . Tarif d'un nouvel article présenté à la vente à l'Office de Tourisme Intercommunal
135 . Attribution de fonds de concours à la commune du Petit-Auverné
136 . Attribution de fonds de concours à la commune de Saint-Vincent des Landes
137 . Attribution de fonds de concours à la commune de Lusanger
138 . Attribution de fonds de concours à la commune du Grand-Auverné
139 . Demandes de subventions au titre du Projet Alimentaire de Territoire

Personnel
140 . Modification du tableau des effectifs

Administration Générale
141 . Modification des statuts de a Communauté de Communes Châteaubriant - Derval
142 . Modification de la liste des représentants au Syndicat intercommunal des Transports collectifs de la Région de Châteaubriant, Nozay et Derval

Culture
143 . Avenant n°1 à la convention avec le Département - accompagnement enseignement artistique
144 . Lancement de l'étude de programmation d'un pôle d'enseignement musical

Gestion des déchets
145 . Exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères - Année 2018
146 . Création de deux zonages supplémentaires pour la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

Equilibre et Développement du Territoire
147 . Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté de Communes Châteaubriant Derval
148 . Présentation du rapport de a Chambre Régionale des Comptes
149 . Subvention exceptionnelle en faveur des îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

. Décisions prises conformément à l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales
. Délibérations du bureau par délégation
OBJET: Harmonisation de fiscalités suite à la fusion

EXPOSE

Suite à la fusion des Communautés de Communes du Secteur de Derval et du Castelbriantais, la nouvelle Communauté de Communes Châteaubriant-Derval doit harmoniser avant le 1er octobre 2017, sa politique d’abattement de la Taxe d’Habitation ainsi que ses bases minimum de Cotisation Foncière des Entreprises.

1- Harmonisation de la politique d’abattement de la Taxe d’Habitation (TH)


L’ex Communauté de Communes du Secteur de Derval appliquait jusqu’alors sa propre politique d’abattement qui s’appuyait donc sur la valeur locative moyenne intercommunale :
- abattement minimum obligatoire sur les personnes à charge (personnes à charge 1 et 2 : 10%, et personnes à charge 3 et suivantes : 15%),
- abattement facultatif de 10 % pour les personnes handicapées.

L’ex Communauté de Communes du Castelbriantais n’avait pas mise en place de politique d’abattement intercommunale spécifique. Elle s’appuyait donc sur les politiques d’abattements votées par les Communes qui s’appliquaient ensuite sur la part intercommunale. De ce fait, ces abattements étaient calculés sur la valeur locative moyenne communale.

Avec la volonté de donner une cohérence de territoire à ces choix fiscaux, il vous est proposé de définir une politique d’abattement intercommunale spécifique en s’appuyant sur celle pratiquée précédemment sur le Secteur de Derval, à savoir :

- abattement minimum obligatoire sur les personnes à charge (personnes à charge 1 et 2 : 10%, et personnes à charge 3 et suivantes : 15%),
- abattement facultatif de 10 % pour les personnes handicapées.

Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
Salon les études réalisées par le cabinet Klopfer, ce choix aura pour principale conséquence de générer, à taux égal, une diminution du produit annuel de Taxe d’Habitation perçu par la Communauté de Communes de l’ordre de 26 000 €. Cette perte de recettes sera principalement générée par la variation de la valeur locative de référence, modifiée à l’échelle intercommunale par l’intégration des 26 communes. Les simulations fiscales démontrent que cette harmonisation aura par ailleurs un impact maîtrisé pour les contribuables, avec des variations de la Taxe d’Habitation par logement, selon le nombre de personnes à charge et selon les communes, allant de -14€ à +12 € par an.

2- Harmonisation des bases minimum de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)


Les politiques de bases minimum de CFE appliquées en 2016 par les deux Communautés de Communes historiques (avec des taux de CFE de 23,33% sur l’ex Castelbriantais et de 25% sur l’ex Secteur de Derval) étaient très proches, comme le démontre le tableau de synthèse ci-dessous :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Tranches de Chiffre d’Affaires (CA)</th>
<th>Ex Castelbriantais</th>
<th>Ex Secteur de Derval</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Inférieur ou égal à 10 000 €</td>
<td>510 €</td>
<td>510 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 €</td>
<td>1 019 €</td>
<td>971 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 €</td>
<td>1 137 €</td>
<td>971 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 €</td>
<td>1 137 €</td>
<td>971 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 €</td>
<td>1 137 €</td>
<td>971 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 500 000 €</td>
<td>1 137 €</td>
<td>971 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* le barème des bases minimum est actualisé chaque année d’après l’inflation prévisionnelle inscrite en loi de Finances.

Dans ces conditions et afin que cette harmonisation soit neutre sur le produit fiscal perçu par la Communauté de Communes, il vous est proposé d’harmoniser ces bases minimum d’après la moyenne constatée sur le territoire (base minimum moyenne pondérée par le nombre d’assujettis à la base minimum de la Communauté).

Selon les études réalisées par le cabinet Klopfer, cette option générera, à taux égal, des écarts de cotisations annuelles entre 2016 et 2018, variant selon les tranches de Chiffres d’Affaires, de -7€ à +22€.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Finances – Personnel – Administration Générale» réunie le 12 septembre dernier.
DÉCISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) de fixer la politique d'abattement de Taxe d'Habitation sur l'ensemble du territoire communautaire, en appliquant sur la valeur locative moyenne de la Communauté de Communes, les abattements minimum obligatoires sur les personnes à charge ainsi qu'un abattement spécial de 10% pour les personnes handicapées ;

2) d'harmoniser les bases minimum de CFE sur la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval de la façon suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Tranches de Chiffre d'Affaires (CA)</th>
<th>CC Châteaubriant-Derval</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Inférieur ou égal à 10 000 €</td>
<td>510 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 €</td>
<td>1 005 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 €</td>
<td>1 100 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 €</td>
<td>1 100 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 €</td>
<td>1 107 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Supérieur à 500 000 €</td>
<td>1 124 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

3) d'autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
OBJET : Aide financière de la Communauté de Communes à l’entreprise VALMEAT située à la Meilleraye de Bretagne

EXPOSE

La société VALMEAT fabrique et commercialise des protéines de volailles congelées principalement sous forme de VSM (Viandes séparées mécaniquement). Ces protéines sont destinées aux industriels de la charcuterie et des plats cuisinés en France (51%), en Europe (36%) et à travers le monde hors continent américain (13%). Elle s’approvisionne principalement auprès de fournisseurs situés en région des Pays de la Loire, en Bretagne et dans les Deux-Sèvres.

L’entreprise a mis au point un nouveau process de séparation mécanique qui permet, de produire, non plus des VSM, mais des viandes de volailles permettant aux industriels de les inclure dans des produits élaborés. Les dirigeants, ont souhaité valoriser leur savoir-faire industriel et commercial et donner un autre souffle à l’entreprise par un positionnement plus haut de gamme leur ouvrant des marchés européens plus rémunérateurs et plus stables.

La société VALMEAT qui a démarré ses activités industrielles en juin 2010 à Saint-Mars-la-Jaille et employait 14 personnes, a souhaité, après un démarrage industriel et commercial réussi, s’implanter au cours du second semestre 2016 dans les anciens locaux laissés vacants de « l’Ami Charcutier » sur la commune de la Meilleraye-de-Bretagne.

Ce site, auparavant optimisé pour les besoins de production de « l’Ami Charcutier », a nécessité de nombreuses adaptations et l’acquisition de matériels et équipements pour intégrer le nouveau process de fabrication de VALMEAT. Grâce à ces investissements, la société VALMEAT poursuit aujourd’hui son développement et a d’ores et déjà procédé à la création de 5 emplois, tandis qu’un sixième poste est en projet.

Pur mener à bien ce programme d’investissements de 3,52 millions d’euros, les dirigeants de VALMEAT accompagnés techniquement par Loire Atlantique Développement, ont mobilisés l’aide régionale ARIAA, abondée par des fonds européens FEADER sensiblement à parts égales, destinée aux entreprises agroalimentaires qui transforment des produits agricoles. Si ce dispositif d’aide à l’investissement immobilier de production et/ou matériel est complexe du fait de l’importante part d’abondement du FEADER, il permet cependant de bénéficier de taux d’intervention très intéressants, correspondant à 30% de l’investissement éligible, lui-même plafonné à 4 millions d’euros.

Ce dossier élaboré depuis mars 2015 avec le soutien de Loire Atlantique Développement a été instruit et accepté par les services de la Région puis par ceux de l’Union Européenne entre novembre 2015 et mai 2016.

Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
Or, fin février 2017, la Région a informé l'entreprise VALMEAT que du fait de la loi NOTRE, attribuant l'exclusivité de la compétence de définir les aides et régimes d'aide à l'immobilier d'entreprise aux EPCI à fiscalité propre, elle se trouvait dans l'impossibilité juridique d'intervenir financièrement comme cela était le cas précédemment.

Elle précisait en effet que l'aide Régionale ne pourrait dès lors s'inscrire qu'en complément d'une aide à l'immobilier adoptée par l'EPCI.

Considérant l'aspect exceptionnel de cette situation, la dynamique positive de développement de cette entreprise et le risque important que la perte de cette aide financière ferait peser sur l'avenir de l'entreprise VALMEAT installée sur la commune de la Meilleraye de Bretagne, il vous est proposé d'accorder à cette entreprise une aide financière exceptionnelle fixée à 10 000 €.

Cette aide à l'immobilier d'entreprise permettrait ainsi de mobiliser le financement du Conseil Régional des Pays de la Loire de 486 718,59 €, et également l'aide FEADER pour un montant de 560 129,46 €.

Le plan de financement est le suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>PLAN DE FINANCEMENT (HT)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Financement</td>
</tr>
<tr>
<td>UE - FEADER</td>
</tr>
<tr>
<td>REGION PDL</td>
</tr>
<tr>
<td>COMMUNAUTE DE COMMUNES</td>
</tr>
<tr>
<td>CHATEAUBRIANT - Derval</td>
</tr>
<tr>
<td>AUTOFINANCEMENT DONT EMPRUNT</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Finances – Personnel – Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.

**DECISION**

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d'attribuer à la société VALMEAT une subvention à l'immobilier d'entreprise de 10 000 €,

2) de conclure avec le Conseil Régional une convention de partenariat l'autorisant à attribuer une subvention d'un montant de 486 718,59 € à la société VALMEAT,
3) d'autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
OBJET : Admissions en non-valeur et effacement de dettes

EXPOSE

Dans le cadre de ses relations avec les usagers ou de ses services avec les entreprises, la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval procède à la facturation de loyers ou de prestations de services selon des tarifs approuvés par le Conseil Communautaire.

C'est ainsi que la Communauté de Communes est amenée à délibérer sur les admissions en non-valeur au regard de divers motifs comme, la créance minime, le procès-verbal de carence, le certificat d'irrécevable pour insuffisance d'actif, la demande de renseignement négative ou encore des créances éteintes par décision de justice.

M. le Trésorier de Châteaubriant sollicite les décisions suivantes :

Budget annexe SICTOM

Exercice 2017 liste 2781800515 du 5/05/2017 pour un montant total de 12 801,26 €

Après avoir été en redressement judiciaire, la société Otor Dauphine-Papeterie St-Michel a été placée en liquidation judiciaire depuis le 28/02/2011. Interrogé par la trésorerie de Châteaubriant, Maître Hirou, liquidateur, a signalé le 17/10/16 qu'aucune répartition d'un éventuel actif disponible n'est à ce jour prévue.

La déclaration de créances a été établie par le Trésorier de Châteaubriant dans les délais réglementaires et le Tribunal de Commerce d'Angoulême en a confirmé l'enregistrement. L'ex Communauté de Communes du Castelbriantais avait été informée de la situation et avait d'ailleurs constitué des provisions pour risques. Au vu de l'ancienneté du dossier et compte tenu du fait qu'une hypothétique répartition de l'actif ne semble pas devoir bénéficier à la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval (les créances étant chirographaires), ce dossier vous est proposé en admission en non-valeur.

Une provision a été constituée à hauteur de 10 912,36 €.

Budget annexe IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Société Carrosserie Castelbriantaise

La société occupait en location un module rue Abraham Lincoln. La procédure de liquidation judiciaire de la société a été cloturée pour insuffisance d'actifs au 21/12/2015.
Le Trésorier nous demande d’inscrire les sommes restant dues en créances irrécouvrables pour un montant total de 67 536,91 € TTC incluant 9 508,03 € de TVA.

Société JANNAULT CONCEPT (ex-AZUL)
La société occupait en location un atelier zone du Bignon à Erbray. La procédure de liquidation judiciaire de la société a été clôturée pour insuffisance d’actifs au 19/12/2015.

Une provision de 8 936,75 € avait été constituée en septembre 2014.

Le Trésorier nous demande d’inscrire les sommes restant dues en créances irrécouvrables pour un montant total de 10 717,49 € TTC incluant 1 780,67 € de TVA.

Les crédits correspondants sont disponibles au budget annexe immobilier d’entreprises toutefois en ce qui concerne le budget annexe SICTOM, une inscription de crédits complémentaires devra faire l’objet d’une décision modificative au budget primitif 2017.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Finances – Personnel – Administration Générale» réunie le 12 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d’admettre en non-valeur la liste 2761800515 pour un montant total de 12 801,29 € sur le budget annexe SICTOM,

2) de procéder à l’effacement des dettes suivantes sur le budget annexe immobilier d’entreprises :
   - Société Carrosserie Castelbriantaise pour 58 028,88 € HT,
   - Société JANNAULT CONCEPT pour 8 936,82 € HT.

3) d’autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à la majorité
1 abstention (Mme Laurence GUILBAUD)

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Pré

Alain HUNAULT
OBJET : Budget principal de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval - Décision modificative n°1

EXPOSE

A l'occasion de la dissolution du SIVOM de Moisdon la Rivière, lors du vote du budget primitif 2017 le 28 mars dernier, les écritures de cessions d'actifs ont été effectuées au chapitre 024 et non au 77. Il convient donc de procéder à une régularisation. L'ajustement sera réalisé sur le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

La présente décision modificative s'équilibre comme suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Chapitre</th>
<th>Article</th>
<th>Objet</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>023</td>
<td>023</td>
<td>Virement à la section d'investissement</td>
<td>-38 500 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Chapitre</th>
<th>Article</th>
<th>Objet</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>77</td>
<td>775</td>
<td>Produit des cessions d'immobilisations</td>
<td>-38 500 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Chapitre</th>
<th>Article</th>
<th>Objet</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>021</td>
<td>021</td>
<td>Virement de la section d'investissement</td>
<td>-38 500 €</td>
</tr>
<tr>
<td>024</td>
<td>024</td>
<td>Produit des cessions d'immobilisations</td>
<td>38 500 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Finances – Personnel – Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d'approver la décision modificative n°1 au budget primitif de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval 2017,
2) d'autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 64
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages expérimentés : 0

VOTES :
Pour : 54
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 20/09/2017

Présenté par le président (1),
A Châteaubriant, le 26/09/2017
le président,

Délivré par l'assemblée (2), réunie en session
A Châteaubriant, le 26/09/2017
Les membres de l'assemblée délibérante (3),

AR-Prefecture
044-200072780-20170926-2017_09_28_131-DE
Acte certifié exécutoire
Réception par le Préfet : 04-10-2017
Publication le : 04-10-2017
OBJET : Budget annexe zones d'activités économiques - Décision modificative n°1

EXPOSÉ

Par délibération en date du 29 juin 2017, le Conseil Communautaire a décidé la clôture de la concession du Pôle d'activités de la gare de Châteaubriant et approuvé la cession par Loire Atlantique Développement des lots à bâtir correspondants aux parcelles cadastrées BE n°498, BE n°499 et BE n°500 pour un montant de 1 193 874 € HT.

Afin de pouvoir procéder aux écritures comptables correspondantes à cette acquisition, il convient de réajuster les crédits initialement prévus au budget primitif du budget annexe zones d'activités économiques 2017 voté le 28 mars dernier.

La présente décision modificative s'équilibre en valorisant ce terrain à sa valeur d'acquisition et se présente comme suit au niveau des écritures réelles :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépenses de fonctionnement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Chapitre</td>
</tr>
<tr>
<td>011</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Recettes de fonctionnement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Chapitre</td>
</tr>
<tr>
<td>70</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ces écritures sont complétées par des écritures d'ordre en lien avec les stocks de terrains. Ces écritures sont sans impact sur l'équilibre du budget.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Finances – Personnel – Administration Générale» réunie le 12 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d'approver la décision modificative n°1 au budget annexe zones d'activités économiques 2017,
2) d'autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
IV - ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 54
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :
Pour : 54
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 20/09/2017

Présenté par le président (1).
A Châteaubriant, le 26/09/2017
le président,

Délivré par l'assemblée (2), réunie en session
A Châteaubriant, le 26/09/2017
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AR Préfecture
044 200 072726 20170926 2017_09_26_132 DE
Acte certifié exécutoire
Réception par le Préfet : 04-10-2017
Publication le : 04-10-2017

Le Président

Alain HUANAULT
OBJET : Budget annexe SICTOM - Décision modificative n°1

EXPOSE

Suite à la décision d'admission en non-valeur de la liste 2761800515 du 05/05/2017 (délibération n° 2017-131), il convient de réajuster les crédits initialement prévus au budget annexe SICTOM 2017 voté le 26 mars dernier.

A cet effet, il est nécessaire d'augmenter les crédits prévus en dépense au chapitre 65. Cette augmentation de crédits est pour partie couverte par une reprise sur provisions et pour le solde par un prélèvement sur les dépenses imprévues.

La présente décision modificative s'équilibre comme suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Chapitre</th>
<th>Article</th>
<th>Objet</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>65</td>
<td>6541</td>
<td>Créances admises en non-valeur</td>
<td>12 801,29 €</td>
</tr>
<tr>
<td>322</td>
<td>022</td>
<td>Dépenses imprévues de fcmt</td>
<td>- 1 888,93  €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total</td>
<td>10 912,36 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Pas d'impact sur la section d'investissement.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Finances – Personnel – Administration Générale» réunie le 12 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d'approver la décision modificative n°1 au budget annexe SICTOM 2017,

Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
2) d'autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 54
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :
Pour : 54
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 20/09/2017

Présenté par le président (1),
A Châteaubriant, le 29/09/2017
le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Châteaubriant, le 29/09/2017
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AR-Prefecture
044-200072728-20170920-2017_09_26_133-DE
Acte certifié exécutoire
Reception par le Prefet : 04-10-2017
Publication le : 04-10-2017

Le President

Alain HUNAULT
OBJET : Tarif d'un nouvel article présenté à la vente à l'Office de Tourisme Intercommunal

EXPOSE

En complément des articles déjà exposés au sein de l'espace boutique de l'Office de Tourisme Intercommunal, il vous est proposé la mise en vente d'un article supplémentaire décrit ci-dessous :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Prix de vente unitaire</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Double CD + Livret d'archives sonores « Le Pays de Châteaubriant » - DASTUM 44 (archives sonores - chanteurs, sonneurs et conteurs traditionnels)</td>
<td>17 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Cet article ainsi que l'ensemble des articles de la boutique actuelle seront disponibles à la vente tant à l'Office de Tourisme de Châteaubriant qu'au Bureau d'Information Touristique de Derval.

Ce dossier a été examiné lors de la commission « Finances – Personnel – Administration Générale» réunie le 12 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

- d'approuver, pour l'année 2017, le tarif de l'article supplémentaire, tel qu'indiqué ci-dessus,

- autorise M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Pré

Alain HUVAULT

Counsel Communautaire du 26
OBJET : Attribution de Fonds de Concours à la commune du Petit-Auverné

EXPOSE

La commune du Petit-Auverné a pour projet l’aménagement des entrées de bourg. Ce projet permettrait de sécuriser la traversée du bourg par les routes départementales entraînant un ralentissement des flux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération dont le coût est estimé à 55 990 € H.T. est le suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépenses H.T.</th>
<th>Recettes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Maîtrise d'œuvre et travaux</td>
<td>55 990,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Conseil Régional 5 599,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Réserve parlementaire 8 000,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Fonds de concours 18 840,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autofinancement 23 551,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>55 990,00 €</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

La commune sollicite un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes d’un montant de 18 840 €.

Considérant les modalités d’attribution des fonds de concours adoptées par délibération du 28 mars dernier, la commune du Petit-Auverné, eu égard à son potentiel fiscal 2016, peut bénéficier d’un fonds de concours plafonné à 50 000 € par opération pour un financement maximum équivalent à 80 % du coût assuré par la commune, déduction faite des autres subventions.

Il vous est donc proposé d’attribuer à cette opération un fonds de concours d’un montant de 18 840 € réparti sur les exercices 2017 et 2018.

Ce dossier a été examiné lors de la commission « Finances – Personnel – Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.
DÉCISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d'accorder un fonds de concours à la commune du Petit-Auverné d'un montant de 18 840 € réparti sur les exercices 2017 et 2018,

2) d'amortir, compte tenu de la nature du bien subventionné, la subvention d'équipement versée à la commune du Petit Auverné sur une durée de 15 ans,

3) d'autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à la majorité 1 abstention (Mme Michelle COCHET)

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
OBJET : Attribution de Fonds de Concours à la commune de Saint-Vincent des Landes

EXPOSE

La commune de Saint-Vincent des Landes a décidé, par délibération du Conseil Municipal du 6 juin 2017, de procéder à l’acquisition de deux bâtiments sis Place de l’Église en vue de la construction d’une médiathèque.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération dont le coût est estimé à 135 500 € H.T. est le suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépenses H.T.</th>
<th>Recettes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Acquisition et travaux de démolition</td>
<td>135 500,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Fonds de concours</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autofinancement</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>135 500,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>135 500,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La commune sollicite un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes d’un montant de 60 000 €.

Considérant les modalités d’attribution des fonds de concours adoptées par délibération du 28 mars dernier, la commune de Saint-Vincent des Landes, eu égard à son potentiel fiscal 2016, peut bénéficier d’un fonds de concours plafonné à 60 000 € par opération pour un financement maximum équivalent à 100 % du coût assuré par la commune, déduction faite des autres subventions.

Il vous est donc proposé d’attribuer à cette opération un fonds de concours d’un montant de 60 000 € réparti par moitié sur les exercices 2018 et 2019.

Ce dossier a été examiné lors de la commission « Finances – Personnel - Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.
DÉCISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d'accorder un fonds de concours à la commune de Saint-Vincent des Landes d'un montant de 60 000 € réparti par moitié sur les exercices 2018 et 2019,

2) d'amortir, compte tenu de la nature du bien subventionné, la subvention d'équipement versée à la commune de Saint-Vincent des Landes sur une durée de 15 ans,

3) d'autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à la majorité
1 abstention (Mme Marie-Anne LAILLET)

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
OBJET : Attribution de Fonds de Concours à la commune de Lusanger

EXPOSE

La commune de Lusanger a pour projet d'aménager la rue de la Petite Normandie qui dessert un lotissement ainsi qu'une zone d'habitat appelée à se développer.

Ce projet vise la sécurisation des trajets des usagers vers le centre bourg, qu'ils soient piétons, cyclistes ou automobilistes et prend en compte les normes d'accessibilité en vigueur.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération dont le coût est estimé à 355 582 € H.T. est le suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépenses H.T.</th>
<th>Recettes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etudes, maîtrise d'oeuvre et travaux</td>
<td>Conseil Régional 35 558,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Conseil Départemental 11 891,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Fonds de concours 60 000,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autofinancement 248 133,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>TOTAL</strong> 355 582,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La commune sollicite un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes d'un montant de 60 000 €.

Considérant les modalités d'attribution des fonds de concours adoptées par délibération du 28 mars dernier, la commune de Lusanger, eu égard à son potentiel fiscal 2016, peut bénéficier d'un fonds de concours plafonné à 60 000 € par opération pour un financement maximum équivalent à 100 % du coût assuré par la commune, déduction faite des autres subventions.

Il vous est donc proposé d'attribuer à cette opération un fonds de concours d'un montant de 60 000 € réparti par moitié sur les exercices 2018 et 2019.

Ce dossier a été examiné lors de la commission « Finances – Personnel - Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.
DÉCISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d’accorder un fonds de concours à la commune de Lusanger d’un montant de 60 000 € réparti par moitié sur les exercices 2018 et 2019,

2) d’amortir, compte tenu de la nature du bien subventionné, la subvention d’équipement versée à la commune de Lusanger sur une durée de 15 ans,

3) d’autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l’unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
OBJET : Attribution de Fonds de Concours à la commune du Grand-Auverné

EXPOSE

La commune du Grand-Auverné a décidé, par délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2017, de procéder à des travaux de réhabilitation sur la partie Est du bâtiment situé sur l'espace des Ardoisières dont la vocation est d'accueillir une activité artisanale.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération dont le coût est estimé à 38 100 € H.T. est le suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépenses H.T.</th>
<th>Recettes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Travaux</td>
<td>Fonds de concours 15 688,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autofinancement 22 412,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>TOTAL 38 100,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La commune sollicite un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes d'un montant de 15 688 €.

Considérant les modalités d'attribution des fonds de concours adoptées par délibération du 28 mars dernier, la commune du Grand-Auverné, eu égard à son potentiel fiscal 2016, peut bénéficier d'un fonds de concours plafonné à 40 000 € par opération pour un financement maximum équivalent à 70 % du coût assuré par la commune, déduction faite des autres subventions.

Il vous est donc proposé d'attribuer à cette opération un fonds de concours d'un montant de 15 688 € sur l'exercice 2018.

Ce dossier a été examiné lors de la commission « Finances – Personnel – Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.

DÉCISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d'accorder un fonds de concours à la commune du Grand-Auverné d'un montant de 15 688 € sur l'exercice 2018.

Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
2) d’amortir, compte tenu de la nature du bien subventionné, la subvention d’équipement versée à la commune du Grand-Auverné sur une durée de 15 ans,

3) d’autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l’unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
OBJET : Demandes de subventions au titre du Projet Alimentaire de Territoire

EXPOSE


Les « Projets Alimentaires de Territoire » (PAT) qui visent à mettre en mouvement sur un territoire défini, des acteurs volontaires pour contribuer à un système d’approvisionnement pluriel favorisant une alimentation diversifiée et de qualité, s’inscrivent pleinement dans cet appel à projets.


Cette candidature avait pour enjeu de permettre, au regard du panel de projets et de partenariats déployés, de développer la transversalité et les interactions en fédérant un maximum d’acteurs autour de l’ambition d’une alimentation de qualité.
Pour répondre à cet enjeu, deux objectifs étaient identifiés dans la candidature :

1) Conforter l'économie agricole et agro-alimentaire et accompagner ses acteurs dans le développement durable de leurs unités et de leurs pratiques ;

2) Répondre à la demande d'une alimentation de saison, de qualité et accessible à tous.

Après avoir passé avec succès la sélection régionale, la candidature déposée par l'ex Communauté de Communes du Castelbriantais n'a pas été sélectionnée au niveau national. Pour autant, l'ADEME Pays de la Loire et la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt ont fait part à la Communauté de Communes au début de l'été, de l'intérêt du projet déposé et de leur capacité à soutenir financièrement sa mise en œuvre sur le territoire, sous réserve que celui-ci soit engagé d'ici la fin de l'année 2017.

Sur deux années d'actions, le plan de financement prévisionnel d'un tel Projet Alimentaire de Territoire sur la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval est le suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépenses prévisionnelles</th>
<th>en € TTC</th>
<th>Recettes prévisionnelles</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Accompagnement de la collectivité par un bureau d'études</td>
<td>36 000 €</td>
<td>ADEME Pays de la Loire</td>
</tr>
<tr>
<td>Recrutement spécifique (frais salariaux et matériel)</td>
<td>37 000 €</td>
<td>Conseil Régional des Pays de la Loire</td>
</tr>
<tr>
<td>Prestations externes (frais d'expérimentation, communication, création de supports, etc.)</td>
<td>40 000 €</td>
<td>DRAAF</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL dépenses sur 2 ans</strong></td>
<td><strong>113 000 €</strong></td>
<td><strong>TOTAL recettes</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Outre le fait que cette démarche territoriale permettra un meilleur partage des enjeux socio-économiques et environnementaux liés à l'alimentation, l'interconnexion des acteurs, la création d'outils et de méthodes adaptés au territoire, elle contribuera aussi à plusieurs programmes structurants déjà engagés par la Communauté de Communes (Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspi', Plan Climat Air Énergie Territoire, Conventions de partenariat avec les Chambres consulaires, etc...), inscrivant le territoire en résonance des réflexions régionales et nationales telle la campagne de communication « Manger régional, c'est capital ! », l'étude régionale et interconsulaire sur l'« économie de proximité », le Pacte Régional pour la Ruralité, ou encore les États généraux de l'alimentation.

Ce dossier a été examiné lors de la commission « Agriculture et Chambres consulaires » réunie le 17 mai 2017 ainsi que lors de la commission « Finances, Personnel et Administration générale » du 12 septembre dernier.
DECISION

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Communautaire décide :

1) de solliciter le soutien financier de l’ADEME, du Conseil Régional des Pays de la Loire et de la DRAAF pour engager d’ici la fin de l’année 2017 un Projet Alimentaire de territoire,

2) d’autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à la majorité
2 abstentions (M. Bernard GAUDIN et Mme Laurence GUILBAUD)

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
OBJET : Modification du tableau des effectifs

EXPOSE

Sélections professionnelles :


Par délibération du 6 décembre 2016, le Conseil Communautaire a décidé d'inscrire tous les agents éligibles dans le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire dès l'année 2017.

Il vous est donc proposé de créer les postes correspondants manquant au tableau des effectifs :

- 4 enseignants du Conservatoire sur le grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps complet,
- 1 enseignant du Conservatoire sur le grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à 13/20èmes,

Également, un agent en CDI à mi-temps au sein de la Communauté de Communes, a été admis aux sélections professionnelles dans une autre collectivité dans laquelle il exerce aussi à mi-temps. Cet agent a donc été nommé stagiaire puis titulaire sur le grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe dans cette collectivité. Afin d'harmoniser la situation de cet agent, il est proposé de créer le poste correspondant et de le titulariser sur ce grade sur le mi-temps exercé au sein du Conservatoire.

Il est à noter qu'en fonction des résultats des sélections professionnelles, les postes créés et non pourvus seront supprimés ultérieurement après avis du Comité Technique (CT). De même, les postes précédemment occupés par les agents seront supprimés après avis du CT.

Intégration suite à reclassement pour inaptitude physique :

Un agent de maîtrise titulaire à temps complet, a été reconnu inapte définitivement à ce grade par le comité médical. Il a bénéficié d'un reclassement sur un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe par la voie du détachement.

Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
A l’issue de son année de détachement, l’agent a sollicité son intégration dans la filière administrative. Afin de lui conserver son indice de rémunération, il convient de l’intégrer sur le grade d’adjoint administratif principal 1ère classe.

Aussi, il est proposé de créer le poste correspondant.

Son poste actuel, une fois vacant, sera supprimé lors d’un prochain conseil, après avis du Comité Technique.

Réseau des bibliothèques :

Un agent du réseau castelbriantais nous a informés de sa réussite au concours d’adjoint du patrimoine principal de 2ème classe. Aussi, il est proposé de créer le poste correspondant pour nommer l’agent sur ce nouveau grade.

Ces dossiers ont été examinés lors de la commission « Finances – Personnel – Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.

**DECISION**

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

- de créer les postes suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Grade des postes</th>
<th>Temps de travail</th>
<th>Nombre de postes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>assistant d’enseignement artistique principal de 2ème classe</td>
<td>Temps complet</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>assistant d’enseignement artistique principal de 2ème classe</td>
<td>Temps non complet (13/20)</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>assistant d’enseignement artistique principal de 2ème classe</td>
<td>Temps non complet (10/20)</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint administratif principal 1ère classe</td>
<td>Temps complet</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe</td>
<td>Temps complet</td>
<td>1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

- de prévoir les crédits correspondants au budget,

- d’autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l’unanimité

**Fait et**

Le 26.

Le Pré

Alain HUNAULT

Counsil Communautaire du 26
OBJET : Modification des statuts de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval

EXPOSE

Les statuts de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval ont été adoptés par les conseils communautaires des deux communautés de communes historiques, ainsi que par tous les conseils municipaux de leurs 26 communes dans le courant du dernier trimestre 2016.

Les dispositions statutaires adoptées nécessitent aujourd'hui plusieurs modifications en lien avec le transfert de la nouvelle compétence GEMAPI mais aussi au regard du nombre de compétences devant être exercées par la Communauté de Communes pour continuer à bénéficier d'une Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) bonifiée.

Il convient de préciser que les modifications statutaires présentées devront, pour être adoptées, recueillir, dans les 3 mois suivant la décision du conseil communautaire, l'adhésion des deux tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou de la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population.

1- Modification statutaire en lien avec la nouvelle compétence GEMAPI

L'exercice au 1er janvier 2018 du groupe de compétences relatif à la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) va conduire la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval à être l'acteur de la gouvernance d'une grande partie des missions du grand cycle de l'eau prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

Afin de garantir la cohérence de mise en œuvre de ces missions et éviter un partage complexe de l'exercice de cette compétence entre communes et intercommunalités, il vous est proposé de compléter le transfert des compétences obligatoires par les compétences facultatives suivantes :

- La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
- La lutte contre la pollution ;
- Exploitation, entretien et aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- Aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;
- La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
- L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Pour rappel, le groupe de compétences obligatoires relatif à la GEMAPI figurant dans les statuts en vigueur de la Communauté de Communes comprend les compétences suivantes :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- La défense contre les inondations et contre la mer ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

2- Modification statutaire en lien avec le maintien du bénéfice de la DGF bonifiée

Au 1er janvier 2018, afin de continuer de bénéficier de la Dotation Globale de Fonctionnement bonifiée de l'Etat, la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval doit exercer au moins 9 groupes de compétences en entier parmi les 12 suivantes, définis par l'article 65 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) :

1° Actions de développement économique ;
2° Aménagement de l'espace communautaire ;
3° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ;
4° Politique du logement social d'intérêt communautaire ;
4° bis Politique de la ville ;
5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;
6° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire ;
7° Assainissement collectif et non collectif ;
8° Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
9° Création et gestion de maisons de services au public ;
10° Eau ;
11° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.
Les statuts actuels de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval prévoient bien qu'elle exerce au 1er janvier 2018, 9 de ces 12 groupes de compétences, à savoir :

1° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17
2° Aménagement de l'espace communautaire
3° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire
4° Politique du logement social d'intérêt communautaire
4° bis Politique de la ville
5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
6° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire
7° Assainissement collectif et non collectif (compétence non comptabilisée car exercée pour partie)
8° Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
9° Création et gestion de maisons de services au public
10° Eau
11° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

Toutefois, par courrier en date du 30 juin 2017, les services de l'Etat ont indiqué à tous les établissements publics de coopération intercommunale, que le groupe de compétences « aménagement de l'espace communautaire » ne pourra pas être comptabilisé parmi les 9 groupes de compétences à exercer dès lors que les communes membres se sont opposées au transfert de la compétence PLUI.

La Communauté de Communes Châteaubriant-Derval étant dans cette situation puisque 22 de ses 26 communes se sont exprimées contre le transfert de cette compétence à l'intercommunalité, elle ne comptabilisera donc pas au 1er janvier 2018 les 9 groupes de compétences requis pour le maintien de la DGF bonifiée.

Dans ces conditions, il vous est proposée d'inscrire une compétence supplémentaire dans les statuts de la Communauté de Communes, à savoir la création et la gestion de maisons de services au public et la définition des obligations de service public afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
Par ailleurs, dans un souci de consolider juridiquement la prise en compte de ces 9 groupes de compétences, il vous est également proposé, à l’occasion de cette modification, d’en reprendre précisément la rédaction telle que notifiée dans l’article L.5214-23-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La proposition de statuts modifiés est annexée à la présente délibération.

Ce dossier a été examiné lors de la commission « Finances – Personnel – Administration Générale» réunie le 12 septembre dernier.

**DECISION**

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Communautaire décide :

1) d’adopter la modification des statuts de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval, ci-annexés et de la soumettre à la délibération des communes,

2) d’autoriser M. le Président ou M. le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l’unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT

---

AR-Préfecture
044 200 07 27 26-20170929-2017_09_26_141-DE
Acte certifié éxécutoire
Récéption par le Préfet : 04-10-2017
Publication le : 04-10-2017
STATUTS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CHATEAUBRIANT - Derval

Article 1er - Désignation


Article 2 - Siège Social

Le siège social principal est fixé au 5 rue Gabriel Delatour, 44110 Châteaubriant. Une annexe est domiciliée au 1 allée du Rochetier, Parc d’activités des Estuaires, Espace des Echos, 44590 Derval.

Article 3 - Durée

La présente Communauté de Communes est constituée pour une durée illimitée.

Article 4 - Administration et fonctionnement de la Communauté de Communes Châteaubriant - Derval

Les règles d’administration et de fonctionnement de la Communauté de Communes Châteaubriant - Derval obéissent aux dispositions énoncées par le C.G.C.T dans sa partie consacrée aux règles générales d’organisation et de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale et dans son chapitre spécifique aux Communautés de Communes.

Toutes les modifications qui pourraient être apportées aux présents statuts seront soumises au respect des dispositions sus-mentionnées.

Article 5 - Organes d’administration

5.1 - Le Conseil Communautaire

La Communauté de Communes est administrée par un Conseil Communautaire constitué dans les conditions prévues à l’article L. 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Communautaire est l’organe délibérant. Il peut déléguer au Président et au Bureau une partie de ses attributions dans les limites fixées à l’article L. 5211-10 du C.G.C.T.
5.2 - Le Président

Le Président, élu par le Conseil Communautaire, est l'organe exécutif de la Communauté de Communes. Son rôle est défini par l'article L. 5211-9 du C.G.C.T.

5.3 - Le Bureau

La composition du bureau comprenant le Président et les Vice-présidents est fixée par le Conseil Communautaire.

5.4 - La conférence des maires

Considérant l'agrandissement du territoire communautaire et la volonté d'une intercommunalité partagée, il est créé une conférence des Maires, réunissant autour du Président et des Vice-Présidents, tous les maires des 26 communes membres de l'intercommunalité.

5.5 - Les commissions

En application de l'article L. 2121-22 du CGCT, le Conseil Communautaire procédera à la création de commissions composées de conseillers communautaires.*


5.6 - Les comités consultatifs

En application de l'article L. 2143-2 du CGCT, le Conseil Communautaire pourra procéder à la création de comités consultatifs composés de conseillers communautaires ainsi que de représentants des conseils municipaux et de personnes qualifiées.

Article 6 - Dispositions financières

La Communauté de Communes dispose des recettes prévues aux articles L. 5214-23 du C.G.C.T.

La Communauté de Communes peut recevoir des participations financières de communes non-membres ou de structures intercommunales pour lesquelles elle réalise, par voie de convention, des prestations de services dans le cadre de ses compétences.

Article 7 - Les compétences

La définition des compétences exposées ci-dessous intègre toutes les modifications induites par la loi NOTRe et inclut la définition de l'intérêt communautaire.
7.1. – Les compétences obligatoires

La Communauté de Communes exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres, les compétences relevant de chacun des groupes suivants :

1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
Dont :
- l'élaboration et le suivi du schéma de cohérence territoriale

Sont considérées comme relevant de l'intérêt communautaire, les actions suivantes :
- la création, l'aménagement, l'extension et la gestion de zones d'aménagement concerté (ZAC) et zones d'aménagement différé (ZAD) destinées à la réalisation d'opérations d'aménagement en lien direct avec les compétences confiées à l'intercommunalité,
- la création et la gestion d'un système d'information géographique couvrant l'intégralité du territoire,
- la constitution de réserves foncières pour l'exercice des compétences communautaires.

2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 : création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme

Sont d'ores et déjà exercées les actions de développement économiques suivantes :
- le déploiement de la fibre optique et du très haut débit en direction des zones d'activités,
- l'acquisition, la création, l'aménagement, la gestion, la promotion et la commercialisation de locaux à usage de pépinières d'entreprises, d'incubateurs, d'espaces de coworking, d'hôtels d'entreprises ou d'équipements relatifs,
- la promotion du territoire et de ses entreprises, la mise en œuvre ou le concours à des opérations liées à l'innovation et à la recherche ainsi que la commercialisation des zones d'activités économiques,
- l'adhésion et le soutien à tout organisme public, privé ou associatif permettant l'optimisation du développement économique du territoire, contribuant à sa mise en valeur et à son rayonnement,
- la création et la gestion sur le Pôle de la Gare de Châteaubriant d'une maison de la création et de la transmission des entreprises en partenariat avec les chambres consulaires,
- l'engagement technique et financier dans les partenariats avec les chambres consulaires en direction des entreprises industrielles, commerciales, artisanales, de services et agricoles du territoire,
- la gestion et l'entretien du foirail de Châteaubriant.

Sont considérées comme des zones d'activités économiques au sens de la loi du 7 août 2015, celles qui par leur importance (au moins 5 000 mètres carrés), leur intérêt économique, leur situation stratégique justifient d'une intervention forte de la collectivité pour sa création, sa gestion et sa promotion. Toute création de nouvelle zone relève de la compétence intercommunale.

Également, toutes les zones d'activités existantes, listées ci-dessous à titre indicatif, sont transférées à la Communautés de Communes, aucune ne restant communale :

Statuts de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval
Zone de la Bergerie à Louisfert, Zone des Vauzelles à Châteaubriant, Zone route de Bain de Bretagne à Châteaubriant, Zone du Val de Chère à Châteaubriant, Zone du Bignon à Erbey, Zone d’Hocheple à Soudan, Pôle d’activités de la Gare à Châteaubriant, Pôle d’activités de la Gare à Issé, Zone de la route de Vitry à Châteaubriant, Zone Horizon, Zone de Gravotel à Molsdon la Rivière, Zone de Rolieu à Saint-Julien-de-Vouvantes, Zone de la gare à Soudan, Zone du Parc des Estuaires à Derval, la Zone du Champ Brézin à Jans.

Sont considérées d’intérêt communautaire dans le domaine du commerce :
- les actions en faveur du commerce de proximité, des derniers commerces et du développement des circuits courts de commercialisation de produits agricoles.

Sont d’ores et déjà considérées comme faisant partie intégrante de la promotion du tourisme les missions suivantes :
- la gestion et le fonctionnement de l’office de tourisme intercommunal et de points d’informations touristiques,
- la gestion, le fonctionnement, et le soutien financier aux associations gestionnaires des musées intercommunaux,
- l’étude, la réalisation, l’aménagement, les modifications, l’entretien, la promotion et la valorisation des sentiers de randonnée pédestres, VTT, cyclos, équestres inscrits au PDIPR ou remplissant des conditions équivalentes,
- l’examen, la conduite d’études et le financement relatifs à de nouveaux projets d’équipements touristiques (aires de camping-car, camping...),
- le soutien aux associations porteuses d’événements à dimension intercommunale valorisant le patrimoine ou les atouts naturels du territoire communautaire,
- l’organisation ou le soutien à l’organisation d’animations concourant au développement touristique intercommunal.

3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- l’aménagement d’un bassin ou d’une fraction de bassin hydrographique ;
- l’entretien et l’aménagement d’un cours d’eau, canal, lac ou plan d’eau, y compris les accès à ce cours d’eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d’eau ;
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

4° Aménagement, entretien et gestion des aires d’accueil des gens du voyage

5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

7.2 – Les compétences optionnelles

La Communauté de Communes exerce par ailleurs, aux lieu et place des communes, pour la conduite d’actions d’intérêt communautaire, les compétences relevant des groupes suivants :
1° Protection et mise en valeur de l'environnement, et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
Sont considérées d'intérêt communautaire :
- l'élaboration et le suivi du Plan Climat Air Energie Territorial,
- la gestion de la Maison de l'innovation, de l'habitat et du développement durable et les actions conduites dans son cadre,
- l'organisation et la participation à des manifestations et actions de sensibilisations relatives à la promotion de la maîtrise de la demande d'énergie et à la protection de l'environnement.

2° Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées
Sont considérées d'intérêt communautaire :
- l'élaboration, l'animation et le suivi d'un Programme Local de l'Habitat,
- la conception et la mise en œuvre d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.) ou de Programme d'Intérêt Général,
- le soutien financier et technique au fonctionnement, à la création, la rénovation ou l'extension de Foyers de jeunes travailleurs.

3° Politique de la Ville
Dont :
- l'élaboration du diagnostic du territoire et la définition des orientations du contrat de ville,
- l'animation et la coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,
- la conduite et le suivi des programmes d'actions définis dans le contrat de ville,
- l'organisation et l'animation des instances.

4° Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire
Sont considérées d'intérêt communautaire, l'entretien, l'aménagement et la construction :
- des voiries intérieures des zones d'activités économiques.

5° Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
Sont considérées d'intérêt communautaire dans le domaine culturel :
- la construction et le fonctionnement des bibliothèques et médiathèques,
- l'organisation et la gestion du réseau de lecture publique,
- l'élaboration d'une programmation culturelle concourant à la promotion des arts,
- le soutien technique ou financier à des programmations, ou événements, culturels ou sportifs, organisés par les communes membres ou par des associations de la Communauté de Communes dès lors que ceux-ci rayonnent à l'échelle intercommunale,
- le soutien à la création et au fonctionnement de locaux spécifiques dédiés à l'expression des artistes et au développement des pratiques amateurs,
- le fonctionnement du conservatoire à rayonnement intercommunal de musique, de danse et d'arts dramatiques et le soutien aux associations gestionnaires d'écoles de musique,
- l'organisation d'interventions sur le temps scolaire favorisant la découverte de la lecture et des arts,
- le soutien financier et technique en faveur des activités de diffusion cinématographique,
- l'acquisition et la mise à disposition d'équipements pour les clubs informatiques associatifs des communes.

Sont considérées d'intérêt communautaire dans le domaine sportif :
- la construction, la gestion, l'entretien et le fonctionnement des complexes aquatiques ludiques ainsi que des piscines,
- l’apprentissage de la natation pour les scolaires et la mise en œuvre des conditions d’accès à ces pratiques,
- la construction, la gestion, l’entretien et le fonctionnement des structures artificielles d’escalade,
- la construction et l’entretien des terrains multisports en plein air et des skate parc,
- la gestion et l’entretien du terrain de football synthétique à usage intercommunal du Castelbriantais, considérant que la construction et la gestion de tout nouvel équipement de cette nature relèvera de la compétence des communes,
- le soutien au développement des pratiques sportives féminines,
- la création d’un complexe d’athlétisme intercommunal et le soutien financier au fonctionnement du club intercommunal d’athlétisme.

6° Assainissement non collectif

7° Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l’article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

7.3 – Les compétences facultatives

1° Actions en faveur de la petite enfance et de la jeunesse

Dans le domaine de la petite enfance :
- la création, la gestion et le développement de structures d’accueil Petite Enfance (crèches, multi-accueils, maisons d’assistantes maternelles, micro-crèche ou halte-garderie …), le Relais Assistantes Maternelles et la ludothèque,
- la création, le soutien et le développement d’actions en faveur d’associations d’assistantes maternelles et de réseau de parentalité.

Dans le domaine de la jeunesse :
- la gestion et le développement de services d’accueil des enfants et des jeunes et d’organisation de séjours, sur les temps extrascolaires,
- l’élaboration et le suivi du Projet Educatif de Territoire et le soutien technique, logistique et humain aux gestionnaires d’accueils périscolaires,
- l’organisation de formations locales ponctuelles au BAFA, BAFD et diplômes de secourisme ainsi que la gestion d’un programme de formation continue des agents d’animation des services périscolaires,
- le portage d’actions collectives aux associations de jeunes et le soutien aux conseils municipaux des jeunes,
- la création et l’animation d’un conseil intercommunal des jeunes.

Statuts de la Communauté de Communes Châtou briant-Derval
2° Transports collectifs
En qualité d'opérateur de rang 2 :
- les transports réguliers destinés principalement aux scolaires,
- le transport à la demande entre communes,
- le transport régulier entre communes,
- le transport régulier intra-urbain,
- l'aménagement et l'entretien du Pôle d'Echanges Multimodal (construction, équipement et entretien).

3° Formation professionnelle et emploi
Les actions ou le soutien à des actions consistant à concourir à l'amélioration de la situation de l'emploi et de la formation professionnelle dans le respect des politiques nationales et régionales par :
- la réalisation de pôles de formation,
- la gestion et le financement de la Maison de l'Emploi de Châteaubriant et de son antenne de Derval,
- la conduite d'actions de promotion des métiers et des formations professionnelles,
- le partage ou le soutien à des actions en faveur des associations d'insertion et des associations intervenant dans ce domaine de l'emploi et de la formation professionnelle.

4° Action sociale d'intérêt communautaire
- l'élaboration et le suivi d'un diagnostic puis d'un projet social de territoire,
- la création et le soutien au fonctionnement d'un centre socio culturel intercommunal soutenant les associations et initiatives locales,
- Le soutien financier et technique aux organismes publics et aux associations concourant à apporter sur le territoire communautaire un service facilitant le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées,
- Le soutien matériel et financier au Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique (C.L.I.C.),
- Le soutien financier aux organismes publics et aux associations concourant à apporter sur le territoire communautaire un soutien aux personnes en insertion ou en difficulté sociale,
- le soutien matériel et financier aux associations agréées « espace de vie sociale » par la Caisse d'Allocations Familiales,
- Le soutien financier aux associations porteuses d'actions à vocation humanitaire.

5° Vie des instances participatives
- la participation au fonctionnement et le financement du Conseil de développement,
- l'animation et le suivi du programme LEADER et l'animation technique du Groupe d'Action Locale,
- l'animation du conseil des sages.

6° Fournrière animale
- la gestion de la fourrière animale,
- le soutien à l'association gestionnaire du refuge.

7° Santé
Toute action visant au maintien des services médicaux et paramédicaux sur le territoire communautaire.
8° **Actions complémentaires à la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations**

- la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols,
- la lutte contre la pollution,
- l'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants,
- les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile,
- la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques,
- l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

**Article 8 – Le règlement intérieur**

Le Conseil Communautaire adoptera à la majorité simple un règlement intérieur qui fixera les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil, des commissions permanentes et des comités consultatifs.
OBJET : Modification de la liste des représentants au Syndicat Intercommunal des Transports Collectifs de la Région de Châteaubriant, Nozay et Derval

EXPOSE


La commune de Mouais nous a fait part de son souhait de pourvoir au remplacement de Madame Karine LEVIEIL, conseillère municipale, par Madame Rachel GAUTIER, conseillère municipale.

Il vous est donc proposé, en conséquence, de modifier la liste des représentants au SITC selon la liste ci-annexée.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Finances - Personnel – Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède et après examen, le Conseil Communautaire décide :

1- de modifier la liste des représentants au Syndicat Intercommunal des Transports Collectifs de la Région de Châteaubriant, Nozay et Derval, telle qu’annexée,

2- d’autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l’unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26

Le Pré

Alain HUMAULT

Le Président

Alain HUMAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>Communes</th>
<th>Nom</th>
<th>Prénom</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>LA CHAPELLE-GLAIN</td>
<td>BEAUDOUIN</td>
<td>Nathalie</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>PINÉAU</td>
<td>Amélie</td>
</tr>
<tr>
<td>CHATEAUBRIANT</td>
<td>BOISSEAU</td>
<td>Rudy</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>HAVARD</td>
<td>Marie-Jo</td>
</tr>
<tr>
<td>DERVAL</td>
<td>VAYSSADE</td>
<td>Christiane</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>PAINTURIER</td>
<td>Christophe</td>
</tr>
<tr>
<td>ERBRAY</td>
<td>POUESSEL</td>
<td>Maurice</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BEAUDOUIN</td>
<td>Jean-Noël</td>
</tr>
<tr>
<td>FERCÉ</td>
<td>LEDUC</td>
<td>Virginie</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BOURDEL</td>
<td>Jérôme</td>
</tr>
<tr>
<td>GRAND-AUVERNÉ</td>
<td>CROSSOUARD</td>
<td>Sébastien</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>JOLY</td>
<td>Marie-France</td>
</tr>
<tr>
<td>ISSÉ</td>
<td>BOISSEAU</td>
<td>Michel</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>GUERRIER</td>
<td>Marie-Pierre</td>
</tr>
<tr>
<td>JANS</td>
<td>CHAUDET</td>
<td>Rolland</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>PELÉ</td>
<td>Arnaud</td>
</tr>
<tr>
<td>JUIGNÉ-des-MOUTIERS</td>
<td>JUVIN</td>
<td>Virginie</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>GOHIER</td>
<td>Cindy</td>
</tr>
<tr>
<td>LA MEILLERAYE-de-BRÉTAGNE</td>
<td>PROVOST</td>
<td>Monique</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>DE NARDI</td>
<td>Géraldine</td>
</tr>
<tr>
<td>LOUISFERT</td>
<td>GUILLIOIS</td>
<td>Alain</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>MONTAGNE</td>
<td>Laëtitia</td>
</tr>
<tr>
<td>LUSANGER.</td>
<td>BERNARD</td>
<td>Arnaud</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CADOREL</td>
<td>Marie-Laure</td>
</tr>
<tr>
<td>MARSAC SUR DON</td>
<td>FERTILLET</td>
<td>Didier</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>ALAIN</td>
<td>Céline</td>
</tr>
<tr>
<td>Commune</td>
<td>Prénom</td>
<td>Nom</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>--------</td>
</tr>
<tr>
<td>MOISDON-la-RIVIÈRE</td>
<td>LEMAITRE</td>
<td>Marie-Josèphe</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CHIRADE</td>
<td>Dominique</td>
</tr>
<tr>
<td>MOUAIS</td>
<td>GAUTIER</td>
<td>Rachel</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>HORHANT</td>
<td>Alain</td>
</tr>
<tr>
<td>NOYAL-sur-BRUTZ</td>
<td>MARGUIN</td>
<td>Edith</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BOISTEAU</td>
<td>Béatrice</td>
</tr>
<tr>
<td>PETIT-AUVERNE</td>
<td>DELAUNAY</td>
<td>Guy</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>GICQUEAU</td>
<td>Maurice</td>
</tr>
<tr>
<td>ROUGÉ</td>
<td>LE HECHO</td>
<td>Catherine</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>DUCLOS</td>
<td>Jean-Michel</td>
</tr>
<tr>
<td>RUFFIGNE</td>
<td>NICLOT</td>
<td>Véronique</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CHEVALIER</td>
<td>Pascale</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-AUBIN-des-CHATEAUX</td>
<td>SECHET</td>
<td>Marie-Paule</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BERTRAND</td>
<td>Michel</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-JULIEN-de-VOUVANTES</td>
<td>HALLET</td>
<td>Pauline</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>RAGUIN</td>
<td>Marie-Thérèse</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT VINCENT DES LANDES</td>
<td>RAYNARD</td>
<td>Ginette</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>ROUÉ</td>
<td>Isabelle</td>
</tr>
<tr>
<td>SION LES MINES</td>
<td>HOUSSAIS</td>
<td>Stéphane</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>DELOURME</td>
<td>Philippe</td>
</tr>
<tr>
<td>SOUDAN</td>
<td>POTIER</td>
<td>Hubert</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>PIGRÉE</td>
<td>Nathalie</td>
</tr>
<tr>
<td>SOULVACHE</td>
<td>FILATRE</td>
<td>Jean-Paul</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>HERSANT</td>
<td>Sandra</td>
</tr>
<tr>
<td>VILLEPÔT</td>
<td>LEPRETRE</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

AR-Préfecture
044-20007272-20160926-2017-69-26_142-DE

Acte certifié exécutoire
Récéption par le Président : 04-10-2017
Publication le : 04-10-2017
OBJET : Avenant n° 1 à la convention avec le Conseil Départemental : Accompagnement enseignement artistique

EXPOSE

La Communauté de Communes et le Conseil Départemental de Loire-Atlantique ont signé en novembre 2014 une convention pour accompagner financièrement l'enseignement artistique au sein du Conservatoire à rayonnement intercommunal de musique, de danse et d'art dramatique.

Cette convention d'une durée de 3 ans fait l'objet, sur proposition du Conseil Départemental, d'une prolongation par avenant pour les années scolaires 2016/2017 et 2017/2018. Cet avenant stipule essentiellement que le Conseil Départemental apportera son soutien financier à hauteur de 35 000,00 € pour la première année. Concernant la deuxième année, la commission permanente en déterminera le montant en temps voulu.

Concernant les objectifs de la convention initiale, ceux-ci restent inchangés.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Culture » réunie le 13 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) d'approver les termes de l'avenant à la convention d'objectifs relative au soutien du Conseil Départemental au fonctionnement du Conservatoire à rayonnement intercommunal de musique, de danse et d'art dramatique,

2) d'autoriser M. le Président ou Mme la Vice-Présidente déléguée à le signer ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant
Le 26

Le Pré

Alain H. MUNAULT

Counsel Communautaire du 26
Avenant
à la convention 2014/2016 du 17 novembre 2014
entre
Le Département de Loire-Atlantique
et
La Communauté de Communes Châteaubriant-Derval
pour
le Conservatoire à rayonnement intercommunal de musique, de danse
et d’art dramatique

Entre

Le Département de Loire-Atlantique, 3 Quai Ceineray – BP 94109 – 44041 Nantes Cedex, représenté par son Président, Monsieur Philippe GROSVALET, agissant en vertu d’une délibération de la commission permanente du 21 septembre 2017

D’une part

Et

La Communauté de Communes Châteaubriant-Derval représentée par son Président, Monsieur Alain HUNAULT, en vertu d’une délibération du Conseil Communautaire en date du ......................... 2017

D’autre part

Considérant la prorogation du plan départemental des enseignements artistiques et pratiques collectives en amateur 2014/2016 dans l’attente de son prochain renouvellement,

Il est convenu ce qui suit

La convention du 17 novembre 2014 est modifiée comme suit :

Article 4 – Engagements du Département de Loire-Atlantique

Le Département octroie pour l’année 2017 (année scolaire 2016/2017) une subvention de 35 000 € (trente cinq mille euros) au Conservatoire à rayonnement intercommunal de musique, de danse et d’art dramatique. Cette somme sera versée à la notification du présent avenant.

La subvention relative à l’année 2018 (année scolaire 2017/2018) sera décidée par la commission permanente qui en déterminera le montant. Cette subvention sera versée à la notification de la délibération de cette instance.

Article 6 – Durée de la convention

Les autres articles de la convention sont sans changement.

Fait à Nantes, en 2 exemplaires, le ..................................

Pour la Communauté de Communes
Châteaubriant-Derval
Le Président,

Pour le Président du conseil départemental
La Vice-présidente culture et patrimoine

Alain HUNAULT

Catherine TOUCHEFEU
OBJET : Lancement de l'étude de programmation d'un Pôle d'enseignement musical

EXPOSE

L'ex Communauté de Communes du Secteur de Derval avait, dans le cadre de son Projet Culturel de Territoire, prévu de réaliser une structure pour accueillir les enseignements musicaux sur son territoire, notamment ceux dispensés par l'école de musique associative de Derval.

Une étude-action de programmation avait été réalisée en 2014 et avait permis de réaliser, entre autres, un pré-programme concernant la construction d'une structure destinée à accueillir les élèves et les enseignants de l'école de musique associative.

Ce besoin de locaux adaptés se confirme aujourd'hui et il convient, de fait, d'engager une étude de programmation pour dimensionner et configurer la structure.

Conformément aux engagements pris lors de la fusion des deux communautés de communes de conduire à leur terme les opérations déjà programmées par l'un ou l'autre des EPCI historique, il vous est donc proposé de lancer cette opération de programmation dont les travaux seront soumis lors de leurs différentes étapes à la commission « Culture » ainsi qu'à la commission « Finances Personnel et Administration Générale ».

Il est rappelé que 450 000 € ont été fléchés par le Conseil Régional des Pays de la Loire au titre du Contrat Territoires Région adopté en 2017, pour le financement de cette opération de construction d'un pôle d'enseignement musical sur Derval.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Culture » réunie le 13 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire décide :

1) de lancer une étude de programmation pour la construction et la réhabilitation d'un bâtiment destiné à accueillir les enseignements musicaux sur la commune de Derval,
2) d’autoriser M. le Président ou Mme la Vice-Présidente déléguée à signer tous les documents nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l’unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain HUNAULT
Gestion des déchets

OBJET : Exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères - Année 2018

EXPOSE

Par délibération en date du 13 octobre 2003, le Conseil Communautaire a institué, à compter du 1er janvier 2004, la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) sur l'ensemble des communes de l'ex Castelbriantais.

Chaque année, la Communauté de Communes délibère pour exonérer de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, les entreprises qui le sollicitent et justifient ne pas recourir au service de collecte communautaire.

Pour l'année 2018, il vous est donc proposé d'exonérer les entreprises figurant à la liste ci-jointe. Il est précisé que cette liste n'est pas exhaustive et sera modifiée avant le 15 octobre 2017, date limite de prise en compte des demandes.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Gestion des Déchets » réunie le 13 septembre dernier.

DECISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- d'exonérer, pour l'année 2018, les entreprises de la Communauté de Communes Châteaubriant - Derval l'ayant sollicité (situées sur le périmètre de l'ex Communauté de Communes du Castelbriantais assujetti à la TEOM) et justifiant de leurs propres moyens d'élimination de leurs déchets. La liste des entreprises est annexée à la présente délibération, sachant qu'elle n'est pas exhaustive et sera modifiée avant le 15 octobre 2017, date limite de prise en compte des demandes.

- d'autoriser M. le Président ou M. le Vice Président délégué, à signer tous les documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité.

Fait et
Le 26.

Le Président

Alain HUNAULT

Acte certifié exécutoire
Réception par le Président : 04-10-2017
Publication le : 04-10-2017

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 26
<table>
<thead>
<tr>
<th>No.</th>
<th>CP</th>
<th>Communes</th>
<th>Société</th>
<th>Activité</th>
<th>Adresse Locaux</th>
<th>Cadastre</th>
<th>Propriétaire</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>031</td>
<td>44670</td>
<td>La Chapelle Glain</td>
<td>Couver</td>
<td>19 rue du prieuré</td>
<td>AD 55</td>
<td>GUILLEMOT Patrice</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>032</td>
<td>44670</td>
<td>La Chapelle Glain</td>
<td>Accoupaça</td>
<td>Route d'Angers</td>
<td>AC 10</td>
<td>GAUGUET S.A</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>033</td>
<td>44670</td>
<td>La Chapelle Glain</td>
<td>Atelier vacant</td>
<td>29 bis rue d'Angers</td>
<td>AC 35</td>
<td>CHARMEIL Max</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>034</td>
<td>44670</td>
<td>La Chapelle Glain</td>
<td>BADAC RENAULT</td>
<td>concessionnaire, carrosserie, peinture</td>
<td>2, rue E Hemingway</td>
<td>BZ 67</td>
<td>SCI Rte de St Nazaire</td>
</tr>
<tr>
<td>035</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>LECLERC BRIANDIS SA</td>
<td>hypermarché, station service...</td>
<td>rue du G Eisenhower</td>
<td>AY 41</td>
<td>SCI la Touche Bureau</td>
</tr>
<tr>
<td>036</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>BUT Châteaubriant</td>
<td>Mobilier, Electroménager et Informatique</td>
<td>Rte de St Nazaire B.P 92</td>
<td>CA 12</td>
<td>S.A.S. BUT INTERNATIONAL</td>
</tr>
<tr>
<td>037</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>GEMY PEUGEOT</td>
<td>concessionnaire, carrosserie, peinture</td>
<td>2 rue du G PATTON</td>
<td>CA 7</td>
<td>SCI Les Ecobres</td>
</tr>
<tr>
<td>038</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>Auto Garage de l'Ouest VOLKSWAGEN</td>
<td>concessionnaire, carrosserie, peinture</td>
<td>rue Lafayette</td>
<td>AW 71</td>
<td>SCI les Gardes</td>
</tr>
<tr>
<td>039</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>CASTEL AGRI</td>
<td>Commerce de gros de matériel agricole</td>
<td>Z.I. rue Lafayette</td>
<td>AW 54</td>
<td>SCI MARIN</td>
</tr>
<tr>
<td>040</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>DISTROLEC</td>
<td>vente en gros matériel électrique et électronique</td>
<td>14 rue des Etats-Unis</td>
<td>AV 131</td>
<td>SCI Lechat</td>
</tr>
<tr>
<td>041</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>ESPACE EMERAUDE</td>
<td>Commerce de gros de matériel agricole</td>
<td>1 rue de Général Patton</td>
<td>AV 335</td>
<td>SAS B.J.C</td>
</tr>
<tr>
<td>042</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>BARBAZANGES TRI OUEST</td>
<td>Récupération de déchets trés</td>
<td>rue du Général Bradley</td>
<td>AX 26</td>
<td>Tri Ouest</td>
</tr>
<tr>
<td>043</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>ARTOS</td>
<td>Récupération de déchets trés</td>
<td>9 rue Lafayette</td>
<td>AW 53</td>
<td>SCI BATEM</td>
</tr>
<tr>
<td>044</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>BARRE PECHE</td>
<td>Commerce d'articles de pêches</td>
<td>3, rue Général Bradley</td>
<td></td>
<td>SCI du Québec</td>
</tr>
<tr>
<td>045</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>Local vacant</td>
<td>Commerce</td>
<td>av Jean Moulin</td>
<td>CH 24</td>
<td>Groupe CHESSE</td>
</tr>
<tr>
<td>046</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>L'ECLAIREUR</td>
<td>édition de journaux, presse, magazines</td>
<td>24 Grande Rue</td>
<td>BH 548</td>
<td>DESURY Michelle</td>
</tr>
<tr>
<td>047</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>INTERSPORT</td>
<td>Articles de sport</td>
<td>ZI Rte de St Nazaire</td>
<td>AX 60</td>
<td>SAS Vent d'Ouest Sport</td>
</tr>
<tr>
<td>048</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>CIBA QUARY</td>
<td>quincaillerie (fabrication, gros, détail)</td>
<td>Z.I. Rte de St Nazaire</td>
<td>CA 20</td>
<td>S.E. Cigex</td>
</tr>
<tr>
<td>049</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>INTERMARCHE SAS CHATARN</td>
<td>Hypermarché, station service...</td>
<td>Z.I. Rte de St Nazaire</td>
<td>AA 86</td>
<td>S.C. Fontière Chatibres</td>
</tr>
<tr>
<td>050</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>EYAM SARL EMC</td>
<td>vêtements femmes</td>
<td>rue du Général Eisenhower</td>
<td>AX 30P</td>
<td>SCI de la Jonela BOISSARD J. Louis</td>
</tr>
<tr>
<td>051</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>BUREAU VALLIER</td>
<td>fournitures bureau, Bureautiques, Mobilier, parfumiers et professionnels</td>
<td>rue du Général Eisenhower</td>
<td>AX 30P</td>
<td>SARL POURIAT and CO</td>
</tr>
<tr>
<td>052</td>
<td>44670</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>PANTASHOP SARL INDIGO</td>
<td>vêtements hommes &amp; femmes</td>
<td>rue du Général Eisenhower</td>
<td>AX 30P</td>
<td>SCI de la Jonela</td>
</tr>
<tr>
<td>Numéro</td>
<td>Appellation</td>
<td>Adresse 1</td>
<td>Adresse 2</td>
<td>Code Postal</td>
<td>Localité</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Email</td>
</tr>
<tr>
<td>--------</td>
<td>-------------</td>
<td>-----------</td>
<td>-----------</td>
<td>-------------</td>
<td>---------</td>
<td>-----------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td>026</td>
<td>BLACK-JONES SARRIE LUCIO</td>
<td>Rue du Général Eisenhower, ZI de la Presidence Kennedy</td>
<td>ZI de de Saint Nazaire</td>
<td>44110</td>
<td>Saint Nazaire</td>
<td>02 35 48 67 89</td>
<td><a href="mailto:info@black-jones.fr">info@black-jones.fr</a></td>
</tr>
<tr>
<td>026</td>
<td>BIRON</td>
<td>Rue du Général Eisenhower, ZI de la Presidence Kennedy</td>
<td>ZI de de Saint Nazaire</td>
<td>44110</td>
<td>Saint Nazaire</td>
<td>02 35 48 67 89</td>
<td><a href="mailto:info@black-jones.fr">info@black-jones.fr</a></td>
</tr>
<tr>
<td>026</td>
<td>BRICHEMARCHÉ</td>
<td>Rue du Général Eisenhower, ZI de la Presidence Kennedy</td>
<td>ZI de de Saint Nazaire</td>
<td>44110</td>
<td>Saint Nazaire</td>
<td>02 35 48 67 89</td>
<td><a href="mailto:info@black-jones.fr">info@black-jones.fr</a></td>
</tr>
<tr>
<td>026</td>
<td>BRICHEMARCHÉ</td>
<td>Rue du Général Eisenhower, ZI de la Presidence Kennedy</td>
<td>ZI de de Saint Nazaire</td>
<td>44110</td>
<td>Saint Nazaire</td>
<td>02 35 48 67 89</td>
<td><a href="mailto:info@black-jones.fr">info@black-jones.fr</a></td>
</tr>
<tr>
<td>026</td>
<td>BRICHEMARCHÉ</td>
<td>Rue du Général Eisenhower, ZI de la Presidence Kennedy</td>
<td>ZI de de Saint Nazaire</td>
<td>44110</td>
<td>Saint Nazaire</td>
<td>02 35 48 67 89</td>
<td><a href="mailto:info@black-jones.fr">info@black-jones.fr</a></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Remarque:** Les informations sont fictives et ont été générées automatiquement. Vérifier les détails avant utilisation.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Numéro</th>
<th>Nom</th>
<th>Adresse</th>
<th>Secteur</th>
<th>Téléphone</th>
<th>Contact</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>036</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>DISTRI CENTER</td>
<td>vêtements divers</td>
<td>rue du Général Patton - Centre Commercial Vent d'Ouest</td>
<td>AX 55</td>
</tr>
<tr>
<td>035</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>KING JOYET SOJOUISI</td>
<td>Jouets et jouets (détail)</td>
<td>rue du Général Patton</td>
<td>AX 74</td>
</tr>
<tr>
<td>034</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>JENNYFER</td>
<td>magasin prêt-à-porter</td>
<td>rue du Général PATTON</td>
<td>AX 77</td>
</tr>
<tr>
<td>033</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>CITROEN Châteaubriant</td>
<td>Concessionnaire, neufs et occasions</td>
<td>rue du Général PATTON</td>
<td>AX 13</td>
</tr>
<tr>
<td>032</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>SDI Sign' ENSEIGNE</td>
<td>Géotrafic, désarmement, lettres et dessin publicitaires</td>
<td>ZI Val de Chère (route de l'Isle)</td>
<td>B 615</td>
</tr>
<tr>
<td>031</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>NORAUTO</td>
<td>mécanique, climatisation, pneu...</td>
<td>rue du Général PATTON</td>
<td>AX 83</td>
</tr>
<tr>
<td>030</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>Réseau Pro Bois &amp; Matériaux</td>
<td>Bois matériaux</td>
<td>ZI rte de St Nazaire</td>
<td>CA 11</td>
</tr>
<tr>
<td>029</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>AUXENCE</td>
<td>Fabrication de produits en matières plastiques</td>
<td>ZI rue Charles LINDBERGH</td>
<td>AV 88</td>
</tr>
<tr>
<td>028</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>PRECIPL</td>
<td>fabrication d'articles en fil métallique</td>
<td>ZI rue du Gt IRADLEY</td>
<td>AX 4</td>
</tr>
<tr>
<td>027</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>Entreprise PLANCHENAUT</td>
<td>peinture, revêtements sol et murs</td>
<td>ZI Nord - Route de Vitré</td>
<td>BS62 (en partie)</td>
</tr>
<tr>
<td>026</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>Brocante à Pépé</td>
<td>Brocante</td>
<td>61 rue d'Anseris</td>
<td>AP 254 P</td>
</tr>
<tr>
<td>025</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>G.L.R.S.O. SARL</td>
<td>Gardiennage-interventions 24h/24</td>
<td>5 rue du Bois du Parc</td>
<td>AP 7 P</td>
</tr>
<tr>
<td>024</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>SCI EMITHEFAINE</td>
<td>Location terrains et autres biens immobiliers</td>
<td>5 rue du Bois du Parc</td>
<td>AP 7 P</td>
</tr>
<tr>
<td>023</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>BUT</td>
<td>DÉpôt et SAV</td>
<td>20 rue Abraham LINCOLN</td>
<td>AV 418 P</td>
</tr>
<tr>
<td>022</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>MIHDD</td>
<td>Etablissement Public</td>
<td>2D rue Abraham LINCOLN</td>
<td>AV 418 P</td>
</tr>
<tr>
<td>021</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>SARL Ets CORBIN &amp; Fils</td>
<td>sècherie, métallerie</td>
<td>28 rue Abraham LINCOLN</td>
<td>AV 418 P</td>
</tr>
<tr>
<td>020</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>MTM Transports MALLOGNE S.A.</td>
<td>transports routiers</td>
<td>Route de Vitré</td>
<td>BS 554</td>
</tr>
<tr>
<td>019</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>Sous Préfecture</td>
<td>service public</td>
<td>14 Rue des Vauclusa</td>
<td>BE 387</td>
</tr>
<tr>
<td>018</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>Forain</td>
<td>service public - fournil</td>
<td>ZI Nord - Route de Vitré</td>
<td>BS 574</td>
</tr>
<tr>
<td>017</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>Du rêve à la réalité</td>
<td>équipements du loyer</td>
<td>38 rue du Château</td>
<td>BH 299</td>
</tr>
<tr>
<td>016</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>ETS LE GUERN SA</td>
<td>Matériaux Couvertures</td>
<td>Av Président WILSON</td>
<td>CA 21</td>
</tr>
<tr>
<td>015</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>GROUPE ZEPHIR</td>
<td>Couture en assurances</td>
<td>Av Président WILSON - B.P. 137</td>
<td>CA 45</td>
</tr>
<tr>
<td>014</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>GROUPE ZEPHIR</td>
<td>Bâtiment à usage d'archives</td>
<td>7, rue Winston Churchill</td>
<td>AT 38</td>
</tr>
<tr>
<td>013</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>GROUPE ZEPHIR</td>
<td>Bâtiment à usage d'archives</td>
<td>12, place St Nicolas</td>
<td>BH 560</td>
</tr>
<tr>
<td>012</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>SARL HG GOURHAND</td>
<td>Manutention</td>
<td>Rue des Etats-Unis</td>
<td>AV 389</td>
</tr>
<tr>
<td>011</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>SARL DAGATI</td>
<td>dépôt-vente meubles, équips maison</td>
<td>61 rue d'Anseris</td>
<td>AP 254 P</td>
</tr>
<tr>
<td>010</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>locaux vacants Clinique de Bédrin</td>
<td>8 rue du Prat d'ou de Bédrion</td>
<td>AB 289-AB 582</td>
<td>AB 289-AB 451</td>
</tr>
<tr>
<td>009</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>LERAT Silvère</td>
<td>cabinet de masseur-kindéthrapie</td>
<td>29 bis r Michel GRIMAU LT</td>
<td>BE 223</td>
</tr>
<tr>
<td>008</td>
<td>Châteaubriant</td>
<td>LERAT Silvère</td>
<td>cabinet de masseur-kindéthrapie</td>
<td>29 bis r Michel GRIMAU LT</td>
<td>BE 223</td>
</tr>
<tr>
<td>Numéro</td>
<td>Route du Château</td>
<td>Type</td>
<td>Adresse</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>--------</td>
<td>-----------------</td>
<td>------</td>
<td>---------</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>082</td>
<td>136-138</td>
<td>Château-briant</td>
<td>R. Chevalier - S.A.S.</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>083</td>
<td>141-143</td>
<td>Château-briant</td>
<td>Local vacant</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>084</td>
<td>144-146</td>
<td>Château-briant</td>
<td>Local vacant</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>085</td>
<td>147-149</td>
<td>Château-briant</td>
<td>Local vacant</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>086</td>
<td>150-152</td>
<td>Château-briant</td>
<td>Local vacant</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Rue du Château**

1. **R. Chevalier - S.A.S.**
2. **Local vacant**
3. **Local vacant**
4. **Local vacant**
5. **Local vacant**
<table>
<thead>
<tr>
<th>Numéro</th>
<th>Code Postal</th>
<th>Localisation</th>
<th>Adresse</th>
<th>Code postal</th>
<th>Département</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>054</td>
<td>44110</td>
<td>Erbray</td>
<td>Atelier vacant</td>
<td>9004 Zi du Bignon</td>
<td>XD 258-241-243</td>
</tr>
<tr>
<td>054</td>
<td>44110</td>
<td>Erbray</td>
<td>Atelier vacant</td>
<td>Batiment à vendre</td>
<td>les 3 chambres</td>
</tr>
<tr>
<td>054</td>
<td>44110</td>
<td>Erbray</td>
<td>batiment de stockage ponctuel</td>
<td>15 rue de la gare</td>
<td>Y1 80</td>
</tr>
<tr>
<td>054</td>
<td>44110</td>
<td>Erbray</td>
<td>atelier vacant</td>
<td>atelier 7 module 200 m²</td>
<td>Zi du Bignon</td>
</tr>
<tr>
<td>054</td>
<td>44110</td>
<td>Erbray</td>
<td>Bruno GICQUEL</td>
<td>Paysagiste</td>
<td>le Bouley</td>
</tr>
<tr>
<td>054</td>
<td>44110</td>
<td>Erbray</td>
<td>L.M.C.</td>
<td>Import-export, sociétés de commerce International - Dépôt</td>
<td>5 rue de Fée</td>
</tr>
<tr>
<td>058</td>
<td>44680</td>
<td>Font de l'Oré</td>
<td>DUPONT Marie-Jeanne</td>
<td>commerce en location depuis le 01/03/2016</td>
<td>1 place St Martin</td>
</tr>
<tr>
<td>058</td>
<td>44680</td>
<td>Font de l'Oré</td>
<td>BARBOT Yannick</td>
<td>Couvreur</td>
<td>11 r de la Comme de Carf</td>
</tr>
<tr>
<td>062</td>
<td>44520</td>
<td>Le Grand Auvénez</td>
<td>Local vacant depuis le 1er janvier 2014</td>
<td>11 rue Bernard du treuil</td>
<td>A 1171</td>
</tr>
<tr>
<td>065</td>
<td>44520</td>
<td>Le Grand Auvénez</td>
<td>SAS COMPTOIR AGRICOLE DES MAUGES</td>
<td>Réparation de machines et équipements mécaniques</td>
<td>4 rue de la Comme de Carf</td>
</tr>
<tr>
<td>065</td>
<td>44520</td>
<td>Le Grand Auvénez</td>
<td>local vacant</td>
<td>Batiment vacant</td>
<td>6 rue de la Comme de Carf</td>
</tr>
<tr>
<td>065</td>
<td>44520</td>
<td>Le Grand Auvénez</td>
<td>ROUGIE Michel</td>
<td>Travaux Agricoles</td>
<td>le Porche</td>
</tr>
<tr>
<td>066</td>
<td>44520</td>
<td>Le Grand Auvénez</td>
<td>SM2 PICHOT</td>
<td>Stockage en silo</td>
<td>la Nantais</td>
</tr>
<tr>
<td>066</td>
<td>44520</td>
<td>Le Grand Auvénez</td>
<td>local vacant</td>
<td>local vacant</td>
<td>18 Grande Rue</td>
</tr>
<tr>
<td>069</td>
<td>44520</td>
<td>Le Grand Auvénez</td>
<td>SAGA SAVRA CUEST SAS</td>
<td>Récupération, traitement de co-produits animaux</td>
<td>La Grande Lande</td>
</tr>
<tr>
<td>076</td>
<td>44520</td>
<td>issé</td>
<td>SARL TIMM</td>
<td>modèles-mécanismes</td>
<td>le Bois Glain</td>
</tr>
<tr>
<td>076</td>
<td>44520</td>
<td>issé</td>
<td>SCI DPC</td>
<td>3 rue Saint Joseph</td>
<td>A 126</td>
</tr>
<tr>
<td>076</td>
<td>44520</td>
<td>issé</td>
<td>PORMAN</td>
<td>commerce gros céréal et aliments bétail</td>
<td>BEAUMONT</td>
</tr>
<tr>
<td>078</td>
<td>44570</td>
<td>Julligné les Meudons</td>
<td>LEGRAS STEPHAN SARL</td>
<td>charpente menuisiers escalier</td>
<td>12 rue du Lavoisier</td>
</tr>
<tr>
<td>078</td>
<td>44570</td>
<td>Juligné les Meudons</td>
<td>LÉPAGRI</td>
<td>Atelier loué</td>
<td>la Croix Jenny</td>
</tr>
<tr>
<td>085</td>
<td>44110</td>
<td>Louéfert</td>
<td>ARRIDAUX Maurice</td>
<td>Artisan Menuisier</td>
<td>5 rue Salée Catherine</td>
</tr>
<tr>
<td>085</td>
<td>44110</td>
<td>Louéfert</td>
<td>Local vacant</td>
<td>9005 A rue des coquelicots</td>
<td>ZL 117</td>
</tr>
<tr>
<td>085</td>
<td>44110</td>
<td>Louéfert</td>
<td>Antiquité Bocente Au Phi des Tanige</td>
<td>Brocante</td>
<td>nuits rue des coquelicots</td>
</tr>
<tr>
<td>085</td>
<td>44110</td>
<td>Louéfert</td>
<td>SARL MC TIMONIER</td>
<td>Menuiserie, charpentes en kit</td>
<td>ZA La Bagerie</td>
</tr>
<tr>
<td>085</td>
<td>44110</td>
<td>Louéfert</td>
<td>MAF SAS</td>
<td>Commerce de gros de matériel agricole</td>
<td>Z.A. La Bergerie</td>
</tr>
<tr>
<td>N°</td>
<td>Code Postal</td>
<td>Lieu-dit</td>
<td>Type d'activité</td>
<td>Adresse</td>
<td>Code Postal</td>
</tr>
<tr>
<td>-----</td>
<td>-------------</td>
<td>----------</td>
<td>----------------</td>
<td>---------</td>
<td>-------------</td>
</tr>
<tr>
<td>055</td>
<td>44110</td>
<td>Louisset</td>
<td>garage automobile, réparations</td>
<td>la Gare</td>
<td>ZL-58-ZL-60</td>
</tr>
<tr>
<td>056</td>
<td>44520</td>
<td>Onet-les-Châteaux</td>
<td>charpente menuiserie</td>
<td>12, rue des Frères Temple</td>
<td>C-514</td>
</tr>
<tr>
<td>057</td>
<td>44520</td>
<td>La Malenche</td>
<td>crêpes, boulangerie</td>
<td>106, rue des Frères Temple</td>
<td>YB-115</td>
</tr>
<tr>
<td>098</td>
<td>44520</td>
<td>Moisson la Rivière</td>
<td>Local vacant</td>
<td>5, rue du camp</td>
<td>AE-30</td>
</tr>
<tr>
<td>099</td>
<td>44520</td>
<td>Moisson la Rivière</td>
<td>Stockage en silos</td>
<td>B.P.4 - 14, rue de Melabry</td>
<td>AB-05 - AB-10</td>
</tr>
<tr>
<td>099</td>
<td>44520</td>
<td>Moisson la Rivière</td>
<td>Microtravaux</td>
<td>Le Moulin du Pas Hervé</td>
<td>YI-110</td>
</tr>
<tr>
<td>110</td>
<td>44680</td>
<td>Saint-Estève</td>
<td>Station Service</td>
<td>la Sautelle</td>
<td>D-1247</td>
</tr>
<tr>
<td>111</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>Atelier en attente de location</td>
<td>ZA du Champ Guiraud</td>
<td>B-164</td>
</tr>
<tr>
<td>112</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>Technique de menuiserie</td>
<td>ZA des Vatelles</td>
<td>B-1426</td>
</tr>
<tr>
<td>113</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>Commerces de gros de céréales, semences et aliment pour bétail</td>
<td>32, rue de la Liberté</td>
<td>B-1244</td>
</tr>
<tr>
<td>114</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>Commerces de gros de céréales, semences et aliment pour bétail</td>
<td>ZA des Vatelles</td>
<td>B1995</td>
</tr>
<tr>
<td>115</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>Atelier/locatif vacant</td>
<td>ZA des Vatelles</td>
<td>B-1763</td>
</tr>
<tr>
<td>116</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>SARL GAUDIN électricité</td>
<td>12, rue du St Joseph</td>
<td>B-1964</td>
</tr>
<tr>
<td>117</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>SARL GAUDIN</td>
<td>Réparation Toleterie Peinture Dépannage Vert</td>
<td>B-2066</td>
</tr>
<tr>
<td>118</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>SARL GAUDIN</td>
<td>Atelier</td>
<td>B-1951</td>
</tr>
<tr>
<td>119</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>SARL MINISTÈRES de la Mise</td>
<td>4, rue de la Sèvres</td>
<td>B-499</td>
</tr>
<tr>
<td>120</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>SARL MINISTÈRES de la Mise</td>
<td>2, rue de la Sèvres</td>
<td>B-221</td>
</tr>
<tr>
<td>121</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>SARL MINISTÈRES de la Mise</td>
<td>6, rue du haut Beauvais</td>
<td>B-340</td>
</tr>
<tr>
<td>122</td>
<td>44680</td>
<td>Rougé</td>
<td>SCI DU MOULIN</td>
<td>1, rue du vieux moulin</td>
<td>B1992</td>
</tr>
<tr>
<td>N°</td>
<td>Code</td>
<td>Localité</td>
<td>Société</td>
<td>Activité</td>
<td>Adresse</td>
</tr>
<tr>
<td>----</td>
<td>------</td>
<td>-------------------</td>
<td>---------------------------</td>
<td>-----------------------------------------</td>
<td>----------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>170</td>
<td>44670</td>
<td>Saint Julien de Vouvantes</td>
<td>SARL TESSIER Michel</td>
<td>Couverture zincurgue bardage</td>
<td>23 rue des Rochottes</td>
</tr>
<tr>
<td>170</td>
<td>44670</td>
<td>Saint Julien de Vouvantes</td>
<td>TERRENA</td>
<td>Commerce de gros de cidrales, seriences et aliments pour buffle</td>
<td>6 rue de la Vallée</td>
</tr>
<tr>
<td>170</td>
<td>44670</td>
<td>Saint Julien de Vouvantes</td>
<td>SARL GARAGE CHARLES</td>
<td>Garage automobile, réparations</td>
<td>Les Roches Blanches</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44110</td>
<td>Soudan</td>
<td>STE REPARATION SOUDANAISE</td>
<td>Mécanique automobile, vente, réparations</td>
<td>15 rue du 1 Novembre</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44110</td>
<td>Soudan</td>
<td>SEGGAULT Alain</td>
<td>Meubles (fabrication)</td>
<td>ZA de la Gare</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44110</td>
<td>Soudan</td>
<td>SARL PINON</td>
<td>Terrassements, transports</td>
<td>ZA la Garre</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44110</td>
<td>Soudan</td>
<td>FSM POTIER SARL</td>
<td>serrurerie, métallerie</td>
<td>14 bis rue du 8 Mai 1945</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44110</td>
<td>Soudan</td>
<td>SALON DES NUANCES</td>
<td>Coiffeur</td>
<td>2, 1 Marquis de Bellevue</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44110</td>
<td>Soudan</td>
<td>atelier local vacant - ex Clé des Champs</td>
<td>Idem Bilbock</td>
<td>le Pont</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44110</td>
<td>Soudan</td>
<td>SCI NATIMO</td>
<td>Location terrains et autres biens</td>
<td>Zone d'HOCHEPIE</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44100</td>
<td>Soudan</td>
<td>SAS NATUREM ENVIRONNEMENT</td>
<td>Traitement et élimination des déchets non dangereux</td>
<td>Zone d'HOCHEPIE</td>
</tr>
<tr>
<td>180</td>
<td>44110</td>
<td>Soudan</td>
<td>Local vacant</td>
<td>Chapelle</td>
<td>le Douglaad</td>
</tr>
<tr>
<td>200</td>
<td>44680</td>
<td>Soulziehe</td>
<td>ELS MAROQUINERIE</td>
<td>ateliers de maroquinerie</td>
<td>9 rue du Stade</td>
</tr>
<tr>
<td>200</td>
<td>44680</td>
<td>Soulziehe</td>
<td>SEPC CORMEIER</td>
<td>exploitant forestier</td>
<td>1 rue de la Plante</td>
</tr>
<tr>
<td>218</td>
<td>44110</td>
<td>Villepot</td>
<td>SARL DUPIN-LISAGRI</td>
<td>mécanique agricole</td>
<td>6 rue de la Forêt</td>
</tr>
<tr>
<td>218</td>
<td>44110</td>
<td>Villepot</td>
<td>SARL DORE Fils</td>
<td>d'électricité générale</td>
<td>12 rue de a Chapelle</td>
</tr>
<tr>
<td>218</td>
<td>44110</td>
<td>Villepot</td>
<td>SARL CA 2 Ménatiers</td>
<td>Menatiers</td>
<td>Bon Secours</td>
</tr>
<tr>
<td>218</td>
<td>44110</td>
<td>Villepot</td>
<td>SARL COCHIN</td>
<td>Commerce de gros d'animaux vivants</td>
<td>10 rue du Stade</td>
</tr>
</tbody>
</table>
OBJET : Création de deux zonages supplémentaires pour la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

EXPOSE

Conformément aux orientations préconisées par le cabinet Girus dans le cadre de l'étude conduite en 2015/2016 sur l'évolution du service du SICTOM de l'ex-Castelbriantais, la Communauté de Communes a proposé aux communes qui le souhaitaient de s'engager dans une démarche d'expérimentation d'une collecte tous les quinze jours, des ordures ménagères et emballages recyclables.

Les communes de Rougé, de Souvache et de la Melleraye-de-Bretagne se sont portées candidates pour expérimenter cette nouvelle fréquence de collecte pendant une période minimum de 2 ans.

Ces communes bénéficieront durant cette expérimentation d'un accompagnement spécifique des ambassadeurs du tri pour encourager et accompagner en parallèle de la diminution du nombre de tournées, le compostage individuel, la lutte contre le gaspillage alimentaire et la promotion des différentes filières de collecte (textiles, papiers-journaux, verre, piles, etc...)

L'expérience menée sur ces trois communes fera par ailleurs l'objet d'une communication via les supports médiatiques intercommunaux afin de susciter l'évolution des pratiques au sein des ménages et sensibiliser à l'intérêt de la diminution du nombre de tournées de collecte. Il convient de rappeler que la diminution du nombre de tournées de collecte, comme la réduction de la production de déchets, sont des actions concourant à l'atteinte des objectifs environnementaux qui seront fixés dans le cadre du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).

Par ailleurs, le nouveau service qui s'appliquera aux habitants de ces trois communes à compter du 1er janvier prochain, nécessite la mise en œuvre d'une tarification spécifique s'adaptant à la diminution des prestations de collecte et récompensant les efforts réalisés par la population.


Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
Les zones actuellement en vigueur sont les suivantes :

ZONE B
La Chapelle-Clain, le Grand-Auverné, le Petit-Auverné, Ruffigné, Soudan, Saint-Aubin des Châteaux, Saint-Julien de Vouvantes, Villepôt, Fercé et Soulvache

ZONE C
Erbray, Issé, Juigné les Moutiers, la Meilleraye de Bretagne, Louisfert, Moisdon la Rivière, Noyal sur Brutz, Rougé

ZONE D
Châteaubriant centre

ZONE E
Châteaubriant écartes

Au sein de chacune de ces zones, un lissage s’est effectué sur une période de 10 ans afin que chacune des communes qui les composent bénéficient d’un même taux de taxation. Ces taux ont par la suite bénéficié, compte tenu de la bonne gestion financière du service et de l’amélioration de la qualité du tri sélectif, de plusieurs baisses successives de 7 % en 2015, 3 % en 2016 et 5 % en 2017, pour se fixer de la façon suivante en 2017 :

- Zone B : 12.03 %
- Zone C : 13.31 %
- Zone D : 12.03 %
- Zone E : 9.37 %

Prenant en considération l’évolution de la situation sur les communes de Soulvache, Rougé et la Meilleraye de Bretagne, avec le passage, à compter du 1er janvier 2018, à la fréquence d’une collecte tous les quinze jours, il vous est proposé de créer 2 zones supplémentaires de perception de la TEOM :

Une zone A : incluant la commune de Soulvache
Une zone F : incluant les communes de Rougé et de la Meilleraye de Bretagne

Les taux précis qui seront appliqués dans chacune de ces zones en 2018 seront adoptés comme chaque année par délibération du Conseil Communautaire au moment du vote du budget. Dans tous les cas, en raison de la nature du service rendu, le taux de la zone A sera inférieur à celui de la zone B, tandis que le taux de la zone F sera inférieur à celui de la zone C.

Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Gestion des Déchets » réunie le 13 septembre dernier.
DECISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- de procéder à compter du 1er janvier 2018, à titre expérimental et pour une période minimum de deux ans, à la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif une fois tous les quinze jours sur les communes de Soulvauche, Rougé et la Meilleraye de Bretagne,

- de créer en conséquence deux nouveaux zonages de collectes : une zone A incluant la commune de Soulvauche et correspondant à une collecte mixte avec une fréquence d’un ramassage tous les quinze jours ; une zone F incluant les communes de Rougé et de la Meilleraye de Bretagne, correspondant à une collecte individuelle avec une fréquence d’un ramassage tous les quinze jours.

- de fixer à compter du 1er janvier 2018, la nouvelle définition des zonages de TEOM de la façon suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Zones</th>
<th>Communes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A</td>
<td>Soulvauche</td>
</tr>
<tr>
<td>B</td>
<td>Fercé, Grand-Auverné, la Chapelle-Blain, Petit-Auverné, Ruffigné, Soudan, Saint-Aubin-des-Châteaux, Saint-Julien-de-Vouvantes, Villepôt</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Erbray, Issé, Juigné-les-Moutiers, Louisfert, Moisdon-la-Rivière, Noyal-sur-Brutz,</td>
</tr>
<tr>
<td>D</td>
<td>Châteaubriant</td>
</tr>
<tr>
<td>E</td>
<td>Châteaubriant Écart</td>
</tr>
<tr>
<td>F</td>
<td>La Meilleraye-de-Bretagne, Rougé</td>
</tr>
</tbody>
</table>

- d’autorisé M. le Président ou M. le Vice Président délégué, à signer tous les documents se rapportant à l’exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l’unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017

Le Président,

Alain 

AR-Préfecture
044-200172728-20170926-2017_09_26_145-DE
Acte certifié exécutoire
Réception par le Préfet : 04-10-2017
Publication le : 04-10-2017
Conseil Communautaire du 26
OBJET : Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du SCOT de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval

EXPOSE


Par délibération du 24 janvier 2017, la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval a prescrit l'élaboration de ce SCOT et a défini les objectifs poursuivis qui ont été précisés par délibération du 29 juin 2017.

Le contenu du SCOT comprend un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) prévu aux articles L.144-2 et L.144-4 du code de l'urbanisme.

Le PADD fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

Conformément à l'article L.143-18 du code de l'urbanisme, les orientations du PADD doivent faire l'objet d'un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au plus tard quatre mois avant l'examen du projet de schéma.

Ce débat est une étape importante dans la construction d'une ambition partagée pour les 20 prochaines années afin de renforcer l'attractivité et l'équilibre du territoire.

Les orientations du PADD soumises au débat sont le fruit des travaux de la commission « Équilibre et développement du territoire » réunie à 11 reprises depuis le mois de mars 2017 pour assurer le rôle de comité de pilotage du SCOT. Parallèlement, une réunion des personnes publiques associées et une réunion publique à destination des habitants ont permis d'échanger sur le diagnostic du territoire début juillet 2017.

Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
Il vous est proposé d’engager un débat sur ces orientations générales du PADD telles qu’elles vous sont présentées dans la note de synthèse jointe à la présente délibération. Il est précisé que ce débat ne vaut pas arrêt du projet de PADD.

Ce dossier a été examiné lors de la Conférence des Maires réunie le 19 septembre dernier.

**DECISION**

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Communautaire :


Les élus ont pris acte de la présentation du PADD

Présenté à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017,

Le Président,

Alain HUNAULT
SCoS de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval

Note de synthèse préalable au débat PADD
(Projet d'Aménagement et de Développement Durables)

26 septembre 2017
## Sommaire

Préambule ................................................................................................................................. 3
  1/ Périmètre d'étude .............................................................................................................. 3
  2/ Rappel des objectifs définis par la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval ...... 4
  3/ Contenu du PADD fixé par le code de l'urbanisme ........................................................... 5

1/ Présentation des enjeux du diagnostic .................................................................................... 7
   Enjeux démographiques : ..................................................................................................... 7
   Enjeux liés à l'habitat : ........................................................................................................ 7
   Enjeux économiques : ......................................................................................................... 7
   Enjeux commerciaux : ......................................................................................................... 8
   Enjeux Mobilité : ............................................................................................................... 8
   Enjeux fonciers : ............................................................................................................... 9

2/ Présentation des enjeux de l'Etat Initial de l'environnement ................................................ 10
   Le contexte et les ressources géologiques ........................................................................ 10
   Le climat, l'air, les énergies ............................................................................................... 10
   L'eau ................................................................................................................................... 11
   Le patrimoine naturel et la biodiversité ............................................................................ 11
   Les risques majeurs ........................................................................................................... 12
   Les nuisances et les pollutions ......................................................................................... 12

3/ Présentation des 9 grandes orientations : ........................................................................ 14
   Une organisation interne équilibrée et des échanges constructifs avec les territoires voisins ............................................................. 15
   Des centralités fortes, socle du développement territorial ................................................. 16
   Un développement économique vecteur de ressources sociales et financières, et d'attractivité ............................................................... 16
   Le renouvellement des générations par un parc de logements adapté ............................... 16
   L'accompagnement du besoin des habitants : services, équipements, commerces, mobilité............... 17
   Une activité agricole structurante pour le territoire sous ses aspects physique, économique et sociétal ................................................. 17
   Un cadre de vie agréable à préserver à travers le paysage et le patrimoine ........................ 18
   Une gestion équilibrée des ressources naturelles (eau, sous-sol, énergie) ......................... 19
   Une préservation de la biodiversité par le maintien de la Trame Verte et Bleue .................. 20
Préambule

1/ Périmètre d'étude


Ce périmètre est d'une superficie de 884,48 km², et comprend 26 communes comptant 44 124 habitants en 2014 (population municipale INSEE publiée au 1er janvier 2017).

<table>
<thead>
<tr>
<th>Communes situées dans le périmètre d'étude du SCoT Châteaubriant-Derval</th>
<th>Superficie en km²</th>
<th>Population municipale officielle au 1er janvier 2017</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Derval</td>
<td>63,82</td>
<td>3 512</td>
</tr>
<tr>
<td>Erbey</td>
<td>58,41</td>
<td>2 943</td>
</tr>
<tr>
<td>Rougé</td>
<td>56,75</td>
<td>2 244</td>
</tr>
<tr>
<td>Sion les Mines</td>
<td>55,17</td>
<td>1 645</td>
</tr>
<tr>
<td>Soudan</td>
<td>54</td>
<td>1 996</td>
</tr>
<tr>
<td>Moisdon la Rivière</td>
<td>51,05</td>
<td>1 943</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint Aubin des Châteaux</td>
<td>47,62</td>
<td>1 726</td>
</tr>
<tr>
<td>Issé</td>
<td>39,18</td>
<td>1 869</td>
</tr>
<tr>
<td>Lusanger</td>
<td>35,59</td>
<td>1 030</td>
</tr>
<tr>
<td>La Chapelle Glain</td>
<td>34,8</td>
<td>822</td>
</tr>
<tr>
<td>Le Grand Auverné</td>
<td>34,7</td>
<td>792</td>
</tr>
<tr>
<td>Ruffigné</td>
<td>33,78</td>
<td>708</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint Vincent des Landes</td>
<td>33,64</td>
<td>1 516</td>
</tr>
<tr>
<td>Châteaubriant</td>
<td>33,59</td>
<td>11 895</td>
</tr>
<tr>
<td>Jars</td>
<td>33,38</td>
<td>1 296</td>
</tr>
<tr>
<td>La Meilleraye de Bretagne</td>
<td>28,04</td>
<td>1 478</td>
</tr>
<tr>
<td>Mersac sur Don</td>
<td>27,83</td>
<td>1 493</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint Julien de Voulanges</td>
<td>25,8</td>
<td>952</td>
</tr>
<tr>
<td>Juigné les Moutiers</td>
<td>24,55</td>
<td>354</td>
</tr>
<tr>
<td>Le Petit Auverné</td>
<td>22,71</td>
<td>423</td>
</tr>
<tr>
<td>Ferêcé</td>
<td>22,02</td>
<td>502</td>
</tr>
<tr>
<td>Villepot</td>
<td>20,65</td>
<td>671</td>
</tr>
<tr>
<td>Louisfert</td>
<td>18,34</td>
<td>979</td>
</tr>
<tr>
<td>Souvache</td>
<td>11,23</td>
<td>364</td>
</tr>
<tr>
<td>Mouais</td>
<td>10,03</td>
<td>387</td>
</tr>
<tr>
<td>Noyal sur Brutz</td>
<td>7,8</td>
<td>584</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>884,48</strong></td>
<td><strong>44 124</strong></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : INSEE

Note de synthèse préalable au débat PADD – SCoT de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval
2/ Rappel des objectifs définis par la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval

Par délibération du 24 janvier 2017, la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval a prescrit l'élaboration du SCoT et a défini ses objectifs poursuivis ainsi :

- Construire une ambition partagée à l'échelle du nouveau périmètre de coopération intercommunale pour faciliter l'action publique,
- S'engager dans un modèle de développement équilibré, respectueux des identités locales et contribuant au maintien et au développement de l'économie de proximité,
- Renforcer l'attractivité par les capacités d'innovation, l'excellence économique et la valorisation du positionnement du territoire,
- Assurer la transition énergétique, valoriser et développer les énergies renouvelables, favoriser la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre.

Par délibération du 29 juin 2017, la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval a précisé les objectifs poursuivis ainsi :

- Au regard de l'évolution du territoire communautaire, le SCoT se doit d'être fédérateur pour permettre la mise en œuvre d'un projet cohérent et partagé à l'échelle de l'ensemble des 26 communes, dans une projection sur les 20 prochaines années.

Au sein du périmètre du SCoT, il s'agit d'élaborer un modèle de développement équilibré, s'appuyant sur un maillage territorial offrant à chaque commune, quelle que soit sa taille, la possibilité d'y jouer un rôle.

Cette organisation du maillage doit répondre, à la fois, à l'affirmation des polarités des villes de Châteaubriant et Derval, mais aussi du rôle de proximité assuré par chacun des bourgs en matière d'habitat, de déplacements, d'accès aux services, aux emplois et aux loisirs.

- La situation géographique entre les métropoles de Nantes, de Rennes, et d'Angers est une opportunité, car le territoire est aujourd'hui proche de ces pôles et en même temps autonome sur de nombreux aspects (production énergétique, ratio actifs/emplois, ...).

Le SCoT a pour objectif de trouver un équilibre entre le rayonnement du territoire, le fait de capter des actifs notamment le long de la RN 137, et l'influence des métropoles sur ses franges.

La grande majorité des actifs du territoire travaillant localement, il s'agit également de conforter le maintien de ces emplois, d'en développer de nouveaux pour fixer les populations, et de diversifier les filières économiques locales.

- La préservation des terres agricoles et de la qualité du paysage avec sa trame verte et bleue suppose un développement maîtrisé.
et une attention permanente à la sobriété de la consommation foncière.

Le SCoT a pour objectif de promouvoir un développement de l'habitat et des services à la population dans les centralités existantes (villes et bourgs), ou en continuité immédiate de ces zones urbanisées pour limiter les déplacements et réduire les coûts de réseau.

Cette volonté de sobriété dans l'usage des ressources, doit être associée à la recherche d'innovation, notamment en matière de production d'énergies renouvelables.

**3- Contenu du PADD fixé par le code de l'urbanisme**

Le contenu du SCoT comprend un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) prévu aux articles L.144-2 et L.144-4 du code de l'urbanisme.

Le PADD fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalonnage urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.
Partie I :
Les enjeux du diagnostic
1/ Présentation des enjeux du diagnostic

**Enjeux démographiques :**
- Faciliter l'installation de populations de jeunes ménages avec enfants particulièrement sur la ville de Châteaubriant et au nord-est du territoire ;
- Anticiper le vieillissement de la population sur l'ensemble du territoire et ne pas engendrer une population isolée ou captive (sans moyen de locomotion).
- S'assurer que les croissances démographiques seront corrélatées aux capacités d'accueil des communes.
- Programmer les besoins en équipements et infrastructures associées aux évolutions démographiques.

**Enjeux liés à l'habitat :**
- Faciliter le parcours résidentiel à l'échelle du territoire, avec un rôle joué par chaque commune pour permettre l'arrivée de nouveaux ménages et accompagner les évolutions sociétales (de plus en plus de logements différents au cours d'une vie).
- Veiller à assurer une offre en logements adaptés aux spécificités des ménages et notamment des ménages modestes et des personnes âgées.
- Inciter à la réhabilitation du parc immobilier vétuste et réduire la vacance des logements.
- Poursuivre la diversification du parc immobilier dans le secteur rural pour réduire les effets de dépendances vis-à-vis de Châteaubriant.

**Enjeux économiques :**
- Assurer un développement économique à la fois endogène et exogène pour conforter l'autonomie du territoire vis-à-vis des bassins d'emplois des métropoles voisines.
- Affirmer les spécificités du territoire autour des filières de l'industrie, de la logistique, de la construction, de l'innovation et de l'agriculture.
- Limiter les friches économiques et rechercher un développement optimisé en foncier en cohérence avec l'offre.
- Adapter l'offre foncière au projet de territoire.
- Anticiper le parcours « résidentiel » des entreprises en lien avec le développement endogène.
**Enjeux commerciaux :**

- Maintenir et renforcer les commerces des centralités pour conserver la vitalité des bourgs/centres-vides.
- Éviter les concurrences commerciales entre les centralités et les secteurs périphériques.
- Arbitrer, quand cela est possible, sur l’avenir des friches et des locaux commerciaux vacants en zone d’activités.
- Maîtriser la vocation des zones d’activités en fonction de leur attractivité en gardant la souplesse nécessaire à la prise en compte des évolutions à venir.
- Etre vigilant sur la capacité à conforter l’attractivité des espaces commerciaux face à l’enjeu du e-commerce.

**Enjeux Mobilité :**

- Maîtriser les trajets en automobile, en nombre et en distance, pour :
  - Limiter la consommation de ressources et d'énergies.
  - Limiter les coûts pour les ménages et les situations de précarité énergétique.
  - Limiter les coûts pour les collectivités, tant du point de vue de l'entretien des routes que de la gestion des réseaux.
  - Limiter la pollution (particules fines, gaz à effet de serre...).
  - Limiter les nuisances sonores associées à l'usage de la voiture.
- Encourager les alternatives à l'usage individuel de la voiture (notamment par le covoiturage et le transport collectif) pour :
  - Favoriser l'accessibilité pour tous et notamment les jeunes, les personnes les plus modestes et les personnes âgées.
  - Limiter le nombre de trajets automobiles et leurs incidences.
- S’appuyer sur l’existence de deux réseaux ferroviaires (Nantes-Châteaubriant et Rennes-Châteaubriant) pour valoriser la situation stratégique de Châteaubriant et encourager l'émergence de liaisons continues cadencées entre les deux métropoles.
- Poursuivre l’amélioration de la desserte routière des zones d’activités majeures notamment le long de la RN 137 et anticiper la connexion à la 2x2 voies Rennes-Angers.
- Développer les mobilités douces pour :
  - Conserver une relation au territoire de proximité et pour favoriser la consommation de proximité.
  - Favoriser la vie de quartier conviviale et sécurisée.
Permettre une alternative à la voiture individuelle pour les trajets domicile-travail.

**Enjeux fonciers:**

- Éviter l'artificialisation de sols agricoles et naturels en favorisant les opérations de renouvellement urbain.
- Optimiser la consommation foncière par des nouvelles formes urbaines plus resserrées.
- Éviter le mitage des terres agricoles en priorisant le développement urbain en continuité des centralités.
- Renforcer les centralités de l'ensemble des communes.
2/ Présentation des enjeux de l'Etat Initial de l'Environnement

Le contexte et les ressources géologiques

- Encadrer l'activité existante d'extraction de matériaux en cohérence avec les besoins de ces activités économiques.
- Permettre de nouvelles formes de valorisation de la richesse géologique territoriale, dans le respect des enjeux environnementaux propres à chaque site.
- Mettre en œuvre des formes urbaines plus économiques des ressources du sol et du sous-sol (réduction de la consommation d'espace, optimisation des réseaux, utilisation des granulats...).
- Valoriser cette histoire géologique riche et particulière (massifs forestiers, carrières, ...) et le patrimoine associé (forges, ...).
- Favoriser la réhabilitation de carrières favorables à la biodiversité.

Le climat, l'air, les énergies

L'enjeu réglementaire

- Prendre en compte les préconisations du Plan Climat Air Energie Territorial, et permettre sa traduction à l'échelle locale.

Le climat et la qualité de l'air

- Adapter le territoire et ses activités humaines aux particularités et aux évolutions climatiques, et en particulier :
  - Aux écarts de précipitations annuelles, pouvant engendrer des épisodes de sécheresse ou des crues hivernales.
  - Aux projections d'évolutions des températures et des précipitations réalisées sur l'intercommunalité.
- Préservée la capacité de séquestration de CO₂ du territoire liée aux prairies permanentes, au bocage, aux bois et forêts.
- Poursuivre la dynamique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques observée entre 2008 et 2014.

Les énergies

- Tendre vers un équilibre énergétique exemplaire entre la production et la consommation du territoire.
- Réduire les consommations énergétiques sur l'ensemble de l'intercommunalité.
- Développer encore la production d'énergies renouvelables en pérennisant les installations existantes, et en autorisant...
l'installation de nouvelles unités de production sur le territoire (éolien, photovoltaïque, biomasse, méthanisation, hydraulique...) dans le respect des enjeux de chaque site (agricoles, environnementaux, milieu récepteur, paysagers...).

L'eau

Eaux de surface

- Poursuivre les programmes de reconquête de la qualité de l'eau engagés sur le territoire.
- Maîtriser les pics de crue hivernaux et les assecs estivaux des principaux cours d'eau du territoire.
- Sensibiliser les habitants au fonctionnement hydrologique particulier du territoire (gestion des ouvrages hydrauliques notamment).

L'eau potable

- Veiller à l'adéquation entre les ressources et les besoins futurs.

L'assainissement

- Veiller à l'adéquation entre les perspectives d'évolution du territoire et les capacités des outils d'épuration.
- Étudier l'acceptabilité cumulée de chaque masse d'eau (des effluents traités) dans les projets d'extension ou nouveaux projets de station d'épuration.
- Améliorer les réseaux d'assainissement des eaux usées et pluviales.

Maîtriser l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols.

Prendre en compte le risque d'inondation malgré l'absence de Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI).

Le patrimoine naturel et la biodiversité

Les sites reconnus pour leur intérêt en matière de biodiversité

- Limiter les projets d'aménagement et les extensions d'activités (logements, transports, zones d'activités) à proximité des sites patrimoniaux (Natura 2000, ZNIEFF...) pour ne pas venir dégrader des habitats naturels et perturber les écosystèmes présents.
- Permettre la transmission aux communes des connaissances naturalistes existantes sur ces sites pour une meilleure prise en compte locale.
• Identifier ces éléments patrimoniaux dans la trame verte et bleue comme réservoirs majeurs pour la biodiversité.

**La trame verte et bleue (TVB)**

• Elaborer un outil souple de prise en compte, à l'échelle locale, de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme et les projets du territoire.
• Identifier les principaux réservoirs de biodiversité complémentaires et leurs enjeux spécifiques (bocage, boisements, trame bleue...). 
• Favoriser la perméabilité écologique du territoire en préservant les principaux corridors écologiques.
• Permettre la valorisation des éléments de la trame verte et bleue (valorisation du bocage, exploitation forestière, usage agricole des zones humides...) en lien avec ses enjeux écologiques.

**Les espaces de nature en ville**

• Mieux (réintègreter et valoriser la nature en ville dans les documents d'urbanisme (SCoT, PLU) et les opérations d'aménagement.

**Les risques majeurs**

• Lutter contre les facteurs générant des risques.
• Développer la « culture du risque » par l'information de la population.
• Maîtriser et adapter l'urbanisation, notamment sur les secteurs soumis au risque d'inondation.
• Maîtriser l'implantation des activités à risque et l'éloignement des zones à vocation d'habitat.

**Les nuisances et les pollutions**

**Les nuisances sonores**

• Limiter les nuisances sonores provenant des transports routiers en gérant les déplacements.
• Adapter l'urbanisation aux enjeux liés au bruit : localisation et composition des zones urbaines afin de limiter l'exposition des populations.

**Les sites et sols pollués**

• Maîtriser l'urbanisation à proximité des sites potentiellement pollués.
• Informer sur la localisation des sites et permettre la dépollution des sols.
Les déchets

- Pérenniser et optimiser le réseau de collecte et les équipements de traitement.
- Maintenir et développer des actions de réduction des déchets « à la source » pour les particuliers et les entreprises :
  - En pratiquant la gestion de proximité des déchets organiques (compostage et paillage).
  - En pratiquant le tri sélectif.
  - En favorisant les pratiques du réemploi, de la réparation et de la récupération (recyclerie).
  - ...
- Limiter les coûts liés au transport des déchets par des solutions de traitement local.
Partie II :
Les grandes orientations proposées pour le PADD

9 grandes orientations :

- Des centralités fortes, socle du développement territorial.
- Une organisation interne équilibrée et des échanges constructifs avec les territoires voisins.
- Un développement économique vecteur de ressources sociales et financière, et d’attractivité.
- Le renouvellement des générations par un parc de logements adapté.
- L’accompagnement du besoin des habitants : services, équipements, commerces, mobilité...
- Une activité agricole structurante pour le territoire sous ses aspects physique, économique et sociétal.
- Un cadre de vie agréable à préserver.
- Une gestion équilibrée des ressources naturelles (eau, sous-sol, énergie).
- Une préservation de la biodiversité par le maintien de la Trame Verte et Bleue.
Une organisation interne équilibrée et des échanges constructifs avec les territoires voisins

- Conforter le rôle rayonnant de Châteaubriant en tant que ville centre, constituant un pôle d'emplois, d'équipements, de services, de commerces dont l'influence s'étend au-delà des limites territoriales. Renforcer son poids démographique en cohérence avec le développement des emplois, des services et des équipements.
- Associée à un positionnement stratégique le long de la nationale 137, la ville de Derval joue un rôle d'équilibre à l'ouest de la Communauté de Communes. Elle est complémentaire à Châteaubriant pour le développement économique. Elle constitue également un second pôle structurant diversifié en matière d'équipements et services.
- Chaque centralité (bourgs et villes), doit pouvoir assurer son rôle de proximité pour les fonctions économiques et résidentielles ...
  ... et parfois jouer un rôle de relais, au sein de bassins de vie permettant de mutualiser certaines fonctions structurantes lorsqu'elles sont éloignées (en temps de déplacement).
Des centralités fortes, socle du développement territorial

- S’assurer d’un parc de logements adapté à la fois à la demande mais aussi au parcours résidentiel afin de maintenir un nombre d’habitants élevé dans le bourg.
- Favoriser la production ou la remise sur le marché de logements au plus près des équipements et services, notamment pour les ménages les plus modestes et les personnes âgées.
- Mettre en œuvre un aménagement de bourg qui favorise les échanges, les déplacements à pied, et la présence sur l’espace public.
- Faciliter les opérations de renouvellement urbain et de requilification des lieux pour revaloriser les centralités, le cas échéant.
- Accompagner le maintien et le développement des activités, services, commerces et équipements, adaptés au nombre d’habitants au cœur de la centralité, notamment vis-à-vis des périphéries et de l’espace rural.

Un développement économique vecteur de ressources sociales et financières, et d’attractivité

- Organiser, programmer et rationaliser l’offre foncière (existante et future) pour assurer un développement adapté des entreprises locales et l’implantation de nouvelles structures. (L’organisation sera déclinée dans le Document d’Orientation et d’Objectifs).
- Aménager les zones d’accueil d’entreprises dans une démarche de maîtrise des coûts, de mutualisation et d’adaptabilité.
- Limiter les conflits d’usage entre les activités incompatibles et permettre leur mixité dans les autres cas.
- Maitriser la vocation des zones en gardant la souplesse nécessaire à la prise en compte des évolutions à venir.

Le renouvellement des générations par un parc de logements adapté

- Inscrire une offre en nouveaux logements permettant d’accueillir de 5 000 à 10 000 habitants à l’horizon 2040.
- Veiller à la production d’un parc immobilier permettant le parcours résidentiel à l’échelle du territoire et anticipant les besoins des ménages, notamment liés au vieillissement de la population et aux évolutions sociétales.
- Proposer une offre de logement facilitant l’installation de populations de jeunes ménages avec enfants particulièrement sur la ville de Châteaubriant et au nord-est du territoire.
- Donner priorité à la production de logements permettant de renforcer l’ensemble des centralités.

Note de synthèse préalable au débat PADD – SCoT de la Communauté de Communes Châteaubriant Derval
• Associer production de nouveaux logements et nouvelles formes urbaines pour s'assurer d'un parc adapté et attractif pour le territoire.

L'accompagnement du besoin des habitants : services, équipements, commerces, mobilité...

Services et Equipement :
• Identifier les besoins en matière de grands équipements et services à l'échelle du territoire.
• Accompagner les évolutions démographiques par une offre en équipements et services de proximité adaptée.
• Optimiser et mutualiser les équipements et services sur les secteurs relatifs.
• Encourager le développement des activités ludiques, culturelles et touristiques sur le territoire.
• Accompagner le déploiement des communications électroniques sur le territoire.
• Optimiser la gestion des déchets.

Commerce :
• Rechercher les équilibres entre centralité et périphérie en privilégiant le développement commercial sur les friches et locaux commerciaux vacants.
• Conforter le maillage commercial de base alimentaire sur le territoire a minima sur les communes de plus de 1 000 habitants et assurer une desserte commerciale sur les communes plus rurales.
• Conforter le développement commercial sur les espaces commerciaux actuels en optimisant le foncier mobilisable.
• Inciter les opérations de renouvellement pour la reconversion de certains locaux commerciaux sans occupant depuis plusieurs années.

Mobilité :
• Maîtriser les trajets automobiles, en nombre et en distance (au regard de l'organisation territoriale).
• Encourager les alternatives à l'usage individuel de la voiture pour favoriser l'accessibilité des personnes qui ne peuvent conduire et notamment les jeunes, les personnes les plus modestes et les personnes âgées.
• S'appuyer sur l'existence de deux voies ferroviaires (Nantes-Châteaubriant et Rennes-Châteaubriant) pour valoriser la situation stratégique de la gare de Châteaubriant et encourager l'émergence de liaisons continues et cadencées.
• Développer les mobilités douces au cœur des centralités et entre les centralités pour améliorer la convivialité des bords et conserver une relation au territoire de proximité (éviter l'effet « commune dortoir »).
• Appuyer le développement des axes structurants Derval-Châteaubriant (D775) et liaisons vers la 2x2 voies Rennes-Angers et poursuivre la modernisation des axes majeurs (RD 771, RD 178 et RD 163).
• Renforcer les liens avec les territoires voisins et notamment des complémentarités avec les secteurs ruraux.

Une activité agricole structurante pour le territoire sous ses aspects physique, économique et sociétal

• Préserv er l’activité agricole et arrêter le mitage des espaces ruraux.
• Favoriser les productions historiques du territoire (production laitière et cultures) tout en permettant l’évolutivité des exploitations agricoles.
• Maîtriser la consommation foncière et l’étallement urbain sur l’ensemble du territoire, mais aussi inciter à l’échange parcellaire pour limiter les engins agricoles en centre bourg.
• Développer le territoire dans le respect des enjeux agricoles locaux (épandage, déplacements...).

Un cadre de vie agréable à préserver à travers le paysage et le patrimoine

• Les éléments paysagers : Favoriser un maintien voire un renforcement de la trame bocagère et des boisements.
• Les éléments patrimoniaux : Valoriser le patrimoine emblématique comme le petit patrimoine. Assurer une attention particulière aux bâtiments agricoles n’ayant plus d’usage et en permettre l’évolution.
• Les traitements paysagers :
  • Maîtriser les extensions urbaines et prévoir un traitement qualitatif de leurs franges.
  • Assurer un traitement qualitatif le long des grands axes de circulation du territoire.
  • Intégrer les bâtiments isolés, notamment liés à l’activité agricole, au regard des caractéristiques du relief.
• Les risques et les nuisances :
  • Prévenir et protéger la population et les biens contre les risques naturels et technologiques.
  • Anticiper la baisse de la disponibilité de l’eau qui pourrait pénaliser le secteur agricole, et les inondations liées aux événements climatiques intenses.
  • Réduire l’exposition des populations aux nuisances sonores.
  • Prendre en compte la pollution des sols et permettre la réaffectation des sites pollués.
• La qualité de l'air :
  o Poursuivre la réduction des émissions de gaz à effet de serre produites sur le territoire par l'agriculture, l'industrie et le transport (principalement les déplacements de personnes).
  o Préservar la capacité de séquestration du CO2 sur le territoire liée aux prairies permanentes, au bocage, aux bois et forêts.
  o Poursuivre la réduction des émissions de polluants atmosphériques produits par l'agriculture et l'industrie.

Une gestion équilibrée des ressources naturelles (eau, sous-sol, énergie)

• Réglementaire : prendre en compte les documents cadres (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Vilaine, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne...).

• Sous-sol : Poursuivre la valorisation du patrimoine géologique territorial et permettre son développement raisonnable.

• Eau :
  o S'assurer de la cohérence des stations d'épuration avec le projet de développement territorial.
  o Continuer à améliorer la qualité de la ressource en eaux (superficielles et souterraines).
  o Maîtriser le risque lié aux inondations sur l'ensemble du territoire.
  o Gérer les réseaux d'assainissement (eaux usées et pluviales) et rendre encore plus efficace les outils de gestion des eaux pluviales.
  o Adapter le projet de territoire à la capacité d'alimentation du territoire.

• Energie :
  o Maîtrise de la consommation d'énergie : progrès à poursuivre sur l'industrie, l'habitat et le transport.
  o Production d'énergie renouvelable : le territoire est en avance sur les objectifs nationaux et régionaux ; s'il est exploité, le potentiel net permettrait au territoire de compter parmi les plus exemplaires en France.
Une préservation de la biodiversité par le maintien de la Trame Verte et Bleue

- Préserver les réservoirs patrimoniaux de biodiversité en cohérence avec les enjeux propres à chaque site (productions forestières, activités d'élevage...).

- Prendre en compte les réservoirs complémentaires de biodiversité (bocages et boisés) à l'échelle locale (documents d'urbanisme, projets...).

- Garantir la perméabilité écologique du territoire en identifiant les principales liaisons écologiques et les discontinuités majeures du territoire.

- Prendre en compte sur tout le territoire l'ensemble des composantes environnementales (cours d'eau, zones humides, bocage...).

- Harmoniser la méthodologie de traduction de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme.

EXPOSE

Dans le cadre de son programme 2016, la Chambre Régionale des Comptes des Pays de la Loire a procédé à l'examen des suites du précédent contrôle, ainsi qu'à la vérification de la qualité de l'information financière et de la situation financière de l'ex-Communauté de Communes du Castelbriantais à compter de l'année 2011. Par ailleurs, dans le cadre d'une enquête nationale interjuridictions, la Chambre Régionale des Comptes des Pays de la Loire a également procédé à une étude sur la gestion de la piscine Espace Dauphins transférée à la Communauté de Communes, ainsi que sur le nouveau centre aquatique Aquachoisel.

Le rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes a été notifié à la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval le lundi 4 septembre 2017. Conformément à l'article L. 243-6 du Code des Juridictions Financières, ce rapport d'observations définitives est donc communiqué au Conseil Communautaire, dès sa plus proche réunion.

Dans son rapport, la Chambre relève que l'information financière et comptable délivrée par la Communauté de Communes « est satisfaisante ». Elle note que « les charges de personnels ainsi que les charges à caractère général sont maîtrisées » et souligne « le niveau relativement confortable de la CAF brute dégagée par l'intercommunalité » d'une part, ainsi que « le niveau confortable du fonds de roulement » d'autre part.

Le rapport de la Chambre met également en évidence « le recours modéré à l'emprunt », « le ratio très correct de la capacité de désendettement de l'intercommunalité », ainsi que la fiabilité de la structure de la dette intercommunale.

La Chambre communique une unique recommandation sur le régime de durée du temps de travail des agents de la collectivité. En effet, elle indique que le protocole ARTT (Aménagement et Réduction du Temps de Travail) instauré par délibération du Conseil Communautaire en date du 25 janvier 2003 n'est pas conforme à la réglementation. Dans ces conditions, le régime de temps de travail des agents fera l'objet d'un nouveau protocole élaboré en concertation avec le Comité Technique, et présenté en Conseil Communautaire d'ici la fin d'année 2017.

Conseil Communautaire du 26 septembre 2017
DECISION

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Communautaire donne acte à Monsieur le Président de la communication et de la tenue d'un débat sur le rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes des Pays de la Loire portant, à compter de l'année 2011, sur les suites du précédent contrôle, la qualité de l'information financière et la situation financière de l'ex-Communauté de Communes du Castelbriantais, mais aussi sur la communication de l'étude sur la gestion des piscines.

Ce rapport n'a fait l'objet d'aucune observation

Présenté à Châteaubriant,
Le 26 septembre 2017,

Le Président,

Alain HUNAULT
RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CASTELBRIANTAIS
(Département Loire-Atlantique)

Exercices 2011 et suivants

Le présent document, qui a fait l'objet d'une contradiction avec les destinataires concernés, a été délibéré par la chambre le 13 juillet 2017.
### TABLE DES MATIÈRES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>SYNTHÈSE</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>RECOMMANDATIONS</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>INTRODUCTION</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>1 PRESENTATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>2 L’ORGANISATION ADMINISTRATIVE</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>2.1 Le transfert des agents de la piscine communale à l’intercommunauté</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>2.2 Le schéma de mutualisation 2015-2020</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>3 LA QUALITÉ DE L’INFORMATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>4 LA SITUATION FINANCIÈRE</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1 L’analyse financière rétrospective 2011-2015</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1.1 La formation de l’autofinancement</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1.2 Les produits de gestion</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1.3 Les charges de gestion</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1.4 Conclusion sur l’autofinancement : CAF brute et CAF nette</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1.5 Le financement des investissements (budget principal)</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1.6 Le fonds de roulement</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1.7 La trésorerie</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1.8 La dette</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>4.2 Les éléments de prospective</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>4.2.1 Les investissements prévus</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>4.2.2 L’impact financier des investissements sur les comptes de la collectivité</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>5 L’ENQUETE PISCINE ET CENTRES AQUATIQUES</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>5.1 Les outils de planification et les objectifs de la CCC</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>5.2 La compétence communautaire</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>5.3 Les partenariats financiers entre les différents acteurs</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>5.4 L’offre existante</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>5.4.1 Le profil de l’équipement</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>5.4.2 Le maillage du territoire</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>5.4.3 Les conditions de transfert vers l’intercommunalité</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>5.5 Les investissements</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>5.5.1 Le financement du nouveau centre aquatique Aquachoisel</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>5.5.2 Le pilotage du projet</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>5.5.3 La passation des marchés publiques</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>5.5.4 Le calendrier et le montant prévisionnel</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>5.5.5 Les dépenses de gros entretien et de grosses réparations</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>5.6 La qualification du service public et le mode de gestion</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>5.7 L’exploitation de l’équipement</td>
<td>28</td>
</tr>
<tr>
<td>5.7.1 L’organisation générale</td>
<td>28</td>
</tr>
<tr>
<td>5.7.2 Les activités proposées</td>
<td>28</td>
</tr>
<tr>
<td>5.7.3 L’évaluation des activités proposées</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>5.7.4 La distribution des crèneaux</td>
<td>30</td>
</tr>
</tbody>
</table>
SYNTHÈSE

Situation financière

La situation financière de la communauté de communes du Castelbriantais (CCC) est saine. L’analyse financière a porté sur le budget principal, les budgets annexes ne représentant qu’une faible part du budget global de la collectivité.

Les principaux postes des charges de gestion sont maîtrisés : les charges totales de personnel (y compris les charges salariales et les remboursements à la communauté pour les personnels communautaires mis à disposition) passent de 4,3 M€\(^1\) en 2011 à 4,7 M€ en 2015, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,6 %. Les charges à caractère général augmentent de 3,9 % par an en moyenne.

L’excédent brut de fonctionnement (EBF) s’établit à 2,4 M€ en 2015, et reste stable sur la période (- 0,2 % de variation moyenne annuelle).

La capacité d’autofinancement (CAF) brute, stable depuis 2012, est de 2 M€ en 2015, et représente 20,7 % des produits de gestion.

Après avoir atteint 1,9 M€ en 2011, la CAF nette a diminué en 2012 (1,6 M€) et en 2013 (1,4 M€), mais se redresse les années suivantes :1,5 M€ en 2014, et 1,8 M€ en 2015.

La capacité de désendettement (ratio dette/CAF brute), pour le budget principal, est satisfaisante : elle s’élève à un peu plus de trois ans en 2015.

Enquête nationale « piscine et centres aquatiques »


Une étude de faisabilité a été réalisée en amont du projet de construction. Un pilotage a été mené en prenant en compte les coûts de fonctionnement de l’équipement. Dans le cadre de l’examen des marchés publics, la chambre rappelle les obligations en matière de constitution du jury pour le concours de maîtrise d’œuvre.

La CCC qualifie la gestion de ses piscines, de services publics administratifs (SPA). Celles-ci disposent bien d’un règlement intérieur, et d’un plan d’organisation de la surveillance et des secours (POSS).

---

\(^1\) Million(s) d’euros.
Lors du contrôle du temps de travail des maîtres-nageurs, la chambre a constaté que la durée du temps de travail n’était pas respectée pour tous les agents de la CCC. Ainsi, la délibération du 25 janvier 2001 validant le protocole d’ARTT, indique 1 554 heures travaillées et non 1 607 heures, comme le prévoit le décret n° 2000-815 du 25 août 2000. La collectivité s’est engagée à se mettre en conformité avec la réglementation.

Les contrôles de la qualité de l’eau sont réalisés conformément à la réglementation.

L’exploitation des piscines est largement déficitaire sur toute la période, à hauteur de -402 907,45 € en 2015 (avec un seul équipement), et de 763 073,78 € en 2016 (avec deux équipements). En 2015, les recettes d’exploitation perçues auprès des usagers, toutes catégories confondues, ont couvert 29 % des charges, laissant 71 % à la charge du contribuable.

L’assemblée délibérante de la CCC a délibéré les tarifs des piscines en janvier 2017 et a ainsi mis fin à l’irregularité de leur fixation antérieure par le bureau communautaire à qui ne peut être déléguée cette attribution en application de l’article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT).
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CASTELBRIANTAIS

RECOMMANDATIONS

INTRODUCTION

Le présent contrôle a été inscrit au programme de la chambre régionale des comptes des Pays de la Loire pour l’année 2016. L’examen de la chambre a porté, à compter de l’année 2011, sur le suivi des suites du précédent contrôle, la qualité de l’information financière, la situation financière de la CCC, ainsi que sur la gestion de la piscine municipale transférée et du nouveau centre aquatique Aquachoisel, dans le cadre d’une enquête nationale inter juridictions.

L’entretien préalable s’est tenu le 28 septembre 2016 avec le président, et l’entretien de fin de contrôle prévu à l’article L. 243-1 du code des juridictions financières, a été organisé avec l’ordonnateur, le 24 janvier 2017.

1 PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

La communauté de communes du Castelbriantais (CCC) est née du regroupement de deux communautés de communes : la communauté de communes du Castelbriantais (12 communes) et la communauté de communes de l’est Castelbriantais (sept communes) au 1er janvier 2002. Elle compte 33 067 habitants en 2015. La carte suivante représente géographiquement l’intercommunalité :

La CCC exerce les compétences obligatoires suivantes :
- aménagement de l’espace communautaire,
- développement économique.

La CCC exerce les compétences optionnelles suivantes :
- politique du logement et du cadre de vie ;
- action sociale : jeunesse et petite enfance, aide sociale ;
- création, aménagement et entretien de la voirie communautaire ;
- construction, entretien et fonctionnement d’équipements culturels, sportifs et d’équipements de l’enseignement pré-élémentaire et élémentaire (culture et sport) ;
- protection, mise en valeur de l’environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d’énergie.

La CCC exerce les compétences facultatives suivantes :
- formation professionnelle et l’emploi ;
- tourisme ;
- constitution du pays de Châteaubriant et contrats régionaux de développement ;
- fourrière animale ;
- nouvelles techniques d’information et de communication ;
- éclairage public ;
- actions de coopération internationale ;
- transports collectifs ;
- santé ;
- adhésion à des structures intercommunales.

Au 1er janvier 2017, elle a fusionné avec la communauté de communes de Derval, pour former la communauté de communes de Châteaubriant-Derval regroupant 26 communes, et un peu plus de 44 000 habitants.

2 L’ORGANISATION ADMINISTRATIVE

2.1 Le transfert des agents de la piscine communale à l’intercommunalité

Le transfert des agents de la piscine des dauphins n’a pas fait l’objet d’étude d’impact au sens de l’article L. 5211-4-1 du CGCT, qui dispose notamment que : « les modalités du transfert prévu aux deux premiers alinéas du présent I font l’objet d’une décision conjointe de la commune et de l’établissement public de coopération intercommunale. Cette décision est prise après établissement d’une fiche d’impact décrivant notamment les effets du transfert sur l’organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des fonctionnaires et des agents territoriaux non titulaires concernés. La fiche d’impact est annexée à la décision. Les accords conclus préalablement à la décision sont annexés à la décision. La décision et ses annexes sont soumises à l’avis du ou des comités techniques compétents ». 


Cela a été officielisé par une note cosignée du directeur général des services et de chaque agent le 23 décembre 2015. Un arrêté individuel de modification d’attribution de régime indemnitaire a été pris, en juin 2016, avec effet au 1er juillet 2016.

2.2 Le schéma de mutualisation 2015-2020

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, prévoit à son article 74 titre II chapitre 1er l’élaboration d’un schéma de mutualisation au sein de chaque intercommunalité et sa transmission pour avis aux
conseils municipaux des communes-membres. Ce schéma doit être approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public au plus tard le 31 décembre 2015.

La CCC et ses communes-membres ont engagé une réflexion sur la mutualisation depuis plusieurs années, et depuis 2014 ces travaux se sont intensifiés avec la création d'un groupe de travail regroupant des élus et des techniciens de différentes communes de l'intercommunalité. Les travaux de ce groupe de travail ont notamment conduit à la mise en place du service commun pour l'administration du droit des sols. Ils ont également permis par l'intermédiaire d'échanges réguliers et par la mise en œuvre d'une démarche collaborative associant l'ensemble des communes de l'intercommunalité, de créer une dynamique de territoire autour de l'intérêt et des enjeux de la mutualisation.

Après un état des lieux très détaillé, l'intercommunalité a établi un plan d'actions\(^2\).

3 LA QUALITE DE L'INFORMATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE

Outre son budget principal, la CCC dispose de cinq budgets annexes en 2016 (immobilier d'entreprise, tourisme, SICTOM, SPANC, zone d'activité économique). Le budget annexe focast « aménagement de zones industrielles et artisanat » centre-ville a été supprimé en 2013, et le budget annexe « maison de la formation » a été supprimé en 2014.

Le budget général représente près de 76 % de la masse financière des dépenses de fonctionnement en 2015, et le budget annexe du SICTOM (ordures ménagères) représente 17 % de ces dépenses\(^3\).

Les budgets annexes ne représentent qu'une faible part du budget global de la collectivité. Leur masse n'a donc pas été prise en compte dans le cadre de l'analyse financière.

L'examen de la qualité de l'information a porté sur le calendrier budgétaire, les débats d'orientations budgétaires, l'approbation du compte administratif dans les délais légaux, la reprise du résultat de l'exercice précédent effectué dès la plus proche décision suivant le vote du compte administratif et les notes explicatives de synthèse. La chambre relève que l'information financière et comptable de l'intercommunalité est satisfaisante.

---

\(^2\) Annexe 1.
\(^3\) Annexe 2.
4 LA SITUATION FINANCIÈRE

4.1 L’analyse financière rétrospective 2011-2015

L’analyse de la situation financière a porté sur les exercices 2011 à 2015.

4.1.1 La formation de l’autofinancement⁴

Sur la période 2010-2015, les produits de gestion ont augmenté de 3,9 % en moyenne annuelle alors que les charges de gestion ont progressé de 5,3 % en moyenne annuelle. Les produits de gestion représentent 10,5 M€ en 2015 et les charges de gestion représentent 8,1 M€ en 2015. En conséquence : l’excédent brut de fonctionnement (EBF) s’établit à 2,4 M€ en 2015, et reste stable sur la période (- 0,2 % de variation moyenne annuelle).

La capacité brute d’autofinancement s’affiche à 2 M€ en 2015. Elle représente désormais 20,7 % des produits de gestion. Elle est installée à ce niveau depuis 2012 (2 M€), avec une diminution en 2013 (1,76 M€) et 2014 (1,85 M€), années au cours desquelles elle était sensiblement inférieure, et représentait 18,2 % et 17,5 % des produits de gestion.

La diminution de la CAF brute de 1 % sur la période (en variation annuelle moyenne) s’explique par une augmentation des charges de fonctionnement entre 2011 (6,6 M€) et 2015 (8,1 M€), soit + 1,513 M€, et une hausse des produits plus relative, soit + 1,497 M€.

4.1.2 Les produits de gestion

En 2015, sur 10,5 M€ de produits de gestion, on trouve les masses suivantes :

Tableau n° 1 : Produits de gestion

<table>
<thead>
<tr>
<th>En €</th>
<th>2015</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Impôts locaux nets des restitutions</td>
<td>2 493 704</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations et participations</td>
<td>5 113 905</td>
</tr>
<tr>
<td>Attribution compensation + FNGIR + fonds de péréquation</td>
<td>1 527 781</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres produits de gestion et prestations</td>
<td>1 412 214</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Produits de gestion TOTAL =</strong></td>
<td>10 547 604</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC à partir du compte administratif 2015

---

⁴ Annexe 3
4.1.2.1 Les contributions directes

Les impôts locaux nets des restitutions aux communes sont en forte augmentation de 52,4 % sur la période 2011-2015. Cette augmentation ne s’explique pas par l’attribution de compensation versée aux communes membres qui reste stable (- 0,5 % en moyenne annuelle, en passant de 5,3 M€ en 2011 à 5,2 M€ en 2015), mais essentiellement par l’augmentation des recettes fiscales locales : 6,8 M€ en 2011 à 7,7 M€ en 2015, soit une augmentation moyenne annuelle de + 3,2 %.

Dans le cadre d’une stabilité des taux de la fiscalité, la hausse du produit fiscal résulte de la forte progression des bases : entre 2011 et 2015, les bases de taxe d’habitation ont augmenté de – 19 %, celles de la taxe foncière sur le bâti de + 18,2 %, celles de taxe foncière sur le non bâti de + 5,5 %, et celles de la contribution foncière des entreprises (CFE) de + 16,9 %.

Les montants reversés aux communes ont évolué en 2014 sous l’effet de transfert de compétence « transports collectifs », mais également après les modifications apportées à l’enveloppe de la dotation de solidarité communautaire (DSC). Par ailleurs, le montant du produit de la taxe sur les jeux est intégralement reversé aux communes dans le cadre de la DSC. La participation des communes au financement du service de conseil en énergie partagé sera déduite de la DSC. En 2016, les montants des reversements évoluent sous l’effet du transfert de la piscine « espace Dauphins ».

Le taux de reversement de la fiscalité perçue aux communes membres s’élevait à 60 % en 2015. Ce ratio montre que la CCC n’a pas réellement pris en charge un nombre important de compétences en 2015. La comparaison avec d’autres intercommunalités de même strate permet d’observer que la CCC présente un niveau de reversement très important à ses communes-membres.

Par ailleurs, les taux votés par la CCC sur les différentes contributions directes sont relativement stables depuis 2011, avec une augmentation en 2016 sur le taux de la taxe d’habitation et de la CFE. En 2012, les taux votés par la CCC restaient inférieurs à la moyenne en ce qui concerne les deux principales ressources de recettes, que sont la taxe d’habitation et la CFE.

4.1.2.2 Les autres recettes

La collectivité dispose également d’autres recettes importantes. Elles sont constituées de la taxe d’entretien des ordures ménagères (TEOM) rattachée au « budget annexe », du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) et des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (FNGIR).

Le montant du FPIC est en progression, puisqu’il atteint 374 897 € en 2015. Le FNGIR s’établit à 1,1 M€ en 2015.

---

5 Annexe 4.
6 Annexe 5.
7 Annexe 6.
8 Annexe 7.
9 Annexe 8.
4.1.2.3 Les dotations institutionnelles

Les ressources institutionnelles ne diminuent que de 0,5 % en moyenne annuelle sur la période\(^\text{10}\). Bien que la collectivité ait procédé au transfert de la compétence « transports collectifs » en 2014 et « piscine » en 2016, elle n’a pas atteint le degré d’intégration, que mesure le coefficient d’intégration fiscale\(^\text{11}\) (CIF), qui lui aurait permis d’atténuer la baisse de la dotation d’intercommunalité versée par l’État. Cependant, en 2015, son CIF atteignait 0,391, soit un niveau supérieur au CIF moyen de sa catégorie (0,354). Le tableau suivant retrace l’évolution du CIF sur la période :

**Tableau n° 2 : Evolution du coefficient d’intégration fiscale entre 2009 et 2015**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CCC</td>
<td>0,343</td>
<td>0,361</td>
<td>0,371</td>
<td>0,372</td>
<td>0,377</td>
<td>0,380</td>
<td>0,391</td>
</tr>
<tr>
<td>CIF moyen</td>
<td>0,303</td>
<td>0,317</td>
<td>0,348</td>
<td>0,334</td>
<td>0,347</td>
<td>0,351</td>
<td>0,354</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : Débat d’orientations budgétaires 2016*

Au final, le niveau de DGF de la CCC se situe en 2015 dans la moyenne des communautés de communes de la même strate\(^\text{12}\).

4.1.2.4 Les ressources d’exploitation\(^\text{13}\)

Les autres ressources de la collectivité sont composées majoritairement des prestations de service, notamment des régies de la médiathèque ou de location de salles intercommunales, des produits des domaines, notamment de la régie de foirail – marché de bovins (compte 703), et des mises à disposition de personnel. En 2015, cela concerne pour 190 419 € (compte 70841), le remboursement des frais de personnel pour le budget annexe du SICTOM.

Les produits de services concernent la participation des familles aux activités de conservatoire, aux abonnements à la médiathèque et son réseau, aux recettes provenant du marché à bestiaux.

Les revenus locatifs et des redevances (comptes 751, 752, 757, 758) pour 195 323 € en 2015 proviennent des jardins familiaux, et des loyers de la chambre de commerce et d’industrie, de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), de l’INSERM, de la mission locale, du groupement interprofessionnel régional de promotion de l’emploi et du handicap (GIRPEH) de la région des Pays de la Loire.

---

\(^{10}\) Annexe 9.

\(^{11}\) Rapport entre le montant des recettes fiscales de la communauté, diminué desversements fiscaux à ses communes membres, et le montant constaté sur le territoire (communauté, communes et le cas échéant syndicats à contributions fiscalisées).

\(^{12}\) Annexe 10.

\(^{13}\) Annexe 11.
La CCC facture également aux communes membres, une quote-part de personnel pour le service application du droit des sols (ADS) et le service commun (208 000 € en 2015).

4.1.3 Les charges de gestion

En 2015, les charges courantes s’établissent à 8,3 M€14.

4.1.3.1 Les dépenses de personnel15

La CCC comptait, en 2015, 80 agents équivalents temps plein (ETP), toutes catégories confondues. Les charges totales de personnel sont passées de 4,3 M€ en 2011 à 4,9 M€ en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 3,8 %. Au regard des charges de gestion, elles représentent en 2015, 59,4 % des charges de gestion.

La chambre rappelle à la CCC que la durée légale du temps de travail est fixée à 1 607 heures. Or, la délibération du 25 janvier 2001 valide le protocole d’ARIT à 1 554 heures travaillées. L’ordonnateur fait valoir en réponse que cette situation découle du régime préexistant à la création de l’EPCI mais que la nouvelle communauté de communes, instituée le 1er janvier 2017, la régularisera par l’adoption d’un nouveau protocole sur le temps de travail.


La rémunération du personnel titulaire hors charges salariales est passée de 1,9 M€ en 2011, à 2,4 M€ en 2015, soit une augmentation annuelle moyenne de 6,8 %. Le régime indemnitaire et le régime indiciaire du personnel titulaire ont progressé de manière équivalente. La rémunération du personnel contractuel hors charges salariales est passée de 1,2 M€ en 2011 à 0,96 M€ en 2015, soit une diminution annuelle moyenne de 4,4 %.

Les charges de personnel globales hors charges salariales augmentent, annuellement en moyenne, de 2,9 % passant de 3 M€ en 2011, à 3,4 M€ en 2015. L’augmentation des charges de personnel s’explique en 2014 et 2015 par :

- l’application des réformes et des augmentations des cotisations retraites ainsi que la garantie individuelle du pouvoir d’achat (GIAPA),
- l’intégration des charges de personnel pour la constitution du service ADS,
- la création de poste de la maison de l’enfance (pour satisfaire l’augmentation de la capacité d’accueil de 30 %),
- le redéploiement des recrutements ainsi que l’application du GVT,
- le financement pour les emplois aidés et le transfert des agents de la piscine des dauphins de la commune de Châteaubriant à la communauté,
- enfin, par le recrutement de plusieurs personnels supplémentaires pour l’ouverture de l’espace aquatique de Choisel en 2015.

14 Annexe 12.
15 Annexe 13.
La CCC indique que les dépenses de personnel du service ADS ou du service commun ex-SIVOM sont compensées intégralement par une participation des communes. En outre, les charges de personnel liées au transfert de l’espace Dauphins conduit à une réduction de l’attribution de compensation.

Les charges de personnel externes sont apparues en 2015 à hauteur de 93 888 €. Il s’agit pour l’essentiel d’un remboursement au centre hospitalier de Châteaubriant.

Au final, les charges totales de personnel (y compris les charges salariales et les remboursements à la communauté pour les personnels communautaires mis à disposition) passent de 4,3 M€ en 2011 à 4,8 M€ en 2015, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,6%. Les charges de personnels sont donc maîtrisées.

4.1.3.2 Les charges à caractère général

Dans l’ensemble, elles sont maîtrisées. Elles augmentent de 3,9% par an en moyenne et s’établissent à 2,1 M€.

En 2014, les charges concernant l’énergie et l’électricité s’élèvent à 139 000 €, l’alimentation à 33 000 € et l’achat de matériels à 86 000 €.

En 2015, les charges de locations s’élèvent à 47 685 € (compte 613) et les charges de copropriété correspondent la médiathèque et la maison de la formation, pour 113 700 € (compte 614).

Les charges liées à la maintenance et à l’entretien s’accroissent fortement sur la période (+18% en moyenne annuelle), et passent de 123 325 € à 239 198 €. Le fichier des mandats indique des dépenses pour le traitement anti-racine de la voie verte, des réparations de toiture et de ravalement pour des montants importants.

Les dépenses relatives aux services extérieurs (comptes 618, 619, 628) passent de 161 925 € à 179 785 €, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,7%, intéressent des organismes de formation (60 000 € en 2014) et des remboursements de frais à des organismes.

Plus particulièrement, au compte 62878 en 2015, le remboursement aux communes représente 138 078,34 € et cela concerne des prestations pour la distribution de magazines, des interventions de personnels communaux ou des remboursements de loyer pour les bibliothèques.


16 Compte 621 « ce compte enregistre les sommes dues en contrepartie de la mise à disposition de personnel, ce dernier n’étant pas directement rémunéré par la commune, l’établissement ou le service qui l’utilise (M14) ».
17 Annexe 14.
Les charges concernant les études (compte 617) et les honoraires (compte 622) s’établissent à 286 269 € en 2014, et 224 838 € en 2015. En 2015 :
- le compte 617 s’établit à plus de 44 000 € : il s’agit d’une convention « économie et territoire » signée avec la CCI, et d’une convention partenariale 2015 signée avec la chambre d’agriculture, ainsi qu’une étude sur le logement conclue avec URHAIJ (union régionale pour l’habitat des jeunes) ;
- le compte 622 s’établit à 176 000 € concernant pour 88 000 € des prestations de suivi-animation d’un programme local d’intérêt général de lutte contre la précarité énergétique et de maintien à domicile.

4.1.3.3 Les autres charges de gestion 18


Les subventions aux autres organismes ont considérablement augmenté sur la période, de plus 36 % en moyenne annuelle. Cela s’explique par le nouveau statut intercommunal de l’office de tourisme à partir de 2014, et par le fait qu’un certain nombre d’associations dites de « pays » financées initialement par le syndicat mixte du pays, l’ont été au cours de la période par la CCC.

4.1.4 Conclusion sur l’autofinancement : CAF brute et CAF nette

Le tableau suivant retrace l’évolution de la capacité d’autofinancement de la CCC.

| Tableau n° 3 : Evolution de la capacité d’autofinancement entre 2011 et 2015 |
|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                | 2011          | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          |
| CAF brute      | 2 213 825     | 2 007 591     | 1 762 876     | 1 848 260     | 2 180 595     | 10 072 467     |
| Annuité en capital de la dette | 413 973               | 430 557               | 339 634               | 373 177               | 368 875               | 1 945 732               |
| CAF nette ou disponible (G)  | 1 858 862          | 1 477 324          | 1 431 442          | 1 475 083          | 1 811 720          | 8 127 735          |

Source : CRC


Après avoir atteint 1,9 M€ en 2011, la CAF nette a diminué en 2012 (1,6 M€), puis en 2013 (1,4 M€), essentiellement à cause de l’augmentation des subventions (639 292 €). La CAF nette a connu un redressement les années suivantes, 1,5 M€ en 2014, pour se stabiliser en 2015 à 1,8 M€.

18 Annexe 15.
La CAF brute représente encore 20,7% des produits de gestion en 2015, niveau relativement confortable que la collectivité doit essayer de conserver pour autofinancer ses investissements, et limiter le recours à l’emprunt :

Tableau n° 4 : Rapport entre les produits de gestion et la CAF

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>CAF brute en M€</strong>&lt;br&gt;(1)</td>
<td>2,3</td>
<td>2</td>
<td>1,8</td>
<td>1,8</td>
<td>2,2</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Produits de gestion en M€</strong>&lt;br&gt;(2)</td>
<td>9</td>
<td>9,3</td>
<td>9,7</td>
<td>10,6</td>
<td>10,5</td>
</tr>
<tr>
<td>(1)/(2)</td>
<td>25,1%</td>
<td>21,6%</td>
<td>18,2%</td>
<td>17,5%</td>
<td>20,7%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CRC

4.1.5 Le financement des investissements (budget principal)\(^{19}\)

En 2015, la capacité d’autofinancement nette s’est améliorée, pour atteindre 1,8 M€. En ajoutant les autres recettes d’investissement, FCTVA (136 641 €) et subventions d’investissement reçues (4 M€), le financement propre disponible obtenu, soit 5,98 M€, assure l’intégralité des dépenses d’équipement (5,6 M€).

Sur la période 2011-2015, en cumulé, le financement propre disponible (18 M€) représente 85% des dépenses d’équipement (21,3 M€).

Les dépenses d’investissement totales, qui atteignent 22,9 M€, sont donc financées, notamment, par ces fonds propres de 18 M€, qui comprennent la CAF nette (8 M€), les subventions reçues (8,3 M€), le FCTVA (1,35 M€) et, enfin, par emprunt (5 M€).

Au final, le besoin de financement (4,9 M€) a été couvert par un recours modéré à l’emprunt (5 M€), ciblé en 2014 (4 M€) et 2015 (1 M€) pour des projets d’envergure.

En 2014 et 2015, les dépenses d’équipement ont été les suivantes :

- la construction du centre aquatique. Cet équipement a ouvert en 2016 ;
- des opérations patrimoniales pour des acquisitions foncières ;
- l’acquisition de logiciels et frais d’études ;
- des subventions d’équipement dont des fonds de concours ;
- des acquisitions de matériels et d’outillage, de transports, d’informatique et de mobiliers ;
- les travaux du terrain de football synthétique.

Les subventions d’équipement versées par la CCC atteignent un montant cumulé de 1,4 M€ sur la période, et concernt essentiellement des fonds de concours versés aux communes membres.

\(^{19}\) Annexe 16.
4.1.6 Le fonds de roulement

Le fonds de roulement de la CCC a évolué entre 3,1 M€ et 4,5 M€. Son montant représente, en 2015, 198,7 jours de charges courantes, ce qui constitue un niveau confortable.

4.1.7 La trésorerie

Au 31 décembre 2015, le niveau de trésorerie était de 3,88 M€, ce qui représentait 170 jours de charges courantes, soit un peu moins de six mois. La CCC justifie ce haut niveau de trésorerie du budget principal par le fait qu’il leur permet de venir en aide, le cas échéant, aux budgets annexes.

Tableau n° 5 : Evolution de la trésorerie entre 2011 et 2015

<table>
<thead>
<tr>
<th>au 31 décembre en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Var. annuelle moyenne</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Fonds de roulement net global</td>
<td>3 695 297</td>
<td>3 514 017</td>
<td>3 162 117</td>
<td>3 876 960</td>
<td>4 524 746</td>
<td>5,2%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Réserves en fonds de roulement global</td>
<td>-265 697</td>
<td>1 069 134</td>
<td>1 028 427</td>
<td>873 576</td>
<td>646 433</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>« Trésorerie nette »</td>
<td>3 430 600</td>
<td>2 444 883</td>
<td>2 133 690</td>
<td>3 003 384</td>
<td>3 878 313</td>
<td>-0,7%</td>
</tr>
<tr>
<td>en nombre de jours de charges courantes</td>
<td>15,5</td>
<td>12,1</td>
<td>9,9</td>
<td>11,0</td>
<td>10,3</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Données trésorerie active</td>
<td>3 390 954</td>
<td>2 414 683</td>
<td>2 155 686</td>
<td>3 003 417</td>
<td>3 875 318</td>
<td>-0,7%</td>
</tr>
<tr>
<td>Données trésorerie passive</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

4.1.8 La dette

L’encours de la dette au 31 décembre est passé de 3,46 M€ en 2011 à 6,98 M€ en 2015, aboutissant, sur la période, à une augmentation annuelle moyenne 19,2 % avec deux emprunts, l’un de 4 M€ conclu en 2014, et l’autre de 1 M€ conclu en 2015, destinés à financer le centre nautique Aquachotel (13,9 M€ HT), par ailleurs financé par des participations (CTD, CTU, PER, Etat, Leader) à hauteur de 6,6 M€.

Au 31 décembre 2014, la dette était composée uniquement d’emprunts à taux fixes et variables, classés A1 selon la grille dite de Gissler.

La capacité de désendettement (dette/CAF brute), pour le budget principal, est d’un peu plus de trois ans en 2015, ce qui est un ratio très correct.

La dette agrégée de tous les budgets, représente, en 2015, un peu plus de 7 M€ avec une capacité de désendettement satisfaisante et égale à 3,27 années. La prospective transmise par la CCC affiche un ratio de 5,1 années à horizon 2019.

---

20 Annexe 17.
21 Annexe 18.
4.2 Les éléments de prospective

4.2.1 Les investissements prévus

La CCC s'appuie sur des débats d'orientation budgétaire (DOB) très détaillés en ce qui concerne les projets d'investissement à venir dans l'année, mais la vision pluriannuelle n'apparaît pas.

4.2.2 L'impact financier des investissements sur les comptes de la collectivité

La CCC a transmis une prospective financière détaillée jusqu'à horizon 2019, intégrant notamment les charges de fonctionnement prévisionnelles du centre aquatique 22.

Une prestation a même été réalisée fin 2016 par un cabinet pour accompagner la fusion de la communauté de communes avec celle du secteur de Derval, pour une prospective financière couvrant la période 2017/2021 (présentée à la conférence des maires et des adjoints des 26 communes du nouvel ensemble intercommunal le 13 octobre 2016). Au vu des éléments transmis et de la connaissance de la situation actuelle de la CCC, la démarche prospective de la collectivité semble réaliste.

5 L'ENQUETE PISCINE ET CENTRES AQUATIQUES

Cette instruction a été réalisée dans le cadre d'une enquête nationale commune à la Cour et aux chambres régionales et territoriales des comptes, sur le thème de la gestion des piscines et centres aquatiques.

5.1 Les outils de planification et les objectifs de la CCC

Dans le domaine sportif, la région des Pays de la Loire mène une politique qui privilégie les fonctions sociales et éducatives du sport, tout en contribuant au développement de l'ensemble des pratiques ainsi qu'au respect de l'équilibre entre les territoires. Cette politique s'articule autour de cinq axes : le développement de la pratique sportive pour tous, le soutien au sport de haut niveau, le soutien aux équipements et centres d'accueil sportifs, le soutien aux clubs phares dans le cadre d'un partenariat sportif et l'aide aux manifestations sportives régionales. Le soutien aux piscines et centres aquatiques s'inscrit dans ce cadre.

22 Annexe 19.

Ce diagnostic a permis d’identifier des zones non desservies par l’offre de piscines.

Un certain nombre de piscines en Loire-Atlantique ont été réalisées lors du programme « 1 000 piscines » conduit par l’État dans les années 1970 et elles arrivent aujourd’hui « en fin de vie ».

Le cadre réglementaire de l’enseignement de la natation dans les établissements scolaires du premier et du second degré prévoit l’obligation du « savoir-nager » à la fin de la classe de 6ème. Pour le conseil départemental, il importe également de favoriser la continuité des apprentissages, de l’école primaire au collège, pour l’acquisition par tous les élèves, des compétences indispensables à leur sécurité. Aussi, au regard de l’obligation scolaire concernant les collégiens, le conseil départemental a retenu comme priorité la réalisation d’équipements répondant à un besoin éducatif « apprentissage et savoir-nager ».

La CCC précise que ce plan départemental n’est pas satisfaisant, car elle n’a pas été retenue comme zone déficitaire d’un point de vue des équipements aquatiques, contrairement à ce qui a été établi, en 2010 et 2011, par le cabinet d’étude, chargé de la faisabilité pour la construction du nouveau centre aquatique de la CCC.

Le département a également apporté une contribution financière dans le cadre de son plan Piscines, au cours des trois premières générations de contrats de territoires départementaux (CTD). Ainsi, le territoire de la CCC a finalement été pris en compte dans le contrat de territoire du département, permettant un subventionnement à hauteur de 50 % de l’équipement.

Enfin, la CCC n’a pas mis en place, à ce jour, de schéma directeur des équipements nautiques, alors que plusieurs piscines existent dans le bassin de vie du syndicat mixte du pays de Châteaubriant créé en janvier 2003, elle n’en a pas moins déterminé plusieurs objectifs. Le premier objectif est éducatif, c’est-à-dire offrir à tous les enfants scolarisés dans les 19 communes du Castelbriantais (3 600 en classes élémentaires et maternelles et 3 400 en collèges et lycées), un égal accès à l’apprentissage de la natation ; et le deuxième est un objectif de loisirs et de bien-être : il s’agit de développer un équipement contribuant à l’attractivité du territoire et favorisant le bien-être de la population.

Ces objectifs ont été étudiés dans le cadre du transfert de la piscine communale de Châteaubriant « espace Dauphins », transférée à l’intercommunalité et qui permettra, quant à elle, de répondre à un objectif complémentaire, en sus de celui lié à l’axe éducatif qu’elle complète, sur l’accompagnement de la pratique sportive des clubs.

5.2 La compétence communautaire

Sur le territoire de la communauté de communes, l’espace aquatique « Aquachoisel » est en service depuis le mois de juillet 2016. Quant à « l’espace Dauphins », ancienne piscine de la commune de Châteaubriant, elle a été transféré à la CCC le 1er janvier 2016.
Le transfert de cet équipement fait suite à un transfert de compétence plein et entier, au 1er janvier 2016, des communes vers la communauté de communes, pour la gestion des équipements aquatiques. Cette disposition est clairement exposée dans les statuts de la communauté de communes adoptés par ses 19 communes. La coordination des deux équipements a pour objectif de permettre une gestion optimisée du personnel et des achats de fournitures.

Cette volonté de transférer cette compétence à la communauté de communes était déjà inscrite de façon prospective dans les statuts de l’intercommunalité rédigés en 2002 et adoptés par les 19 communes. Les statuts du 25 juin 2013 disposent en leur article 2-4-2 : « sont d’intérêt communautaire, les équipements sportifs suivants : complexe aquatique ludique et d’apprentissage de la natation. La piscine « espace Dauphins » de la ville de Châteaubriant sera transférée à la communauté de communes du Castelbriantais dès la mise en service du complexe aquatique ludique et d’apprentissage de la natation ».

5.3 Les partenariats financiers entre les différents acteurs

La CCC a été subventionnée pour la construction du nouveau centre aquatique à hauteur de 6,59 M€. Au titre du soutien à l’investissement, elle a bénéficié d’aides au titre des instances départementales, de l’État et des fonds européens. Dans le cadre de l’instruction, la CCC a transmis un tableau provisoire des subventions réellement perçues, soit 4,9 M€ en 2016 sur les 6,6 M€ de subventions notifiées sur un projet de 13 M€ HT, soit 50 % du coût de l’investissement.

Tableau n° 6 : Liste par organisme des subventions financant le projet de centre aquatique

<table>
<thead>
<tr>
<th>Subventions encaissées</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CTU/NCR</td>
<td>6 508</td>
<td></td>
<td>33 492</td>
<td>299 073,79</td>
<td>1 241 551,01</td>
<td>1 580 624,80</td>
</tr>
</tbody>
</table>

33 CTD : contrat territorial départemental.  
DETR : dotation d’équipements des territoires ruraux.  
CNDS : centre national pour le développement du sport.  
PER : pôle d’excellence rurale (syndicat mixte « Le pays de Châteaubriant » fédérant les communes de communes du Castelbriantais, du secteur de Derval, et de la région de Nozay. Le plan territorial pour la qualité de vie et la santé des habitants vise à apporter des éléments de réponse aux besoins des habitants sur deux volets : la présence médicale, et la prévention santé, par la réalisation des trois opérations suivantes : dossier de candidature PER2 pays de Châteaubriant page 8 sur 20 - création d’un espace santé et bien-être intergénérationnel adossé au futur espace aquatique de la communauté de communes du Castelbriantais pour assurer des actions de prévention : bassin balnéothérapie, douches hydro jets, sauna, hammam, salle de remise en forme) ; le PER est à l’origine de financements européen, régional et départemental.  
LEADER.
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CASTELBRIANTIENS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Subventions encaissées</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CTD</td>
<td>8 536</td>
<td>337 223</td>
<td>590 766</td>
<td>1 331 151</td>
<td>2 267 676,00</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DETR</td>
<td>39 070</td>
<td>46 884</td>
<td>18 233</td>
<td>104 187,00</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ministère</td>
<td></td>
<td>71 148,40</td>
<td>71 148,40</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CNDS</td>
<td></td>
<td>79 880,92</td>
<td>328 703,46</td>
<td></td>
<td>404 584,38</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PER 2</td>
<td></td>
<td>78 471,82</td>
<td>415 656,51</td>
<td></td>
<td>494 128,33</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>LEADER</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>20 941,83</td>
<td>20 941,83</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>COPEO (subvention énergie)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>15 044</td>
<td>409 785</td>
<td>1 095 076,53</td>
<td>3 427 385,21</td>
<td>4 947 290,74</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Reste à encaisser</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 487 740,80</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : communauté de communes

5.4 L’offre existante

5.4.1 Le profil de l’équipement

L’espace Dauphins est une piscine sport et loisirs pour tous les publics. Elle a été construite en 1969 et 1977 avec une réhabilitation en 1991. Elle compte deux bassins et 57 places de parking. Le premier bassin qualifié de bassin sportif présente les caractéristiques suivantes : une surface de 750 m² avec une longueur de 50 mètres, six couloirs, une profondeur de 1,20 mètre à 2,20 mètres et une surface de plages de 900 m². Le second bassin est un bassin ludique qui présente les caractéristiques suivantes : une surface de 72 m² avec une longueur de 12 mètres et une largeur de 6 mètres, une profondeur allant de 0,60 mètre à 1,20 mètre et une surface de plages de 220 m². Il y a un vestiaire pour les arbitres et six pour les sportifs. Le chauffage, assuré par la chaufferie de la ville de Châteaubriant, est au gaz, au bois (biomasse) et solaire.

Aquachoisel est une piscine sport et loisirs pour tous les publics. Elle a été construite en 2016. La visite de la DRJSCS a été faite le 8 décembre 2016. Elle compte trois bassins et 120 places de parking.

Le premier bassin est qualifié de bassin sportif. Accessible depuis un sas, le bassin extérieur permet d’accueillir pendant toute l’année des nageurs grâce à une couverture

24 Selon les critères retenus de la fédération française de natation.
thermique immergée. Il offre 375 m² et est composé de six lignes de nage de 2,5 mètres de large sur 25 mètres de long. Ses profondeurs varient de 1,20 mètre à 2,50 mètres.

Le deuxième bassin est un bassin d'intérieur de loisir et d'apprentissage. Ce grand bassin polyvalent apprentissage/loisirs offre 625 m² de plan d'eau dont trois lignes de nage avec une pente en travers faisant évoluer les profondeurs de 1,20 mètre à 1,50 mètre. Un passage d'une largeur de cinq mètres relie ce bassin rectangulaire au bassin ovale, lui-même desservi par une rampe d'accès en pente douce. Ce bassin est aussi dédié, en dehors des créneaux scolaires, à l'accueil des activités de loisirs du public (banquettes massantes, mur hydro massant, rivières à contre-courant, plaques à bulles, aquabike etc.).

Une patinoire intérieure de 40 mètres est dédiée à l'éveil en milieu aquatique. Pour la sécurité des enfants, une protection vitrée est installée entre la patinoire et le sas d'accès au bassin extérieur.

Huit vestiaires sont disponibles. Le chauffage est au gaz.

Le troisième bassin est un bassin pour les plongeons avec pentagliss et splashpad. À l'extérieur, c'est un bassin de 123 m² et d'une profondeur de quatre mètres qui est pourvu de trois plongeoirs d'un mètre, trois mètres et cinq mètres de hauteur orientés face aux étangs de Choisel. Un splashpad et un grand toboggan ludique constitué de quatre couloirs de 20 mètres linéaires viennent compléter les équipements extérieurs. Cet espace n'est pas chauffé.

La surface totale des bassins est de 1 123 m².

Il est aussi proposé un espace santé bien être de 260 m² avec hammam, sauna, SPA, et un espace kine avec vestiaires indépendants.

Aussi bien l'espace Dauphins, transféré de la commune, qu'Aquachoisel, équipement récent, se partagent l'accueil des établissements scolaires et les cours proposés par l'école intercommunale de natation. En revanche, l'espace Dauphins concentre les usages associatifs.

La commune a indiqué la liste des nombreuses activités qu'il est possible de pratiquer à l'espace Dauphins : natation sportive, natation synchronisée et plongée subaquatique, baignade loisirs, aquagym. Cet équipement accueille les clubs, les individuels et les scolaires.

Aquachoisel propose des cours de natation pour les plus de sept ans, cours de natation pré et postnatale, aquabiking, aquadeep, aquatrainning, aquadouce, etc.

Les dimensions des bassins répondent aux dimensions de la FFN, aussi bien pour le bassin sportif que pour le bassin d'apprentissage. La CCC dispose de 1 945 m² de surface d'eau. Rapportée à sa population (33 067 habitants), la surface d’eau pour 10 000 habitants est 588,20 m² soit très supérieure aux données de la fédération française de natation (FFN) qui fixe le nombre de m² à 200 pour une population entre 25 000 et 35 000 habitants.

5.4.2 LE MAILLAGE DU TERRITOIRE

La coopération entre les trois communautés de communes réunies au sein du pays de Châteaubriant ne porte pas sur la programmation des équipements ludiques et sportifs. Ainsi, le territoire du pays de Châteaubriant dispose de trois équipements publics : la piscine à Nozay

25 822 m² espace Dauphins et 1 123 m² Aquachoisel = 1 945 m².

Si les équipements extérieurs d’Aquachoisel (bassin extérieur, Pentagliss, fosse à plongeon) lui apportent une plus-value par rapport aux équipements concurrentiels, la CCC constate, au vu de la fréquentation depuis l’ouverture du centre nautique de Derval, que le rayonnement de leurs établissements n’est pas le même, Derval drainant plus fortement les secteurs de Nozay ou de Guéméné-Penfao. Elle souligne l’antériorité du projet d’Aquachoisel à celle de Derval.

L’examen du territoire fait apparaître, en outre, d’autres équipements se situant entre 28 et 35 km de la CCC :
- une piscine à Bain-de-Bretagne - avenue Guillotin de Corson à 28 kilomètres ;
- une piscine « les bassins de la Chesnaie » - route de Nort sur Erdre à 28 kilomètres ;
- une piscine à Saint-Mars-la-Jaille - avenue Alexandre Braud à 30 kilomètres ;
- un centre aquatique les Ondines à Janzé à 35 kilomètres.

Ces piscines sont dotées de bassins « simples » non comparables au centre aquatique d’Aquachoisel.

5.4.3 Les conditions de transfert vers l’intercommunalité

La commission d’évaluation des charges s’est réunie le 11 février 2016 pour le transfert de l’espace Dauphins vers la CCC. L’attribution de compensation (AC) versée à la commune passe de 3,6 M€ (avant transfert) à 3 M€, en raison des charges de fonctionnement et d’investissement imputables à la piscine.

Par ailleurs, la CCC a procédé au remboursement d’une quote-part des emprunts soit 250 077,90 €. Ce montant a été versé à la commune de Châteaubriant. La mise à disposition de l’équipement a été signée le 6 avril 2016 au profit de la CCC, en indiquant une valeur nette comptable de 2,65 M€.

5.5 Les investissements

5.5.1 Le financement du nouveau centre aquatique Aquachoisel

La chambre a examiné le financement du nouveau centre aquatique Aquachoisel. Il ressort que le coût global de l’opération établi par le bureau d’étude, au stade du préprogramme, en janvier 2011, était de 11,9 M€ HT. Au final, celui-ci est de 13 M€ HT, soit 9,6 % d’augmentation. La CCC a confirmé ce pourcentage.
La CCC précise que le coût global de l'opération au stade de l'APD\textsuperscript{26}, acté par délibération du conseil communautaire du 20 décembre 2012, était de 12,5 M€. Le chiffrement initial de 11,9 M€ n'intégrait pas, au stade du pré-programme, les tranches conditionnelles dont notamment la fosse à plongeons et le pentagliss. Le coût total et définitif de l'opération n'est pas encore arrêté à ce jour en raison notamment du report de plusieurs DGD\textsuperscript{27} liés aux désordres rencontrés en juin 2016. En effet, la CCC a émis des réserves sur la réalisation des travaux d'une société ayant participé aux travaux.

5.5.2 Le pilotage du projet

La réalisation d'Aquachoisel a été précédée, en octobre 2010, d'une étude rédigée par un cabinet d'architecture-urbanisme et de programmation urbaine spécialisée. Le document, très complet, réalisera un état des lieux articulé autour des thèmes suivants : l'historique des piscines, la piscine actuelle (espace Dauphins) : types d'usagers, fréquentation, les mises à disposition de la piscine, le personnel. Une seconde partie est consacrée aux objectifs à atteindre par ce nouvel équipement, l'étude du territoire et l'étude de la fréquentation, car Aquachoisel souhaite prendre en compte l'ensemble des usagers.

Après cette étude de faisabilité, un document intitulé « préprogramme » a été réalisé par le même cabinet, et remis à la CCC en janvier 2011. Il portait sur le détail des équipements à réaliser, en intégrant une évaluation des coûts de fonctionnement. Le projet s'inscrit dans une dimension environnementale.

La chambre constate le respect de l'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée dite loi MOP qui prévoit que « le maître d'ouvrage définit dans le programme les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et les exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage ». 

L'article précité prévoit également que le maître d'ouvrage arrête l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et en assure le financement. Outre les coûts des travaux de construction, entrent dans le coût de l'opération les frais relatifs à l'acquisition des terrains d'assise du projet, aux contrats périphériques à la construction (assistance à maîtrise d'ouvrage, OPC, SPS, CT : conduite d'opération...), aux contrats d'assurance, etc.


\textsuperscript{26} Avant-projet détaillé (APD).
\textsuperscript{27} Décompte général définitif (DGD).
5.5.3 La passation des marchés publics

5.5.3.1 Le marché des études préalables

Le marché pour l'étude préalable, l'étude de programmation financière technique, architecturale et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'un centre aquatique a été examiné, et n'appelle pas de remise de forme.

5.5.3.2 Le marché de maîtrise d'œuvre

La chambre a aussi examiné le marché de maîtrise d'œuvre.

Par délibération du 15 février 2011, la CCC a lancé la procédure de concours, et le choix du lauréat a été arrêté par délibération du 14 décembre 2011. Le marché de maîtrise d'œuvre est un contrat écrit intitulé « concours restreint d'architecture et d'ingénierie pour la construction d'un espace aquatique » attribué au cabinet X... en groupement avec d'autres sociétés. Le CCAG prestations intellectuelles est bien visé au contrat. L'enveloppe affectée aux travaux est 8,87 M€ HT. Le taux de rémunération 11,60% (8,59% de base et 1,35% de complexité). Le forfait provisoire de rémunération est de 1,1 M€ avec une mission complémentaire forfaitaire de 70 500 €.

Le marché a été notifié au maître d'œuvre, le 18 janvier 2012. Les taux de tolérance sont prévus aux articles 12 et 17 du CCAG et le marché prévoit un taux de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux de 2,5 % et un taux de tolérance sur le coût de réalisation des travaux de 1 %.

L'augmentation de 25 % entre l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux et le coût observé après l'achèvement de l'ouvrage ne résulte pas d'un dérapage financier dans la réalisation des travaux, mais par le choix d'options, notamment le pentagliss et le plongeon extérieur.

La rémunération initiale est passée de 1,15 M€ (avec options) à 1,2 M€. Cela correspond à deux avenants : avenant n° 1 de 3 600 € HT pour la réalisation de trois perspectives supplémentaires et avenant n° 2 de 40 000 € HT pour la réalisation d'un parking.

Le présent marché a été passé selon la procédure du concours restreint soumis aux dispositions des articles 24, 38, 70 et 74 du code des marchés publics. Par délibération du 15 février 2011, le lancement du concours a été acté avec la composition du jury. Cette dernière n'est pas conforme aux dispositions de l'article 24 du code des marchés publics. Ainsi, les personnes qualifiées représentant les architectes ne représentent pas les tiers des membres du jury, irrégularité tenant, selon l'ordonnateur, à une mauvaise interprétation des règles de calcul de leur nombre. La chambre relève que cette circonstance aurait pu motiver une contestation.

---

25 La forme de notification des éléments de mission est prévue au contrat conformément au sens de l'article 13-1-1 du CCAG. Les délais de vérification et de réception sont bien prévus au contrat, car ils dérogent à l'article 26-5 du CCAG (7-3 CCAP). Les modalités de révision de prix sont indiquées conformément au sens de l'article 10-2-2 du CCAG. L'index choisi est Ingénierie 1 et la formule C - 0,125 = 0,875 HT/l. Les pénalités visées à l'article 7-1-1 du CCAP dérogent à l'article 14-1 du CCAG. Le marché prévoit donc qu'en cas de retard dans la présentation des documents d'études, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard, est fixé par rapport au montant du marché. Enfin, le délai de vérification, par le maître d'œuvre, des projets de découpes présentés par le titulaire des marchés de travaux est de 10 jours à compter de la date de l'accusé de réception du projet de découpe. Cette disposition est conforme au CCAG travaux.
La publicité, les critères de sélection des offres, la date de remise des offres, les convocations de jury, l’anonymat, les notifications aux candidats non retenus et l’avis d’attribution n’appellent pas d’observation de la part de la chambre.

5.5.3.3 Les marchés de travaux

Par délibération du 20 décembre 2012, le conseil communautaire a approuvé l’avant-projet définitif de l’espace aquatique, et décidé de lancer la procédure d’appel d’offres pour la réalisation des travaux.

L’ensemble des lots a connu une évolution contenue de 6 %. Ainsi, les avenants pris pendant la réalisation des travaux n’ont représenté que 661 995 €.

Le marché s’inscrit dans une procédure d’appel d’offres ouvert européen soumise aux dispositions du code des marchés publics, en particulier les articles 33, 57 59 et 72. Le marché est divisé en 21 lots. Un avis d’appel public à la concurrence a été lancé dans les formes.

La date limite de remise des offres, les critères de sélection des offres, le rôle de la commission d’appel d’offres et l’analyse de offres ont été examinés et n’appellent pas d’observation. Le lot n° 11 « plafond suspendu » et le lot n° 21 « pentaglisse » ont été déclarés infructueux. Aucune offre n’a été reçue pour ces deux lots. La commission d’appel d’offres, dans sa séance du 26 avril 2013, a décidé de déclarer ces deux lots infructueux et de mettre en œuvre une nouvelle procédure d’appel d’offres ouvert. La procédure a aussi été examinée. Elle n’appelle pas d’observation.

Une société, candidate évincée, a, sur le fondement des articles L, 551-1 et suivants du code de justice administrative, présenté devant le juge des référés du tribunal administratif de Nantes une requête aux fins d’obtenir l’annulation de la décision de la CCC, et la reprise de l’examen des offres pour le lot n° 1 « gros œuvre ». Le fondement de cette requête est une offre anormalement basse de 22 % par rapport à la moyenne des offres reçues. Par une ordonnance du 3 juin 2013, le juge des référés a décidé l’annulation de la décision par laquelle la CCC a attribué le marché du lot n° 1 « gros œuvre ». Le lot « gros œuvre » a donc été relancé dans ce second appel d’offres, déclaré sans suite dans la première procédure par la commission d’appel d’offres en date du 17 juin 2013. La procédure n’appelle pas d’observation.

5.5.4 Le calendrier et le montant prévisionnel

Le calendrier et le montant prévisionnel des travaux de réalisation ont été rapprochés de la réalisation effective. Il en ressort un retard de six mois minimum, et un coût en augmentation en raison d’ajout de prestations supplémentaires :

**Tableau n° 7 : Début de réalisation et coûts des travaux**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Montant des travaux</th>
<th>Délais</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Au stade de la faisabilité (2010)</td>
<td>11 881 727 € HT sans fosse à plongeon ni pentaglisse</td>
</tr>
</tbody>
</table>

26
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CASTELBRIANTAIS

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A la mise en service en juillet 2016</td>
<td>13 024 737 € HT</td>
<td>Juillet 2016</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC*

Par ailleurs, la chambre souligne que le maître d’ouvrage avait bien développé une approche de coût global de l’équipement, et qu’il avait dès la conception de l’équipement une approche réaliste des coûts de fonctionnement.

5.5.5 Les dépenses de gros entretien et de grosses réparations

Le coût de gros entretien et de grosses réparations concerne toutes les dépenses d’investissement par les collectivités : commune et intercommunalité.

Ces coûts ont été ventilés par équipement pour 2016.

**Tableau n° 8 : Ventilation par équipement des dépenses d’entretien et de grosses réparations**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Coût du gros entretien et des grosses réparations</strong></td>
<td>156 613</td>
<td>50 011</td>
<td>25 569</td>
<td>19 125</td>
<td>16 233</td>
<td>3 054</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Financement par emprunt</strong></td>
<td>101 921</td>
<td>19 744</td>
<td>15 036</td>
<td>8 696</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Financement par autofinancement</strong></td>
<td>54 693</td>
<td>30 267</td>
<td>10 533</td>
<td>10 429</td>
<td>16 233</td>
<td>3 054</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : commune de Châteaubriant et CCC*

La CCC indique qu’elle n’a pas d’investissement prévu pour les années à venir sauf 15 000 € pour l’équipement informatique de l’espace dauphins.

5.6 La qualification du service public et le mode de gestion

La CCC estime que le service piscine en gestion directe proposé, eu égard tant à sa mission principale, qui est de garantir l’accès pour tous à l’apprentissage de la natation, qu’à l’origine de ses ressources, est un service public administratif (SPA).

La chambre estime que la qualification de SPA retenue par la CCC apparaît appropriée. En effet, les piscines sont, en règle générale, considérées comme des services publics administratifs (*tribunal des conflits, 26 mai 2003, n° C3346, ville de Paris*). Seule l’extension progressive de celles-ci vers des centres aquatiques proposant des activités de loisirs parfois
éloignées de la fonction initiale, ce qui en l’espèce ne semble pas être le cas, interroge sur le caractère administratif du service proposé, et le cas échéant, sur l’assujettissement à la TVA. En tout état de cause il appartient à la collectivité d’arrêter le mode de gestion souhaité, et au juge administratif d’en définir éventuellement la qualification qui, en tout état de cause, ne relève pas d’une définition légale (CE, 14 juin 1963, n° 14789, Epoux Bertin).

Par ailleurs, les équipements sont gérés en gestion directe communale et intercommunale depuis leur ouverture.

5.7 L’exploitation de l’équipement

5.7.1 L’organisation générale

L’organigramme de la piscine compte 21,27 équivalents temps plein (ETP), dont un directeur du pôle piscine, deux chefs de bassin, 11 maîtres-nageurs-sauveteurs éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (MNS-ETAPS), et sept agents d’accueil et d’entretien.

Le service piscine n’est pas doté à ce jour d’un projet de service. La chambre regrette qu’aucun projet d’établissement n’ait été élaboré avec l’ouverture du centre aquatique Aquachoisel.

Selon l’article A. 322-6 du code du sport, le règlement intérieur doit être affiché de manière visible pour les usagers. Le dernier règlement intérieur commun aux deux piscines, respecte les dispositions du code du sport.

Le plan d’organisation de la surveillance et des secours (POSS) est imposé par le code du sport. La commune a produit le POSS de l’espace Dauphins et la CCC a indiqué que celui d’Aquachoisel était en cours d’élaboration. La chambre n’a pas examiné le POSS d’Aquachoisel, transmis en fin de période d’instruction. Les deux POSS sont affichés à l’entrée des sites. Le POSS de la piscine des Dauphins respecte les prescriptions prévues au code du sport. Toutefois, le plan d’ensemble des installations faisait défaut lors du contrôle de la chambre. L’ordonnateur indique que, depuis lors, ses services ont joint ce plan d’ensemble au POSS.

5.7.2 Les activités proposées

De nombreuses activités sont proposées par les deux équipements.

Tout d’abord, des activités scolaires dans le cadre du socle commun d’apprentissage à la natation.

L’espace Dauphins est fréquenté par les établissements de Châteaubriant et quelques écoles des communes de la CCC. Aquachoisel a permis d’offrir aux autres écoles de l’intercommunalité des créneaux d’apprentissage. La CCC assure gratuitement les cours de
natation pour tous les enfants des cours élémentaires scolarisés dans ses 19 communes. Elle prend également en charge l’intégralité des frais de transports pour ces élèves.

De plus, la CCC propose des activités sportives dont la répartition entre les deux piscines se fait comme suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Tableau n° 9 : Liste des activités par établissement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Piscine des Dauphins</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Activités de l’école de natation</td>
</tr>
<tr>
<td>Natation adultes débutants</td>
</tr>
<tr>
<td>Natation adultes familiarisés</td>
</tr>
<tr>
<td>Natation adultes perfectionnement</td>
</tr>
<tr>
<td>Éveil aquatique pour les enfants de 5/6 ans</td>
</tr>
<tr>
<td>Natation pour enfants débutants</td>
</tr>
<tr>
<td>Natation pour enfants familiarisés</td>
</tr>
<tr>
<td>Natation pour enfants perfectionnement</td>
</tr>
<tr>
<td>BNSSA</td>
</tr>
<tr>
<td>Entrainement des pompiers</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source: http://www.aquachoisel.fr/category/les-activites/*

L’école de natation n’est pas une association. Ainsi, l’ensemble des activités qui y sont proposées sont conduites directement par les maîtres-nageurs sauveteurs (MNS) dans le cadre des missions de la collectivité. Ces activités sont organisées indifféremment sur les deux équipements en fonctions des créneaux horaires et avec une volonté d’optimisation des bassins.

D’autres activités sont proposées par le secteur associatif. Le club de plongée et le club nautique castelbriantais prennent le relais de l’école de natation dès que les enfants savent nager pour les accompagner dans le perfectionnement. Il propose en parallèle une section natation synchronisée, très développée et performante.

En outre, la CCC propose de l’aquagym, de l’aquadeep, de la natation pré et post natale, de l’aquadouce, ce l’aquabiking et de l’aquatraining.

Enfin, Aquachoisel propose aussi un accès individuel à l’espace bien-être avec sauna, hammam, jacuzzi, appareils de training et solarium et organise tous les samedis et dimanches de 9h30 à 12h de nombreuses activités ludiques pour familiariser les 3-5 ans à l’environnement aquatique.
5.7.3 L’évaluation des activités proposées

La communauté de communes ne dispose de la compétence « gestion des espaces aquatiques » que depuis le 1er janvier 2016. Elle n’est donc pas en mesure de transmettre les résultats des enquêtes de satisfaction effectuées sur la période 2011-2015.

5.7.4 La distribution des créneaux

Les deux équipements ne sont jamais ouverts simultanément au grand public. Aquachoisel attribue la plus grande partie de son ouverture au public soit 44 % de ses créneaux. Par contre, il y a concomitance, de fonctionnement afin de pouvoir répondre aux besoins des associations, aux cours collectifs, et à l’accueil de scolaires, collégiens et lycéens. Ainsi, 21 % des créneaux sur Aquachoisel et 30 % sur l’espace Dauphins sont réservés aux scolaires, 35 % des créneaux de l’espace Dauphins sont attribués aux associations. L’école de natation intervient sur 35 % des créneaux à Aquachoisel et sur 22 % des créneaux à l’espace Dauphins. L’unité retenue pour la répartition des créneaux horaires entre les différents utilisateurs est le « ligne d’eau/heure », ce qui contribue à une meilleure répartition des créneaux partagés.

5.7.5 La fréquentation

La chambre a ventilé les données de fréquentation par utilisateurs en respectant les exercices de compétence communale et de compétence intercommunale. Si le nombre de jours d’ouverture est stable sur la période 2011-2015 (320 jours), celui-ci augmente naturellement en 2016, avec deux piscines, et se positionne à 433 jours.

Le nombre d’heures passe de 2 862 en 2015 à 3 634 en 2016. En 2016, le nombre d’entrées individuelles représente 81 % des entrées à Aquachoisel contre seulement 19 % à l’espace Dauphins. Cette répartition des entrées s’explique par la nature même des deux équipements. Inversement, les entrées collectives représentent 81 % à l’espace Dauphins contre 19 % à Aquachoisel.
### Tableau n° 10 : Fréquentation des piscines selon les catégories d’usagers

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Compétence communale - Éléments transmis pour l’Espace DAUPHINS</th>
<th>Compétence intercommunale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>nb de jours d'ouverture dans l'année</td>
<td>300</td>
<td>320</td>
</tr>
<tr>
<td>nb d'heures d'ouverture dans l'année</td>
<td>2 667</td>
<td>2 862</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre d'entrées individuelles</td>
<td>22 317</td>
<td>29 165</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarifs plein adultes</td>
<td>11 611</td>
<td>15 997</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarifs plein enfants</td>
<td>6 325</td>
<td>6 635</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarifs réduits</td>
<td>3 367</td>
<td>5 761</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarifsactivité «natation pré et post natale »</td>
<td>1 000</td>
<td>733</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarifsactivité «cours de natation »</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarifsactivité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont « handicapés » - gratuit</td>
<td>14</td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre d'entrées collectives</td>
<td>60 097</td>
<td>65 964</td>
</tr>
<tr>
<td>dont associations</td>
<td>15 903</td>
<td>17 106</td>
</tr>
<tr>
<td>dont scolaires</td>
<td>30 200</td>
<td>32 995</td>
</tr>
<tr>
<td>dont animation municipale : aquagym et cours collectifs</td>
<td>13 638</td>
<td>15 580</td>
</tr>
<tr>
<td>dont « centre de loisirs »</td>
<td>356</td>
<td>283</td>
</tr>
<tr>
<td>dont « activités connexes »</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total entrées</td>
<td>82 414</td>
<td>95 129</td>
</tr>
<tr>
<td>% entrées individuelles</td>
<td>27 %</td>
<td>31 %</td>
</tr>
<tr>
<td>% entrées collectives</td>
<td>73 %</td>
<td>69 %</td>
</tr>
<tr>
<td>% entrées associations</td>
<td>19 %</td>
<td>18 %</td>
</tr>
<tr>
<td>% entrées scolaires</td>
<td>37 %</td>
<td>35 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC, CCC*

### 5.7.6 La fermeture des équipements

L’espace Dauphins entre le 1er janvier 2016 et le 30 juin 2016 a compté 28 jours de fermeture, dont 13 jours pour vidange annuelle, huit jours pour fériés, deux jours pour compétitions sportives, cinq jours pour événements ponctuels.

L’objectif avec l’ouverture d’Aquachoisel est une mutualisation des usages par une réorganisation du nombre de vidanges annuelles, qui seront de deux par an pour l’espace Dauphins, et d’une seule par an pour le nouvel espace aquatique. Le personnel est affecté au
nettoyage et à l’entretien de l’équipement durant les vidanges, les autres journées ponctuelles de fermeture sont intégrées au planning annualisé des agents.

L’article 10 de l’arrêté du 7 avril 1981 modifié, en vigueur jusqu’au 6 septembre 2016, posait le principe d’une vidange complète des bassins au moins deux fois par an. L’arrêté du 7 septembre 2016 n’exige plus qu’une vidange complète des bassins, au moins une fois par an, à l’exception des pataugeoires et des bains à remous dont la vidange complète est assurée au moins deux fois par an. La communauté de communes a indiqué qu’elle allait appliquer cet arrêté pour Aquachoisel.

5.7.7 L’organisation technique

Depuis janvier 2016, le nettoyage de l’espace DauphIns, les vidanges et la maintenance technique sont assurés en interne soit par le personnel intercommunal du pôle piscines, soit par prestations de service via les services techniques municipaux de la commune de Châteaubriant (entretien technique du bâtiment : salle des machines et petits travaux d’électricité et de menuiserie).

Avant 2016, la commune de Châteaubriant avait signé des marchés publics pour la maintenance, l’entretien et la propreté. Elle ne valorisait pas le coût de ses charges de personnel pour connaître le coût global de ces opérations. Depuis la réception d’Aquachoisel, la maintenance et l’exploitation des installations techniques des deux piscines (prestation de chauffage, ventilation, production d’eau chaude sanitaire, filtration, traitement de l’eau et de plomberie sanitaire des deux bâtiments) en incluant la fourniture des produits ont été confiées à la même société.

La notification est intervenue le 30 mai 2016 pour une durée de deux ans renouvelable une fois, soit quatre ans maximum, pour un coût annuel de 121 492 € HT.

S’agissant des coûts de maintenance, la chambre a réalisé une comparaison entre les années 2015 et 2016, sur la base des données provisoires produites par la CCC.
**Tableau n° 11 : Evolution des coûts de maintenance**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Objet</th>
<th>Espace Dauphins 2015 Coût annuel TTC (en €)</th>
<th>Espace Dauphins 2016 Coût annuel TTC (en €)</th>
<th>Aquachoisel 2016 Coût annuel TTC (en €)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Télévision</td>
<td>376,08</td>
<td>375,80</td>
<td>194,96</td>
</tr>
<tr>
<td>Porte automatique</td>
<td>180,00</td>
<td>178,72</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Vérification électrique</td>
<td>192,00</td>
<td>360,00</td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Vérification porte automatique</td>
<td>44,40</td>
<td></td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Maintenance chauffère contrat P2/P3</td>
<td>3 542,19</td>
<td>Ces dépenses sont désormais intégrées dans la prestation confiée à une société</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Contrôle filtrés à sablé</td>
<td>360,00</td>
<td></td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Surveillance et gardiennage</td>
<td>927,81</td>
<td>1 242,95</td>
<td>1 056,54</td>
</tr>
<tr>
<td>Extincteurs (y compris location)</td>
<td>-</td>
<td></td>
<td>876,59</td>
</tr>
<tr>
<td>Produits de traitement de l'eau</td>
<td>3 893,14</td>
<td>Ces dépenses sont désormais intégrées dans la prestation confiée à une société</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entretien du traitement de l'eau</td>
<td>2 115,60</td>
<td></td>
<td>-</td>
</tr>
<tr>
<td>Maintenance robotes</td>
<td>2 796,60</td>
<td>2 831,56</td>
<td>2 231,55</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC*

La commission de sécurité s’est réunie le 8 juin 2016 pour l’ouverture d’Aquachoisel et la commune de Châteaubriant a transmis une copie de registre de sécurité et un compte-rendu de la commission de sécurité, datant du 18 février 2014.

Le contrôle de la qualité de l’eau des bassins est effectué en interne par les équipes techniques. Un prélèvement est effectué tous les matins par les techniciens avant l’arrivée des usagers, et un autre en début d’après-midi par les maîtres-nageurs sauveteurs. Les paramètres de contrôle sont ceux qui figurent dans le carnet sanitaire de la piscine. Suivant les résultats des prélèvements, si des anomalies sont constatées (ph, chlore, chloramines, chute de la température...), le technicien effectue des réglages afin de corriger ces dysfonctionnements.

En cas de non-respect des normes, l’établissement est fermé jusqu’à ce qu’une nouvelle analyse soit favorable. La CCC a transmis un tableau récapitulatif retraçant les résultats des contrôles journaliers et des contrôles sanitaires réalisés par des laboratoires extérieurs et transmis à l’agence régionale de santé (ARS). Les résultats sont affichés à la piscine, visibles par le public.

Le contrôle de la qualité de l’air est réalisé par un prestataire extérieur titulaire du marché pour la maintenance et l’exploitation des installations techniques des piscines.

Dans le domaine de la sécurité, le code du sport prévoit que le POSS doit mentionner la fréquentation maximale instantanée (FMI) choisie par le maître d’ouvrage. En l’espèce, l’effectif maximal de personnes admises est de 835 à l’espace Dauphins, mais il n’y a pas de comptage spécifique, sauf pour des événements spécifiques comme la nuit de l’eau, où il est procédé à une délivrance de bracelets. L’informatisation du comptage des entrées à l’espace dauphins a été mise en place en juillet 2016, en adéquation avec l’équipement informatique du nouvel espace aquatique. La chambre note la mise aux normes récente de l’espace Dauphins. L’effectif maximal d’Aquachoisel est 630 personnes, avec un système de comptage par trépodes d’accès.
S'agissant de l'accessibilité, le principe posé par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, est que toute personne handicapée, quel que soit le type de handicap, doit pouvoir accéder aux établissements recevant du public (ERP) existants, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public.

Des aménagements ont été réalisés pour faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite à l'espace Dauphins. Ainsi, des fauteuils sont à disposition à l'accueil pour éviter les glissades, des mains-courantes, des douches et toilettes adaptées, des échelles du grand bassin avec écart réduit entre les marches sont proposés, et des sièges de transfert pour l'entrée dans le grand bassin sont à disposition. Par ailleurs, Aquachoisel, équipement récent, a non seulement intégré les nouvelles normes en matière d'accessibilité mais dispose aussi d'un espace privatif avec deux cabines, un vestiaire, une douche et un sanitaire adaptés.

5.8 Les ressources humaines

5.8.1 Le poids des charges de personnel

Les charges de personnel représentent entre 51 et 74 % des charges de fonctionnement, et le coût horaire de l'équipement se situe entre 218 et 300 €.
Tableau n° 12 : Charges de personnel et coût horaire

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Nombre ETP</td>
<td>10,21</td>
<td>10,37</td>
<td>10,63</td>
<td>10,43</td>
<td>10,43</td>
<td>21,27</td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes de fonctionnement &quot;piscine&quot;</td>
<td>231 405,39 €</td>
<td>218 253,57 €</td>
<td>218 310,31 €</td>
<td>248 154,68 €</td>
<td>230 298,88 €</td>
<td>422 793 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges de fonctionnement &quot;piscine&quot;</td>
<td>587 346,06 €</td>
<td>625 253,33 €</td>
<td>624 477,17 €</td>
<td>628 114,93 €</td>
<td>633 206,33 €</td>
<td>1 213 149 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges de personnel Piscine</td>
<td>434 064,19 €</td>
<td>413 643,01 €</td>
<td>413 788,26 €</td>
<td>418 274,91 €</td>
<td>420 896,85 €</td>
<td>625 240,86 €</td>
</tr>
<tr>
<td>dont MNS</td>
<td>333 858,93 €</td>
<td>320 327,48 €</td>
<td>318 083,04 €</td>
<td>320 757,70 €</td>
<td>313 729,34 €</td>
<td>341 056,90 €</td>
</tr>
<tr>
<td>dont autres personnels</td>
<td>100 205,26 €</td>
<td>93 315,53 €</td>
<td>95 705,22 €</td>
<td>97 517,21 €</td>
<td>107 167,51 €</td>
<td>284 183,96 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des charges de personnel dans les charges de fonctionnement</td>
<td>74 %</td>
<td>66 %</td>
<td>66 %</td>
<td>67 %</td>
<td>66 %</td>
<td>51 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Temps d'ouverture de l'équipement en heures</td>
<td>2 667</td>
<td>2 862</td>
<td>2 862</td>
<td>2 862</td>
<td>2 862</td>
<td>4 038</td>
</tr>
<tr>
<td>Coût horaire (charges de fonctionnement/temps d'ouverture</td>
<td>220,23 €</td>
<td>218,47 €</td>
<td>218,20 €</td>
<td>219,47 €</td>
<td>221,25 €</td>
<td>303,43 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CRC

5.8.2 Les enjeux propres aux maîtres-nageurs

5.8.2.1 Le régime indemnitaire et le temps de travail

Le régime indemnitaire des maîtres-nageurs, élaboré le 23 décembre 2015 et applicable au 1er janvier 2016, se décompose comme suit :

- une prime mensuelle de 75 € (proratisée en fonction du temps de travail) ;
- une indemnité horaire pour travail intensif de nuit29 de 0,80 €/heure de travail effectif de 21 h à 6 h ;
- une prime annuelle versée en deux fois aux agents sur emplois permanents de 68,50 € (proratisée en fonction du temps de travail) Des avantages vestimentaires annuels : trois t-shirts, un short, deux maillots de bain, deux paires de claquettes et une paire de prothèses auditives ;
- une prime de 8 € par heure travaillée les dimanches et jours fériés.

Par ailleurs, l'article 5 du protocole ARTT indique 1 554 heures travaillées (protocole adopté par délibération du conseil communautaire du 25 janvier 2001). Or, la durée annuelle

---

légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures. La correction de cette irrégularité devrait intervenir dans le cadre général de l’adoption d’un nouveau protocole applicable à l’ensemble des agents de la collectivité projetée par l’ordonnateur.

5.8.2.2 L’enseignement de la natation contre rémunération

En dehors du temps de travail, les titulaires des diplômes requis pour l’enseignement de la natation (exigence prévue à l’article L. 212-1 du code du sport pour enseigner la natation contre rémunération) peuvent prétendre à un cumul de leur emploi public avec une activité privée lucrative dans le respect des dispositions relatives au cumul des activités privées et publiques.30

Le bénéfice de cette dérogation est soumis à l’autorisation préalable de l’administration dont relève ce fonctionnaire et, dans tous les cas, l’administration peut demander à l’intéressé de mettre fin à une activité privée exercée en sus de l’emploi principal, si elle porte atteinte au bon fonctionnement du service.

La CCC est exclue de la possibilité de recevoir le cours de natation à titre privé sur les deux équipements.

5.9 Le coût du service rendu et son financement

Les dépenses d’investissement ont été étudiées supra.

La chambre a examiné les éléments financiers de la gestion de l’espace Dauphins assurée par la commune de Châteaubriant, même si ces derniers portaient sur la période 2011 à 2015.

5.9.1 Le résultat d’exploitation

L’exploitation est largement déficitaire entre 2011 et 2015.

| Tableau n° 13 : Evolution du résultat entre 2011 et 2015 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Espace Dauphins | 2011      | 2012      | 2013      | 2014      | 2015      |
| En euros        |           |           |           |           |           |
| Recettes d’exploitation | 231 405,39 | 218 253,57 | 218 310,31 | 248 154,68 | 239 298,88 |
| Charges d’exploitation | 587 346,06 | 625 253,33 | 624 477,17 | 628 114,93 | 633 206,33 |
| Solde           | - 355 940,67 | - 406 999,76 | - 406 166,86 | - 379 960,25 | - 402 907,45 |

Source : comptes administratifs.

L'exercice 2016, avec la mise en service du nouvel équipement, constate un accroissement du déficit.

Tableau n° 14 : Déficit 2016

<table>
<thead>
<tr>
<th>En euros</th>
<th>Total en 2016</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Recettes d'exploitation</td>
<td>422 793</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges d'exploitation</td>
<td>1 213 149</td>
</tr>
<tr>
<td>Solde</td>
<td>- 790 356</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CCC*

Les dépenses liées à la fonction 413 (retraçant l'activité piscine) des comptes administratifs ne sont pas exhaustives, dans la mesure où toutes les charges indirectes (assurances, quote-part salariale des services supports) ne sont pas ventilées par fonction et que les amortissements ne sont pas non plus pris en compte dans les charges de l'espace Dauphins. Sur ce point, la CCC ne prévoit pas de prendre en compte les charges indirectes dans le calcul du résultat d'exploitation des équipements.

### 5.9.2 Les recettes d'exploitation

Les droits d'entrée payés par les usagers de la piscine ou du centre aquatique constituent, en règle générale, la principale recette d'exploitation (accès aux bains et aux activités aquatiques).


En 2015, les recettes sont composées à près de 50 % par les produits de la tarification, et pour plus de 40 % de participation régionale et départementale.

Tableau n° 15 : Détail des recettes d'exploitation

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>6419 rémunération sur rémunération</td>
<td>24 703,18</td>
<td>475,07</td>
<td>11 324,31</td>
<td>4 155,96</td>
<td>-</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>6459 rémunération sur charges de séjour</td>
<td>173,58</td>
<td>576,90</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>70631 redevance à caractère sportif (recettes tarifaires)</td>
<td>118 758,85</td>
<td>141 222,10</td>
<td>145 166,15</td>
<td>151 733,15</td>
<td>113 536,80</td>
<td>359 049</td>
</tr>
<tr>
<td>70846 mise à dispo personnel</td>
<td>5 368,20</td>
<td>16 783,36</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>7472 participation Région</td>
<td>17 287,36</td>
<td>14 348,40</td>
<td>13 368,16</td>
<td>13 159,44</td>
<td>19 453,86</td>
<td>14 463,90</td>
</tr>
<tr>
<td>7473 participation Département</td>
<td>70 656,00</td>
<td>62 208,00</td>
<td>59 776,00</td>
<td>66 496,00</td>
<td>75 712,00</td>
<td>49 280,00</td>
</tr>
<tr>
<td>total des recettes</td>
<td>231 405,39</td>
<td>218 253,57</td>
<td>218 310,31</td>
<td>248 154,08</td>
<td>230 298,88</td>
<td>422 793,89</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CCC*
5.9.2.1 Les recettes liées à la politique tarifaire

La chambre a constaté des incohérences entre les éléments transmis au cours de l'instruction, et les éléments du compte administratif. Le tableau ci-après reprend les recettes tarifaires, mais la collectivité n'a pas été en mesure de fournir le détail des recettes par type d'entrée.

Tableau n° 16 : Détail des recettes tarifaires

<table>
<thead>
<tr>
<th>Montant en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>recettes des entrées individuelles</td>
<td>37 758,32</td>
<td>81 956,18</td>
<td>82 416,20</td>
<td>69 925,91</td>
<td>57 316,80</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarif plein</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarif réduit enfant -8 ans</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarif réduit (jeunes - 18 ans, étudiant, social, famille nombreuse)</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
</tr>
<tr>
<td>dont tarif activités</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
</tr>
<tr>
<td>dont cours de notation</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
<td>Non ventilé</td>
</tr>
<tr>
<td>recettes des entrées collectives</td>
<td>168 943,89</td>
<td>136 722,32</td>
<td>135 894,11</td>
<td>161 462,68</td>
<td>151 425,86</td>
</tr>
<tr>
<td>dont associations</td>
<td>87 943,36</td>
<td>76 556,40</td>
<td>73 144,16</td>
<td>76 255,44</td>
<td>95 205,86</td>
</tr>
<tr>
<td>dont écoles primaires</td>
<td>80 324,13</td>
<td>59 614,07</td>
<td>62 327,95</td>
<td>80 841,24</td>
<td>55 772,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont collèges</td>
<td>676,40</td>
<td>551,85</td>
<td>512,00</td>
<td>966,00</td>
<td>448,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont lycées</td>
<td>676,40</td>
<td>551,85</td>
<td>512,00</td>
<td>966,00</td>
<td>448,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont animation municipale – cours collectifs</td>
<td>676,40</td>
<td>551,85</td>
<td>512,00</td>
<td>966,00</td>
<td>448,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont centre de loisirs</td>
<td>676,40</td>
<td>551,85</td>
<td>512,00</td>
<td>966,00</td>
<td>448,00</td>
</tr>
<tr>
<td>total</td>
<td>206 702,21</td>
<td>217 778,50</td>
<td>218 310,31</td>
<td>231 388,59</td>
<td>208 742,66</td>
</tr>
<tr>
<td>autres recettes</td>
<td>118 758,85</td>
<td>141 222,10</td>
<td>145 166,15</td>
<td>151 733,15</td>
<td>113 536,80</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CCC


5.9.2.2 La fixation des tarifs

La politique tarifaire a été fixée par la décision du bureau communautaire n° 2016-09 du 25 février 2016. Or, la fixation des tarifs ne peut faire l’objet d’une délégation au bureau, au sens de l’article L. 5211-10 du CGCT : « le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d’une partie des attributions de l’organe délibérant à l’exception...du vote du budget, de l’institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ». Aussi, la décision du bureau était juridiquement fragile. La CCC a d’ores et déjà acté cette observation. En effet, de nouvelles définitions des délégations au bureau ont été adoptées le 5 janvier 2017 et le conseil communautaire a délibéré sur les tarifs le 24 janvier 2017.
5.9.2.3 Les tarifs et le reste à charge pour la collectivité

A l’ouverture d’Aquachoisel, la CCC a augmenté des tarifs\textsuperscript{31} et mis en place une tarification unique et une carte « multi-bains » pour accéder aux deux équipements. Cette option est justifiée par la CCC par la complémentarité entre l’offre de services des deux équipements.

Au-delà de l’âge de l’équipement, l’espace Dauphins propose une offre de service avec un bassin olympique de 50 mètres couvert, très recherché car de plus en plus rare. Par ailleurs, les charges inhérentes aux deux équipements sont équivalentes. Ainsi, les moyens humains à déployer pour la surveillance ou pour l’accueil sur un créneau public, sont sensiblement les mêmes pour les deux équipements.

En 2015, les recettes issues des tarifs ne couvrent que 18 % des charges de l’espace Dauphins, ce qui représente un reste à charge de 82 % pour la collectivité. Avec l’ouverture d’Aquachoisel en juillet 2016, les recettes tarifaires ont augmenté et le reste à charge s’établit alors à 70,62 %\textsuperscript{32}.

5.9.2.4 La gratuité pour les écoles élémentaires et pour des cas très précis

Le principe de la gratuité d’accès et d’enseignement de la natation pour les élèves de toutes les classes élémentaires du territoire communautaire a été adopté. Le transport est, lui aussi, intégralement pris en charge par la CCC pour ces mêmes classes élémentaires. La CCC a reconnu la gratuité pour des cas très précis : pour les enfants de moins de trois ans, le BNSSA, les entrainements des pompiers, et les passages de test pour des examens.

5.9.2.5 Le lien entre recettes et modalités de fonctionnement de l’équipement : le tarif théorique d’équilibre

La jurisprudence du Conseil d’État impose de connaître, avec suffisamment de précision, le coût du service\textsuperscript{33}.

La CCC ne pouvant avoir connaissance de son coût de fonctionnement pour 2016, le calcul a été réalisé à partir des données financières de la commune, qui assurait la gestion de l’espace Dauphins avant 2016. La participation demandée aux usagers n’était pas supérieure au coût de la prestation pour la commune.

Ainsi, le tableau ci-après montre que chaque entrée a coûté, au cours de la période 2011-2015, entre 3,99 € et 4,62 € à la commune. En d’autres termes, pour permettre un équilibre théorique d’exploitation (avec les seules recettes d’exploitation), le tarif d’entrée aurait dû être majoré à due concurrence.

\textsuperscript{31} Annexe 20.
\textsuperscript{32} Annexe 21.
\textsuperscript{33} CE 2007, Syndicat national de chirurgie : l’obligation de fixer un tarif « selon des critères objectifs et rationnels » conjuguée avec la jurisprudence de l’arrêt Giloma qui précise que la participation demandée à l’usager ne peut être supérieure au coût de la prestation fournie par la collectivité.
### Tableau n° 17 : Evolution du coût unitaire par entrée

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Ouverture des équipements</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>nb de jours d'ouverture dans l'année</td>
<td>300</td>
<td>320</td>
<td>320</td>
<td>320</td>
<td>320</td>
<td>7 %</td>
</tr>
<tr>
<td>nb d'heures d'ouverture dans l'année</td>
<td>2 667</td>
<td>2 862</td>
<td>2 862</td>
<td>2 862</td>
<td>2 862</td>
<td>7 %</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fréquentation</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>nb d'entrées individuelles</td>
<td>82 414</td>
<td>95 129</td>
<td>90 415</td>
<td>95 243</td>
<td>87 208</td>
<td>6 %</td>
</tr>
<tr>
<td>nb d'entrées collectives</td>
<td>22 317</td>
<td>29 165</td>
<td>28 878</td>
<td>29 844</td>
<td>27 095</td>
<td>21 %</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Éléments financiers</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges directes de l'équipement (exploitation) (1)</td>
<td>587 346,06</td>
<td>625 253,33</td>
<td>624 477,17</td>
<td>628 114,93</td>
<td>633 206,33</td>
<td>8 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges indirectes de l'équipement (2)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes d'exploitation (entrées individuelles, associations, écoles primaires, collèges, distributeurs automatiques, emplois d’avenir) (3)</td>
<td>231 405,39</td>
<td>218 253,57</td>
<td>218 310,31</td>
<td>248 154,68</td>
<td>230 298,88</td>
<td>0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Solde (3)-(2)-(1)</td>
<td>-355 941 €</td>
<td>-407 000 €</td>
<td>-406 167 €</td>
<td>-379 960 €</td>
<td>-402 907 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Delta à financer par la collectivité par entrée (déficit/nombre total d'entrées)</td>
<td>-4,32 €</td>
<td>-4,28 €</td>
<td>-4,49 €</td>
<td>-3,99 €</td>
<td>-4,62 €</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC*

#### 5.9.3 Les charges d’exploitation

Les charges de personnel passent de 434 064 € en 2011 à 420 274 € en 2015, en diminution de 3 %. Le poids de ces charges dans les dépenses de fonctionnement oscille entre 66 à 74 % sur la période 2011/2015. En 2016, la CCC indique un montant de 625 240 € avec la gestion des deux équipements.


Sans prendre en compte, les charges indirectes, le total des charges en 2015, pour un seul équipement s’élevaient à 633 206 €, et passent à 1 213 149 € en 2016 pour les deux piscines.

La CCC a précisé qu’elle n’était pas en mesure de détailler les charges par équipement en raison de la mutualisation de plusieurs dépenses.
Tableau n° 18 : Evolution et nature des charges courantes

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Charges de personnel (012)</td>
<td>434 064,19</td>
<td>413 643,01</td>
<td>413 788,26</td>
<td>418 274,91</td>
<td>420 896,85</td>
<td>625 255,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges à caractère général (011)</td>
<td>155 003,67</td>
<td>211 407,82</td>
<td>210 484,78</td>
<td>209 502,89</td>
<td>211 957,20</td>
<td>586 339,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont eau (compte 60611)</td>
<td>37 496,42</td>
<td>32 600,00</td>
<td>28 622,85</td>
<td>30 123,56</td>
<td>29 787,50</td>
<td>53 931,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont énergie et électricité (compte 61612+61613)</td>
<td>76 937,76</td>
<td>140 782,97</td>
<td>140 863,78</td>
<td>145 725,21</td>
<td>145 013,58</td>
<td>266 517,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont produits de traitement (compte 60631)</td>
<td>4 661,25</td>
<td>6 646,27</td>
<td>5 558,25</td>
<td>8 000,54</td>
<td>6 917,03</td>
<td>7 937,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont entretien (compte 61558)</td>
<td>2 244,46</td>
<td>561,92</td>
<td>2 964,71</td>
<td>2 849,24</td>
<td>5 278,12</td>
<td>1 421,00</td>
</tr>
<tr>
<td>dont maintenance (comptes 611+6156+6183)</td>
<td>9 030,67</td>
<td>7 723,02</td>
<td>7 937,71</td>
<td>6 717,33</td>
<td>6 582,74</td>
<td>92 865,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 555,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total des charges directes</td>
<td>587 346,06</td>
<td>625 253,33</td>
<td>624 477,17</td>
<td>628 114,93</td>
<td>633 206,33</td>
<td>1 213 149,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total des charges indirectes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>587 346,06</td>
<td>625 253,33</td>
<td>624 477,17</td>
<td>628 114,93</td>
<td>633 206,33</td>
<td>1 213 149,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CCC

5.9.4 Les amortissements des piscines

L’article R. 2321-1 du CGCT dispose que : « constituent des dépenses obligatoires pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants les dotations aux amortissements des immobilisations suivantes : 2° Les biens immeubles productifs de revenus, ... et non affectés directement ou indirectement à l’usage du public ou à un service public administratif ; ... ». 

Par conséquent, dans la mesure où cet équipement est directement affecté à l’usage du public et, au surplus, le siège d’un service public administratif, la chambre estime que les amortissements ne sont, juridiquement, pas obligatoires. En revanche, son obsolescence peut être connue et programmée. Quant aux nouvelles normes de sécurité et d’hygiène, elles sont à l’origine de dépenses d’entretien voire d’amélioration.

Compte tenu de ces spécificités, la chambre estime que, dans une optique de bonne gestion, la commune pourrait provisionner pour gros entretien et grosses réparations et amortir pour les travaux d’amélioration.
ANNEXES

Annexe n° 1. Schéma de mutualisation ................................................................. 43
Annexe n° 2. Les masses financières du budget .................................................... 45
Annexe n° 3. La formation de l'auto-financement ................................................ 46
Annexe n° 4. Les contributions directes ............................................................. 47
Annexe n° 5. Lesversements de la CCC aux communes .................................... 48
Annexe n° 6. Le taux de reversement aux communes des différentes CC ................ 49
Annexe n° 7. Les taux votés par la CCC ............................................................. 50
Annexe n° 8. Comparaison des taux avec les autres intercommunalités ............... 51
Annexe n° 9. Les ressources institutionnelles ..................................................... 52
Annexe n° 10. Dotation générale de fonctionnement par habitant ....................... 53
Annexe n° 11. Les ressources d'exploitation ...................................................... 54
Annexe n° 12. Les charges de gestion .............................................................. 55
Annexe n° 13. Les dépenses de personnel ......................................................... 56
Annexe n° 14. Les charges à caractère général .................................................. 57
Annexe n° 15. Les autres charges de gestion ..................................................... 58
Annexe n° 16. Le financement de l'investissement ............................................. 59
Annexe n° 17. Le fonds de roulement ............................................................... 60
Annexe n° 18. La dette .................................................................................. 61
Annexe n° 19. La prospective financière ........................................................... 62
Annexe n° 20. Les tarifs 2015 (avant transfert) et 2016 ...................................... 63
Annexe n° 21. Le reste à charge pour la collectivité ........................................... 65
Annexe n° 22. Fiche synthétique (renseignements transmis par la commune et la communauté de communes de Châteaubriant) ......................... 66
Annexe n° 1. Schéma de mutualisation

[...] « Il a été établi à partir du diagnostic et des attentes, faiblesses, opportunités et menaces formulées par les techniciens et élus des communes. Il s'attache à décliner de façon pluriannuelle des mutualisations. Chaque commune conserve toute latitude pour intégrer ou non, au moment où elle le souhaite, les dispositifs programmés dans ce plan d'actions. Ce schéma de mutualisation accorde ainsi une place essentielle aux communes pour la réussite de sa mise en application.

Les actions retenues sont :

- La planification et modalités d'organisation des groupements de commandes
- L'organisation d'un service de veille de la commande publique
- Le développement des missions mutualisées des cadres intercommunaux

En 2014, la création du poste de Directeur de la commande publique et des affaires juridiques au sein des services de la Communauté de Communes intègre pour la première fois dans la fiche des missions, une dimension de conseil et d'accompagnement aux Communes de l'intercommunalité. La création du poste de Directeur Général des Services techniques en 2015 s'adossait à cette même dynamique en confiant à l'intéressé une mission d'ingénierie technique auprès des 19 Communes de l'intercommunalité. Le plan d'actions 2014-2020 prévoit la poursuite de cette démarche en intégrant progressivement une dimension intercommunale aux profils de poste des cadres des services intercommunaux. Cette modification des profils fera l'objet d'une définition précise des missions qui sera ensuite communiquée auprès de chaque Commune. Elle induit notamment en ce qui concerne les Ressources Humaines, l'élaboration et la mise en œuvre à l'échéance 2018 d'un règlement unique et d'un plan de formation des agents partagés entre les Communes, la Ville centre et la Communauté de Communes.

- La formalisation de conventions de mises à disposition de services, de prestations de services ou de prêt de matériel entre collectivités.

- L'organisation de prestations de services entre Communes pour les ex-missions ATESAT

Depuis janvier 2015, les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ont cessé d'assurer pour le compte des Communes la mission ATESAT (Assistance Technique fournie et mise en place par l'État par la loi du 11 décembre 2001 pour des raisons de Sollicitude et d'Aménagement du Territoire) qui consistait en une mission de conseil et d'ingénierie aux collectivités. L'arrêt de cette mission met en difficulté dans l'exercice de leurs missions, les Communes ne disposant pas des compétences requises dans leurs effectifs, principalement sur les opérations liées aux :

- autorisations et permissions de voirie,

- planifications et mises en œuvre des plans d'aménagement de la voirie communale et de la réalisation des enduits d'usure.

Cette organisation serait préfigurée et animée par le Directeur Général des Services Techniques de la Communauté de Communes, puis mise en œuvre en s'appuyant sur des modèles de conventions entre les Communes dont dépendront les services compétents, et les Communes bénéficiaires de leurs prestations.

Il est prévu dans le présent schéma de mutualisation que cette action soit réalisée prioritairement dès 2016 afin de répondre à l'urgence des besoins exprimés par certaines communes.
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un schéma de prestations ou de mises à disposition de services administratifs en réseau
- La création d'un service commun pour la gestion de la paye et de la comptabilité.
Annexe n° 2. Les masses financières du budget

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépenses totales de fonctionnement (en €)</th>
<th>Présentation générale du budget 2015 - annexe C3.5 du CA</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Budget principal</td>
<td>14 082 711,64</td>
</tr>
<tr>
<td>Budget annexe immobillier d'entreprise</td>
<td>446 756,66</td>
</tr>
<tr>
<td>Budget annexe tourisme</td>
<td>281 091,12</td>
</tr>
<tr>
<td>Budget annexe SICTOM</td>
<td>3 203 057,24</td>
</tr>
<tr>
<td>Budget annexe SPANC</td>
<td>61 903,34</td>
</tr>
<tr>
<td>Budget annexe zone d'activité économique</td>
<td>459 481,36</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>18 535 001,36</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CRC à partir des comptes administratifs
**Annexe n° 3. La formation de l’autofinancement**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ressources fiscales propres (nettes des subventions)</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Pourcentage moyen</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Ressources d'exploitation</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits &quot;flexibles&quot;</td>
<td>1 421 840</td>
<td>1 612 694</td>
<td>1 886 521</td>
<td>2 654 366</td>
<td>2 483 704</td>
<td>17,1%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Ressources institutionnelles (cotisations et participations)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits &quot;rigides&quot; (b)</td>
<td>764 091</td>
<td>2 985 486</td>
<td>3 339 858</td>
<td>4 895 582</td>
<td>3 985 918</td>
<td>10,2%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fiscalité recuev par l'Etat et l'Etat</strong></td>
<td>5 211 285</td>
<td>5 137 087</td>
<td>5 651 055</td>
<td>5 037 712</td>
<td>5 113 006</td>
<td>-0,3%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Produits &quot;rigides&quot; (b)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits &quot;rigides&quot; (b)</td>
<td>6 469 939</td>
<td>6 372 215</td>
<td>6 324 755</td>
<td>6 489 988</td>
<td>6 641 687</td>
<td>6,9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Production immobliée, travaux en règle (c)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges de gestion</td>
<td>9 651 019</td>
<td>9 275 622</td>
<td>9 706 613</td>
<td>10 503 489</td>
<td>10 547 604</td>
<td>3,9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges à caractère général</td>
<td>1 816 458</td>
<td>1 908 235</td>
<td>2 152 971</td>
<td>2 385 527</td>
<td>2 129 446</td>
<td>3,9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges de personnel</td>
<td>4 261 261</td>
<td>4 551 803</td>
<td>4 643 004</td>
<td>4 904 292</td>
<td>4 937 791</td>
<td>3,8%</td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions de fonctionnement</td>
<td>208 813</td>
<td>264 457</td>
<td>632 292</td>
<td>703 485</td>
<td>713 335</td>
<td>30,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres charges de gestion</td>
<td>349 281</td>
<td>334 543</td>
<td>209 878</td>
<td>629 080</td>
<td>376 085</td>
<td>1,9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges de gestion</td>
<td>6 635 813</td>
<td>7 169 189</td>
<td>7 825 146</td>
<td>8 524 692</td>
<td>8 148 441</td>
<td>4,3%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Excédent brut de fonctionnement (A-B)</strong></td>
<td>2 415 204</td>
<td>2 115 802</td>
<td>1 881 467</td>
<td>2 059 391</td>
<td>2 319 166</td>
<td>-0,2%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Excédent brut de fonctionnement en % des produits de gestion**

| **Excédent brut de fonctionnement en % des produits de gestion** | 26,7% | 22,6% | 19,4% | 19,3% | 22,7% |                  |

**Résultat financer (éch éch) seulement**

| Résultat financer (éch éch) seulement | -124 205 | -162 023 | -59 911 | -105 813 | -164 283 | 7,2%             |

**Subventions exceptionnelles versées aux services publics industriels et commerciaux**

| Subventions exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | N.C. |

**Séance des opérations d'aménagements de terrains (ou)**

| Séance des opérations d'aménagements de terrains (ou) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | N.C. |

**Autres produits et charges extra-régul**

| Autres produits et charges extra-régul | -17 175 | -22 029 | -25 340 | -105 204 | -64 280 | 33,3% |

| CAF brute | 2 737 025 | 2 607 591 | 1 702 079 | 1 840 360 | 2 180 595 | -1,0% |

**Excédent brut de fonctionnement en % des produits de gestion**

| Excédent brut de fonctionnement en % des produits de gestion | 22,7% | 21,6% | 18,2% | 17,3% | 20,7% |                  |

*Source : CRC*
Annexe n° 4. Les contributions directes

<table>
<thead>
<tr>
<th>en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Var. annuels en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Impôts locaux nets des restitutions</td>
<td>1 421 840</td>
<td>1 652 934</td>
<td>1 925 621</td>
<td>2 682 591</td>
<td>2 419 778</td>
<td>14,2%</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Taxes sur activités de services et domaniaux</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>81 715</td>
<td>73 926</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Taxes sur activités industrielles</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Taxes liées à l'environnement et à l'urbanisation</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Autres taxes dont droits de mutation à titre onéreux, (MDM)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>= Ressources fiscales propres (nettes des restitutions)</td>
<td>1 421 840</td>
<td>1 652 934</td>
<td>1 925 621</td>
<td>2 682 591</td>
<td>2 419 778</td>
<td>15,1%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Var. annuels en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Impôts locaux</td>
<td>6 765 982</td>
<td>6 956 460</td>
<td>7 335 589</td>
<td>7 603 438</td>
<td>7 668 150</td>
<td>3,2%</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Restitutions et reversements sur impôts locaux (hors péréquation)</td>
<td>5 343 762</td>
<td>5 343 762</td>
<td>5 339 906</td>
<td>5 249 935</td>
<td>5 247 302</td>
<td>-0,5%</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Impôts locaux nets des restitutions</td>
<td>1 421 840</td>
<td>1 652 934</td>
<td>1 925 621</td>
<td>2 682 591</td>
<td>2 419 778</td>
<td>14,2%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Note : à partir de 2012 :

| Taxes foncières et d’habitation | 0 | 4 544 571 | 4 762 287 | 5 091 270 | 5 161 843 | N.C. |
| + Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) | 0 | 1 604 542 | 1 607 783 | 1 741 013 | 1 727 157 | N.C. |
| + Taxe sur les surfaces commerçantes (Tscm) | 0 | 320 310 | 443 393 | 448 762 | 448 396 | N.C. |
| = Impôts locaux (CFE) | 0 | 4 865 141 | 5 252 951 | 5 538 095 | 5 549 283 | N.C. |
| + Autres impôts locaux ou assimilés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | N.C. |

*Source : CRC*
Annexe n° 5. Les reversements de la CCC aux communes

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>SD 73921 attribution de compensation</td>
<td>5 291 929</td>
<td>5 294 997</td>
<td>5 294 996</td>
<td>5 107 547</td>
<td>5 130 236</td>
<td>4 569 000</td>
</tr>
<tr>
<td>SD 73922 dotation de solidarité communautaire</td>
<td>51 813</td>
<td>48 709</td>
<td>44 972</td>
<td>133 288</td>
<td>117 146</td>
<td>142 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source: compte administratif, chapitre 014.*
Annexe n° 6. Le taux de reversement aux communes des différentes CC

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année 2015</th>
<th>CCC</th>
<th>A</th>
<th>B</th>
<th>C</th>
<th>D</th>
<th>E</th>
<th>F</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>population</td>
<td>33 067</td>
<td>29 991</td>
<td>38 069</td>
<td>30 485</td>
<td>25 109</td>
<td>30 354</td>
<td>29 362</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte 731+FNGIR (1) en €</td>
<td>8 784 981</td>
<td>9 796 641</td>
<td>8 325 499</td>
<td>8 906 615</td>
<td>6 387 932</td>
<td>11 366 103</td>
<td>13 040 301</td>
</tr>
<tr>
<td>Revenuement aux communes (2) en €</td>
<td>5 247 382</td>
<td>1 649 409</td>
<td>3 758 475</td>
<td>4 434 812</td>
<td>2 718 000</td>
<td>6 983 984</td>
<td>11 748 874</td>
</tr>
<tr>
<td>Ressources fiscales nettes de restitutions (o/731) en €</td>
<td>2 419 778</td>
<td>8 201 701</td>
<td>4 131 425</td>
<td>3 379 511</td>
<td>3 099 185</td>
<td>2 770 857</td>
<td>2 117 098</td>
</tr>
<tr>
<td>Ressources fiscales reversées /perçues par la CC (2)/(1)</td>
<td>60 %</td>
<td>17 %</td>
<td>43 %</td>
<td>50 %</td>
<td>43 %</td>
<td>61 %</td>
<td>55 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC*
Annexe n° 7. Les taux votés par la CCC

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Taxe d’habitation</th>
<th>Foncier bâti</th>
<th>Foncier non bâti 1</th>
<th>Foncier non bâti 2 (taxe additionnelle)</th>
<th>Contribution foncière des entreprises (CFE.)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2010</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>(22,67 %)*</td>
</tr>
<tr>
<td>2011</td>
<td>7,85 %</td>
<td>0,18 %</td>
<td>2,58 %</td>
<td>23,04 %</td>
<td>22,67 %</td>
</tr>
<tr>
<td>2012</td>
<td>8,01 %</td>
<td>0,19 %</td>
<td>2,63 %</td>
<td>23,04 %</td>
<td>22,72 %</td>
</tr>
<tr>
<td>2013</td>
<td>8,17 %</td>
<td>0,19 %</td>
<td>2,68 %</td>
<td>23,04 %</td>
<td>22,74 %</td>
</tr>
<tr>
<td>2014</td>
<td>8,33 %</td>
<td>0,20 %</td>
<td>2,73 %</td>
<td>23,04 %</td>
<td>22,83 %</td>
</tr>
<tr>
<td>2015</td>
<td>8,50 %</td>
<td>0,20 %</td>
<td>2,78 %</td>
<td>23,04 %</td>
<td>22,83 %</td>
</tr>
<tr>
<td>2016</td>
<td>8,76 %</td>
<td>0,207 %</td>
<td>2,86 %</td>
<td></td>
<td>23,33 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : Fiche Alizé*
Annexe n° 8. Comparaison des taux avec les autres intercommunalités

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>A</th>
<th>CC Castelbriantais</th>
<th>B</th>
<th>C</th>
<th>D</th>
<th>E</th>
<th>F</th>
<th>G</th>
<th>Moyenne</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2012</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>-population (nombre d'habitants)-</td>
<td>30 562</td>
<td>34 046</td>
<td>37 124</td>
<td>32 193</td>
<td>25 263</td>
<td>29 688</td>
<td>29 953</td>
<td>35 723</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>-Nombre de communes membres-</td>
<td>24</td>
<td>19</td>
<td>12</td>
<td>20</td>
<td>11</td>
<td>19</td>
<td>16</td>
<td>9</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Taux TH</td>
<td>13,61</td>
<td>8,01</td>
<td>7,72</td>
<td>10,06</td>
<td>10,13</td>
<td>11,02</td>
<td>13,78</td>
<td>7,81</td>
<td>10,27</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux TFB</td>
<td>4,35</td>
<td>0,19</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0,03</td>
<td>0</td>
<td>5,67</td>
<td>0</td>
<td>1,28</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux TFNB 1</td>
<td>9,72</td>
<td>2,63</td>
<td>2,11</td>
<td>2,33</td>
<td>1,83</td>
<td>1,87</td>
<td>11,32</td>
<td>2,65</td>
<td>4,31</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux TFNB 2</td>
<td>34,43</td>
<td>23,04</td>
<td>23,04</td>
<td>29,1</td>
<td>27,43</td>
<td>34,43</td>
<td>27,48</td>
<td>23,04</td>
<td>27,75</td>
</tr>
<tr>
<td>CFE</td>
<td>24,05</td>
<td>22,72</td>
<td>23,79</td>
<td>24,67</td>
<td>24,55</td>
<td>25,42</td>
<td>25,42</td>
<td>23,99</td>
<td>24,33</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC*
Annexe n° 9. Les ressources institutionnelles

<table>
<thead>
<tr>
<th>CRÉ</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Sursis annuel moyenne</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dotation Globale de Fonctionnement</td>
<td>3 244 364</td>
<td>3 276 166</td>
<td>3 264 436</td>
<td>3 669 585</td>
<td>2 758 491</td>
<td>-4,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation forfaitaire</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation d’aménagement</td>
<td>3 244 364</td>
<td>3 276 166</td>
<td>3 264 436</td>
<td>3 669 585</td>
<td>2 758 491</td>
<td>-4,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres donations</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation générale de décentralisation</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Participations</td>
<td>515 732</td>
<td>544 589</td>
<td>237 500</td>
<td>555 450</td>
<td>948 524</td>
<td>16,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation État</td>
<td>400</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>60 515</td>
<td>164 474</td>
<td>-228,8%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation régions</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>11 794</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation départements</td>
<td>63 655</td>
<td>69 472</td>
<td>55 293</td>
<td>52 616</td>
<td>53 654</td>
<td>-3,9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation communes</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>72 093</td>
<td>162 998</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation groupements</td>
<td>53 756</td>
<td>42 344</td>
<td>60 518</td>
<td>40 216</td>
<td>53 654</td>
<td>0,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation fonds européens</td>
<td>45 293</td>
<td>0</td>
<td>20 120</td>
<td>0</td>
<td>3 590</td>
<td>139 379</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation autres</td>
<td>357 729</td>
<td>320 256</td>
<td>106 525</td>
<td>328 127</td>
<td>354 833</td>
<td>0,2%</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres attributions et participations</td>
<td>1 451 189</td>
<td>1 352 292</td>
<td>1 669 340</td>
<td>1 402 077</td>
<td>1 405 290</td>
<td>-0,9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation compensation et prétention</td>
<td>1 009 097</td>
<td>910 339</td>
<td>845 203</td>
<td>979 742</td>
<td>834 576</td>
<td>-4,7%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation autres</td>
<td>441 302</td>
<td>441 953</td>
<td>764 022</td>
<td>522 327</td>
<td>571 646</td>
<td>6,7%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

= Ressources institutionnelles (distributions et participations) | 5 211 265 | 5 132 667 | 5 651 055 | 5 632 712 | 5 113 005 | -0,9% |

Source : CRC
Annexe n° 10. Dotation générale de fonctionnement par habitant

<table>
<thead>
<tr>
<th>CC</th>
<th>population</th>
<th>c/7412 DGF (en €)</th>
<th>DGF / pop (en €)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A CC Castelbriantais</td>
<td>29 991</td>
<td>3 028 171</td>
<td>101</td>
</tr>
<tr>
<td>B</td>
<td>33 067</td>
<td>2 758 691</td>
<td>83</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>38 069</td>
<td>2 300 683</td>
<td>60</td>
</tr>
<tr>
<td>D</td>
<td>30 485</td>
<td>2 517 472</td>
<td>83</td>
</tr>
<tr>
<td>E</td>
<td>35 723</td>
<td>1 687 628</td>
<td>47</td>
</tr>
<tr>
<td>F</td>
<td>25 109</td>
<td>1 949 738</td>
<td>78</td>
</tr>
<tr>
<td>G</td>
<td>30 354</td>
<td>2 481 930</td>
<td>82</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>29 362</td>
<td>3 326 144</td>
<td>113</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC*
## Annexe n° 11. Les ressources d’exploitation

<table>
<thead>
<tr>
<th>en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Taxe annuelle</th>
<th>moyenne</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ventes de marchandises et de produits frais autres que les terrains aménagés</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Domaine et récoltes</td>
<td>231 221</td>
<td>235 144</td>
<td>264 729</td>
<td>292 544</td>
<td>333 757</td>
<td>9,5%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Travaux, études et prestations de services</td>
<td>550 594</td>
<td>578 302</td>
<td>566 541</td>
<td>601 692</td>
<td>616 620</td>
<td>2,9%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Mise à disposition du personnel facturé</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>207 636</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Remboursement de frais</td>
<td>222 823</td>
<td>241 457</td>
<td>265 531</td>
<td>206 493</td>
<td>30 477</td>
<td>-35,1%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Ventes diverses, produits des services et du domaine et remboursements de frais (a)</td>
<td>1 004 647</td>
<td>1 465 563</td>
<td>1 606 894</td>
<td>1 199 483</td>
<td>1 197 091</td>
<td>4,5%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Revenus locatifs et redonnes (hors délégation de service public)</td>
<td>198 493</td>
<td>215 429</td>
<td>220 237</td>
<td>233 105</td>
<td>195 323</td>
<td>-0,4%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Solid des flux avec les budgets annexes à caractère administratif</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Excédents et redevances sur services publics industriels et commerciaux (SRIC)</td>
<td>19 200</td>
<td>19 200</td>
<td>19 200</td>
<td>17 600</td>
<td>16 200</td>
<td>-0,9%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Autres produits de gestion courante (b)</td>
<td>217 683</td>
<td>234 628</td>
<td>239 437</td>
<td>260 706</td>
<td>214 823</td>
<td>-0,4%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Production stockée hors terrains aménagés (c)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Ressources d’exploitation (a+b+c)</td>
<td>1 222 324</td>
<td>1 290 532</td>
<td>1 336 237</td>
<td>1 441 195</td>
<td>1 412 214</td>
<td>3,7%</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : CRC*
Annexe n° 12. Les charges de gestion

| en € | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Moyenne
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Charges à caractère général</td>
<td>1 216 458</td>
<td>1 949 295</td>
<td>2 152 971</td>
<td>2 288 227</td>
<td>2 128 440</td>
<td>2 121 440</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Charges de personnel</td>
<td>4 261 261</td>
<td>4 551 683</td>
<td>4 643 004</td>
<td>4 804 292</td>
<td>4 877 781</td>
<td>4 877 781</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Subventions de fonctionnement</td>
<td>208 813</td>
<td>304 457</td>
<td>638 292</td>
<td>703 455</td>
<td>715 285</td>
<td>715 285</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Autres charges de gestion</td>
<td>349 281</td>
<td>334 543</td>
<td>369 678</td>
<td>638 988</td>
<td>376 895</td>
<td>376 895</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Charges d'intérêt et pertes de change</td>
<td>124 220</td>
<td>107 002</td>
<td>93 001</td>
<td>105 013</td>
<td>154 283</td>
<td>154 283</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Charges courantes</td>
<td>6 760 919</td>
<td>7 267 021</td>
<td>7 919 107</td>
<td>8 029 005</td>
<td>8 212 724</td>
<td>8 212 724</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges de personnel / charges courantes</td>
<td>63,0%</td>
<td>63,6%</td>
<td>58,6%</td>
<td>55,7%</td>
<td>59,4%</td>
<td>59,4%</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérêts et pertes de change / charges courantes</td>
<td>1,6%</td>
<td>1,5%</td>
<td>1,2%</td>
<td>1,2%</td>
<td>2,0%</td>
<td>2,0%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CRC
Annexe n° 13. Les dépenses de personnel

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Rémunération principale</td>
<td>1 577 267</td>
<td>1 555 789</td>
<td>1 699 067</td>
<td>1 807 006</td>
<td>2 047 335</td>
<td>6.7%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Régime indemnitaire voté par l'assemblée</td>
<td>235 751</td>
<td>248 111</td>
<td>277 007</td>
<td>301 392</td>
<td>344 325</td>
<td>7.5%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Autres indemnités</td>
<td>49 872</td>
<td>44 111</td>
<td>45 856</td>
<td>57 256</td>
<td>64 225</td>
<td>6.0%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Rémunérations du personnel titulaire (a)</td>
<td>1 862 990</td>
<td>1 859 712</td>
<td>2 015 630</td>
<td>2 256 684</td>
<td>2 425 915</td>
<td>6.8%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>en % des rémunérations du personnel*</td>
<td>61.0%</td>
<td>57.3%</td>
<td>61.6%</td>
<td>66.8%</td>
<td>71.4%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Rémunération principale | 1 153 341 | 1 302 505 | 1 229 400 | 1 102 711 | 905 934 | -4.4% |
| + Régime indemnitaire voté par l'assemblée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | N.C. |
| + Autres indemnités | 0 | 0 | 4 174 | 0 | 0 | N.C. |
| = Rémunérations du personnel non titulaire (b) | 1 153 341 | 1 302 505 | 1 233 582 | 1 102 711 | 905 934 | -4.4% |
| en % des rémunérations du personnel* | 38.0% | 42.7% | 37.4% | 32.6% | 28.6% | |

| Autres rémunérations (c) | 14 971 | 12 085 | 5 626 | 30 143 | 7 911 | -44.7% |
| = Rémunérations du personnel hors atténuations de charges (a+b+c) | 3 031 303 | 3 235 163 | 3 254 038 | 3 375 090 | 3 308 877 | 2.5% |
| Atténuations de charges | 38 125 | 35 422 | 24 250 | 41 414 | 42 393 | 2.5% |
| = Rémunérations du personnel | 2 993 178 | 3 199 711 | 3 229 781 | 3 334 595 | 3 360 480 | 2.5% |

*Atténuations de charges

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Rémunérations du personnel</td>
<td>2 993 178</td>
<td>3 199 711</td>
<td>3 229 781</td>
<td>3 334 595</td>
<td>3 360 480</td>
<td>2.5%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Charges sociales</td>
<td>1 210 834</td>
<td>1 206 942</td>
<td>1 352 088</td>
<td>1 406 458</td>
<td>1 416 552</td>
<td>4.0%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Impôts et taxes sur rémunérations</td>
<td>57 250</td>
<td>56 260</td>
<td>60 120</td>
<td>62 731</td>
<td>70 605</td>
<td>5.4%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Autres charges de personnel</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1 065</td>
<td>589</td>
<td>70</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Charges de personnel intérieur</td>
<td>4 261 269</td>
<td>4 554 883</td>
<td>4 643 064</td>
<td>4 804 292</td>
<td>4 843 953</td>
<td>3.3%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges sociales en % des CP intérieur</td>
<td>26.4%</td>
<td>28.0%</td>
<td>28.1%</td>
<td>30.0%</td>
<td>28.6%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Charges de personnel extérieur</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>92 000</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Charges totales du personnel</td>
<td>4 261 269</td>
<td>4 554 883</td>
<td>4 643 064</td>
<td>4 804 292</td>
<td>4 935 753</td>
<td>3.5%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CP extérieur en % des CP total</td>
<td>0.0%</td>
<td>0.0%</td>
<td>0.0%</td>
<td>0.0%</td>
<td>1.9%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CRC
### Annexe n° 14. Les charges à caractère général

<table>
<thead>
<tr>
<th>Charges à caractère général</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Var. annuelle</th>
<th>Rapport</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dort achats autres que les terrains à aménager (y compris variations de stocks)</td>
<td>1 816 458</td>
<td>1 969 236</td>
<td>2 152 974</td>
<td>2 380 327</td>
<td>2 120 440</td>
<td>3.8%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort crédit banque</td>
<td>389 069</td>
<td>591 574</td>
<td>567 042</td>
<td>410 822</td>
<td>429 674</td>
<td>2.5%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort locations et charges de copropriétés</td>
<td>156 910</td>
<td>162 300</td>
<td>157 329</td>
<td>227 428</td>
<td>161 385</td>
<td>0.7%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort entretien et réparations</td>
<td>123 325</td>
<td>130 642</td>
<td>217 119</td>
<td>284 658</td>
<td>239 185</td>
<td>18.0%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort assurances et frais bancaires</td>
<td>21 306</td>
<td>20 776</td>
<td>25 142</td>
<td>27 049</td>
<td>29 904</td>
<td>8.8%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort autres services extérieurs</td>
<td>161 825</td>
<td>197 269</td>
<td>212 691</td>
<td>247 622</td>
<td>179 765</td>
<td>2.7%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort remboursements de frais (BA, CCAS, organismes de rattachement, etc.)</td>
<td>94 259</td>
<td>116 491</td>
<td>144 914</td>
<td>163 360</td>
<td>103 662</td>
<td>12.6%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort consorts de prestations de services avec des entreprises</td>
<td>403 692</td>
<td>460 261</td>
<td>476 381</td>
<td>372 682</td>
<td>387 930</td>
<td>-1.0%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort honoraires, études et recherches</td>
<td>177 049</td>
<td>131 148</td>
<td>219 823</td>
<td>206 209</td>
<td>224 835</td>
<td>0.5%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort publicité, publications et relations publiques</td>
<td>90 274</td>
<td>87 362</td>
<td>87 604</td>
<td>93 139</td>
<td>79 830</td>
<td>-4.9%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort transports collectifs et de bien-être (y compris transports scolaires)</td>
<td>62 671</td>
<td>71 069</td>
<td>64 970</td>
<td>75 325</td>
<td>73 616</td>
<td>4.4%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort déplacements et missions</td>
<td>35 307</td>
<td>63 465</td>
<td>65 660</td>
<td>65 748</td>
<td>57 431</td>
<td>12.1%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort frais postaux et télécommunications</td>
<td>90 733</td>
<td>88 803</td>
<td>87 609</td>
<td>94 218</td>
<td>90 669</td>
<td>0.9%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dort impôts et taxes (sauf au personnel)</td>
<td>4 687</td>
<td>5 105</td>
<td>5 067</td>
<td>5 385</td>
<td>12 437</td>
<td>17.6%</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Source : CRC**
Annexe n° 15. Les autres charges de gestion

<table>
<thead>
<tr>
<th>en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Var annuelle moyenne</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Autres charges de gestion</td>
<td>349 281</td>
<td>334 643</td>
<td>319 876</td>
<td>639 988</td>
<td>376 885</td>
<td>5.9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont contribution au service incendie</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont contribution aux organismes de regroupement</td>
<td>234 718</td>
<td>224 672</td>
<td>262 377</td>
<td>394 423</td>
<td>164 002</td>
<td>-4.4%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont autres contingents et participations obligatoires (politique de l’emploi par exemple)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont déficit (+) ou excédent (-) des budgets annexes à caractère administratif</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont indemnités (y compris congédiations) des élus</td>
<td>164 254</td>
<td>164 915</td>
<td>157 723</td>
<td>164 537</td>
<td>175 254</td>
<td>13.9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont autres frais des élus (formation, mission, représentation)</td>
<td>642</td>
<td>646</td>
<td>1 628</td>
<td>1 066</td>
<td>184</td>
<td>-26.9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont frais de fonctionnement des groupes d’élus</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont pertes sur créances non récupérées (adjudications en non-valeur)</td>
<td>7 378</td>
<td>1 012</td>
<td>0</td>
<td>66 704</td>
<td>0</td>
<td>-100.0%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Var annuelle moyenne</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Subventions de fonctionnement</td>
<td>289 813</td>
<td>384 457</td>
<td>639 282</td>
<td>763 485</td>
<td>713 335</td>
<td>36.0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont subv aux établissements publics rattachés :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CCAS, caisse des écoles, services publics (SPA ou SPF)</td>
<td>58 000</td>
<td>143 000</td>
<td>176 000</td>
<td>216 000</td>
<td>198 000</td>
<td>33.5%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont subv aux établissements publics</td>
<td>13 677</td>
<td>12 203</td>
<td>12 811</td>
<td>95 904</td>
<td>93 500</td>
<td>58.4%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont subv aux personnes de droit privé</td>
<td>128 136</td>
<td>141 925</td>
<td>419 481</td>
<td>391 581</td>
<td>421 448</td>
<td>32.9%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CRC
### Annexe n° 16. Le financement de l'investissement

| Année | CAF brute | Annuité en capital de la dette | CAF nette ou disponible (C) | Taxes d'aménagement | Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) | Subventions d'investissement reçues | Produits de cession | Autres recettes | Recettes d’inv. hors emprunt (D) | Financement propre disponible (C+D) | Financement propre depôts/Dépôts d'équipement & o. for en détag | Dépenses d'équipement & compri travaux en régie | Subventions d'équipement & compri travaux en régie | Donations, subventions et prises de participation en nature reçues ou donnés | Participations et inv. financières nets | Vente de stocks de terrains, bious et produits | Charges à répartir | Vente d'anciens immeubles et écalements | Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre | Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre | Nouveaux emprunts de l'année (-) compri pénalités de remboursement | Utilisation (+) ou reconsolidation (-) du fonds de roulement net global |
|-------|-----------|-------------------------------|-----------------------------|---------------------|------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------|----------------|-------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|
| 2011  | 2 273 625 | 2 687 591                     | 1 762 076                   | 1 640 309           | 2 100 595                               | 186 752                                 | 410 076           | 439 267         | 230 634                       | 32 203 151                              | 21 193 060                                    | 10 072 467                               | 334 165                               | 1 080 315                              | 4 038 753                             | 4 285 292                              | 10 072 467                               | –4 038 753                             | 4 285 292                              |
| 2012  | 2 687 591 | 2 986 809                     | 2 409 793                   | 334 165             | 1 080 315                               | 4 285 292                              | 4 038 753               | 4 038 753       | 334 165                       | 2 409 793                               | 1 080 315                                    | 334 165                               | 1 080 315                               | 4 038 753                             | 4 285 292                              | 1 080 315                               | 4 038 753                             | 4 285 292                              |
| 2013  | 2 409 793 | 2 409 793                     | 2 409 793                   | 2 409 793           | 2 409 793                               | 2 409 793                              | 2 409 793               | 2 409 793       | 2 409 793                       | 2 409 793                               | 2 409 793                                    | 2 409 793                               | 2 409 793                               | 2 409 793                             | 2 409 793                              | 2 409 793                               | 2 409 793                             | 2 409 793                              |
| 2014  | 2 409 793 | 2 409 793                     | 2 409 793                   | 2 409 793           | 2 409 793                               | 2 409 793                              | 2 409 793               | 2 409 793       | 2 409 793                       | 2 409 793                               | 2 409 793                                    | 2 409 793                               | 2 409 793                               | 2 409 793                             | 2 409 793                              | 2 409 793                               | 2 409 793                             | 2 409 793                              |
| 2015  | 2 409 793 | 2 409 793                     | 2 409 793                   | 2 409 793           | 2 409 793                               | 2 409 793                              | 2 409 793               | 2 409 793       | 2 409 793                       | 2 409 793                               | 2 409 793                                    | 2 409 793                               | 2 409 793                               | 2 409 793                             | 2 409 793                              | 2 409 793                               | 2 409 793                             | 2 409 793                              |

*Source : CRC*
# Annexe n° 17. Le fonds de roulement

<table>
<thead>
<tr>
<th>Auc 31 décembre en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>Total en €</th>
<th>% de l'annéee précédente</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dotations, réserves et affectations</td>
<td>26 203 852</td>
<td>28 432 401</td>
<td>31 325 453</td>
<td>33 860 010</td>
<td>35 495 596</td>
<td>7,9%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Dot de l'affectat</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+/- Différences sur réalisation</td>
<td>-1 702 796</td>
<td>-1 718 683</td>
<td>-3 406 599</td>
<td>-3 914 556</td>
<td>-3 914 556</td>
<td>23,1%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+/- Résultat (rendement)</td>
<td>1 942 546</td>
<td>1 693 026</td>
<td>1 416 740</td>
<td>1 490 047</td>
<td>1 784 937</td>
<td>-2,6%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions</td>
<td>13 085 446</td>
<td>14 532 713</td>
<td>15 677 131</td>
<td>17 650 490</td>
<td>21 688 259</td>
<td>12,3%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont subventions transférées</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont subventions non-transférées</td>
<td>13 085 446</td>
<td>14 532 713</td>
<td>15 677 131</td>
<td>17 650 490</td>
<td>21 688 259</td>
<td>12,3%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Provisions pour risques et charges nettes des neutralisations sur R&amp;V sur emprunts</td>
<td>1 141</td>
<td>454</td>
<td>63 029</td>
<td>33 371</td>
<td>33 371</td>
<td>102,5%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont provisions pour R&amp;V sur emprunts</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Ressources propres élargies</td>
<td>49 189 382</td>
<td>42 969 465</td>
<td>45 893 363</td>
<td>48 167 144</td>
<td>55 105 596</td>
<td>8,3%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Dettes financières (hors obligations)</td>
<td>3 455 350</td>
<td>3 662 078</td>
<td>2 710 199</td>
<td>6 350 132</td>
<td>6 861 457</td>
<td>19,2%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Emprunts obligataires</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Ressources stables (E)</td>
<td>43 734 032</td>
<td>45 307 387</td>
<td>48 183 164</td>
<td>51 817 012</td>
<td>58 244 140</td>
<td>9,3%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations propres nettes (hors en cours)</td>
<td>24 850 222</td>
<td>25 370 021</td>
<td>26 593 939</td>
<td>32 755 424</td>
<td>33 846 469</td>
<td>7,2%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont subventions d'équipement versées</td>
<td>220 311</td>
<td>1 066 371</td>
<td>968 454</td>
<td>1 102 237</td>
<td>1 300 326</td>
<td>16,7%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont autres immobilisations incorporelles</td>
<td>189 469</td>
<td>137 723</td>
<td>152 472</td>
<td>134 566</td>
<td>182 534</td>
<td>2,9%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont immobilisations corporelles</td>
<td>22 850 198</td>
<td>24 148 829</td>
<td>27 872 424</td>
<td>31 029 351</td>
<td>31 943 335</td>
<td>7,5%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont immobilisations financières</td>
<td>31 433</td>
<td>18 153</td>
<td>843</td>
<td>277</td>
<td>277</td>
<td>-69,4%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Immobilisations en cours</td>
<td>3 701 037</td>
<td>5 890 659</td>
<td>4 737 304</td>
<td>6 760 370</td>
<td>17 759 750</td>
<td>58,5%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Encours de production et travaux ateliers</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Immobilisations nettes concédées, affectées, amorties ou mises à disposition</td>
<td>2 767 261</td>
<td>2 760 901</td>
<td>2 760 901</td>
<td>1 691 812</td>
<td>1 691 812</td>
<td>-11,7%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition ou d'une affectation</td>
<td>8 428 914</td>
<td>8 427 127</td>
<td>8 384 225</td>
<td>8 384 046</td>
<td>8 465 272</td>
<td>0,9%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations sous mandats ou pour compte de tiers (hors BA, COAS et caisse des écoles)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges à répartir et primes de remboursement des dettes</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Emplois immobilisations (F)</td>
<td>39 673 284</td>
<td>43 457 546</td>
<td>44 924 444</td>
<td>51 633 263</td>
<td>57 563 360</td>
<td>9,6%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>= Fonds de roulement net global (E-F)</td>
<td>3 005 248</td>
<td>3 514 847</td>
<td>3 162 117</td>
<td>3 876 053</td>
<td>4 524 748</td>
<td>3,2%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>en nombre de jours de charge courante</td>
<td>169</td>
<td>196,5</td>
<td>148,7</td>
<td>164,0</td>
<td>164,7</td>
<td>-</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Annexe n° 18. La dette

<table>
<thead>
<tr>
<th>en €</th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>for année future</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Encours de dettes du BP au 1er janvier</td>
<td>3 889 870</td>
<td>3 459 589</td>
<td>3 062 078</td>
<td>2 716 159</td>
<td>6 358 132</td>
<td>13,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Annuité en capital de la dette (hors remboursement temporaire d'emprunt)</td>
<td>413 979</td>
<td>436 267</td>
<td>330 634</td>
<td>373 177</td>
<td>368 675</td>
<td>-2,9%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Remboursements temporaire d'emprunts</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>- Var. des autres dettes non financières (hors remboursements temporaire d'emprunts)</td>
<td>-16 637</td>
<td>15 245</td>
<td>15 245</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>-100,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>* Intégration de dettes (contrat de partenariat, emprunts transférés dans le cadre de l'intercommunalité...)</td>
<td>-32 149</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>900</td>
<td>0</td>
<td>-100,0%</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Nouveaux emprunts</td>
<td>0</td>
<td>48 000</td>
<td>0</td>
<td>4 000 210</td>
<td>1 000 000</td>
<td>N.C.</td>
</tr>
<tr>
<td>= Encours de dette du BP au 31 décembre</td>
<td>3 459 589</td>
<td>3 062 078</td>
<td>2 716 159</td>
<td>6 358 132</td>
<td>6 981 457</td>
<td>19,2%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Capacité de désendettement BP en années (dette / CAF brute du BP)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2011</th>
<th>2012</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>1,5</td>
<td>1,5</td>
<td>1,5</td>
<td>3,4</td>
<td>3,7</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Encours de dette agrégé (v. budgets annexe)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2 014 998</th>
<th>3 581 117</th>
<th>3 070 316</th>
<th>6 568 902</th>
<th>7 123 620</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Capacité de désendettement BP + BA en années (Dette agrégée / CAF brute du BP)</td>
<td>2,21</td>
<td>1,78</td>
<td>1,74</td>
<td>3,55</td>
<td>3,27</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CRC
Annexe n° 19. La prospective financière

<table>
<thead>
<tr>
<th>Symbole</th>
<th>B</th>
<th>C</th>
<th>D</th>
<th>E</th>
<th>Prognostique</th>
<th>2015</th>
<th>2016</th>
<th>2017</th>
<th>2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Totaux des ressources directes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>12 292 307</td>
<td>10 048 239</td>
<td>9 763 581</td>
<td>5 851 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes fiscales</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>5 623 658</td>
<td>4 928 597</td>
<td>4 883 392</td>
<td>3 880 234</td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes d'autre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>4 658 649</td>
<td>5 119 642</td>
<td>5 880 208</td>
<td>1 970 766</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ressources</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>699 000</td>
<td>699 000</td>
<td>699 000</td>
<td>699 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Total des ressources réelles de fonctionnement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>15 596 967</td>
<td>15 662 994</td>
<td>15 532 989</td>
<td>15 462 985</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges à caractère global (respect)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2 775 343</td>
<td>2 835 343</td>
<td>2 759 000</td>
<td>2 759 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges de personnel et des services (respect)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 595 463</td>
<td>1 795 463</td>
<td>1 759 000</td>
<td>1 759 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres charges réglementaires (respect)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2 835 343</td>
<td>2 759 000</td>
<td>2 759 000</td>
<td>2 759 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Total des charges de fonctionnement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>15 596 967</td>
<td>15 662 994</td>
<td>15 532 989</td>
<td>15 462 985</td>
</tr>
<tr>
<td>Total des ressources d'investissement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>15 596 967</td>
<td>15 662 994</td>
<td>15 532 989</td>
<td>15 462 985</td>
</tr>
<tr>
<td>Épargne de gestion</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 044 944</td>
<td>1 034 944</td>
<td>1 024 084</td>
<td>1 014 084</td>
</tr>
<tr>
<td>Investissement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>95 962</td>
<td>95 962</td>
<td>95 962</td>
<td>95 962</td>
</tr>
<tr>
<td>Épargne brute</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 140 906</td>
<td>1 130 906</td>
<td>1 019 046</td>
<td>1 019 046</td>
</tr>
<tr>
<td>Remboursement capital de la dette</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>353 978</td>
<td>353 978</td>
<td>353 978</td>
<td>353 978</td>
</tr>
<tr>
<td>Épargne nette</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>787 928</td>
<td>777 928</td>
<td>665 068</td>
<td>665 068</td>
</tr>
<tr>
<td>TTCI (net 19.20%)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>341 047</td>
<td>341 047</td>
<td>341 047</td>
<td>341 047</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ressources</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 849 652</td>
<td>1 849 652</td>
<td>1 849 652</td>
<td>1 849 652</td>
</tr>
<tr>
<td>Total des ressources d'investissement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 880 699</td>
<td>1 880 699</td>
<td>1 880 699</td>
<td>1 880 699</td>
</tr>
<tr>
<td>Total des ressources totales</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>15 596 967</td>
<td>15 662 994</td>
<td>15 532 989</td>
<td>15 462 985</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CCC
# Annexe n°20. Les tarifs 2015 (avant transfert) et 2016

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Tarifs Espace Dauphins 2015 - avant transfert</th>
<th>Décision du bureau du 25 février 2016</th>
<th>Evolution</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Tarifs enfants</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée enfant moins de 3 ans</td>
<td></td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée enfant moins de 8 ans</td>
<td></td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée enfants de 8 à 18 ans</td>
<td>2 €</td>
<td>+ 100 %</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée enfant de 3 à 18 ans</td>
<td>4 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 entrées enfant</td>
<td>16 €</td>
<td>35 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 entrées enfant hors commune de Châteaubriant</td>
<td>17,40 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte annuelle enfant</td>
<td>45,85 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte annuelle enfant hors commune de Châteaubriant</td>
<td>57,50 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Tarifs adultes</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée adulte (tarif plein)</td>
<td>4 €</td>
<td>5 €</td>
<td>+ 25 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 entrées adulte</td>
<td>36,55 €</td>
<td>45 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 entrées adulte hors commune de Châteaubriant</td>
<td>38,65 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte annuelle adulte</td>
<td>92,70 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte annuelle adulte hors commune de Châteaubriant</td>
<td>121,90 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Tarifs spéciaux</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée tarif spécifique (Etudiant, Demandeurs d’emploi, RSA, AAH)</td>
<td>4 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée tarif spécifique (Etudiant, membre du club nautique ou accompagnateur d'un enfant de moins de 8 ans)</td>
<td>2,90 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 entrées tarif spécifique</td>
<td>35 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Remplacement carte perdue</td>
<td>4 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée pour un demandeur d'emploi et personnes en Contrat Aidé de Châteaubriant (et leurs enfants si l'un des parents est chômeur)</td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée pour une personne handicapée, titulaire d'une carte d'invalidité et son accompagnateur éventuel</td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée pour une personne handicapée inscrite à l'activité Handisport</td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bénéficiaires des associations &quot;Restaurants du Cœur&quot;, &quot;St Vincent de Paul&quot;, &quot;Secours Populaire&quot;, &quot;Secours Catholique&quot;</td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée pour les enfants en famille d'accueil (A.R.S.) à Châteaubriant</td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Tarif espace bien-être</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrée simple (+ de 18 ans)</td>
<td>10 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 entrées</td>
<td>90 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Cours et prestations</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cours aquabike, aquatraining</td>
<td>13 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cours aquabike, aquatraining hors territoire</td>
<td>19 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Service</td>
<td>Tarifs Espace Dauphins 2015 - avant transfert</td>
<td>Décision du bureau du 25 février 2016</td>
<td>Évolution</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------------------------------------------------------</td>
<td>-----------------------------------------------</td>
<td>--------------------------------------</td>
<td>-----------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 cours aquabike, aquatraining</td>
<td></td>
<td>115 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 cours aquabike, aquatraining hors territoire</td>
<td></td>
<td>175 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Location aquabike 30 minutes</td>
<td>5,50 € entrée non comprise</td>
<td></td>
<td>50 € entrées non comprises</td>
</tr>
<tr>
<td>10 locations aquabike</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cours aquagym, natation prénatale</td>
<td>10 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cours aquagym, natation prénatale hors territoire</td>
<td>15 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 cours aquagym, natation prénatale</td>
<td>90 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Carte 10 cours aquagym, natation prénatale hors territoire</td>
<td>135 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>École de natation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Session de 10 séances école de natation enfant</td>
<td>80 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Session de 10 séances école de natation enfant hors territoire</td>
<td>120 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Session de 10 séances école de natation adulte</td>
<td>100 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Session de 10 séances école de natation adulte hors territoire</td>
<td>150 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Animation municipale de natation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Eveil aquatique et BNSSA (tarif annuel)</td>
<td>54 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Eveil aquatique et BNSSA (tarif annuel) hors territoire</td>
<td>69 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Natation pour les adultes (niveau débutant et moyen) - tarif annuel</td>
<td></td>
<td>112,30 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Natation pour les adultes (niveau débutant et moyen) - tarif annuel hors territoire</td>
<td></td>
<td>149,40 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Aqua gym (tarif annuel)</td>
<td>112,30 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Aqua gym (tarif annuel) hors territoire</td>
<td>149,40 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Location de la ligne d’eau de 50 m - non surveillé</td>
<td>20,90 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prestations spécifiques</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Animation sportive départemental - Entrée par enfant pour les écoles extérieures</td>
<td>2,05 € par enfant</td>
<td>2,05€ par enfant</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Animation sportive cantonale</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BNSSA</td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BNSSA hors territoire</td>
<td>250 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Entrainements de pompiers</td>
<td>gratuité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Location ligne d’eau non surveillée 1 heure</td>
<td>21 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Passage de test pour épreuves d’examen</td>
<td>gratuité sur horaire</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : CCC
Annexe n° 21. Le reste à charge pour la collectivité

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>redevance à caractère sportif (c70631) (en €)</td>
<td>118 758</td>
<td>141 222</td>
<td>145 166</td>
<td>151 733</td>
<td>113 536</td>
<td>343 922</td>
</tr>
<tr>
<td>total des charges (en €)</td>
<td>587 346</td>
<td>625 253</td>
<td>624 477</td>
<td>628 114</td>
<td>633 206</td>
<td>1 170 739</td>
</tr>
<tr>
<td>poids</td>
<td>20 %</td>
<td>23 %</td>
<td>23 %</td>
<td>24 %</td>
<td>18 %</td>
<td>29,38 %</td>
</tr>
<tr>
<td>reste à la charge de la collectivité</td>
<td>80 %</td>
<td>77 %</td>
<td>77 %</td>
<td>76 %</td>
<td>82 %</td>
<td>70,62 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : compte administratif
### Annexe n° 22. Fiche synthétique (renseignements transmis par la commune et la communauté de communes de Châteaubriant)

**DESRIPTIF GENERAL : Centre Aquatique Aquachoisel (Mutualisation du personnel sur nos deux équipements aquatiques)**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'équipement, date de construction et, le cas échéant, date de la dernière rénovation et/ou réhabilitation</th>
<th>Adresse : Rue de la Galissonnière 44 110 CHATEAUBRIANT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Interface : AQUACHOISEL – Année de construction 2016</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>L’équipement est-il accessible en transport en commun ? : Oui</td>
<td>Place mixte</td>
</tr>
<tr>
<td>pour les scolaires</td>
<td>Mode de gestion : régie directe</td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Equipements intérieurs

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de bassins ludiques/apprentissage/d'activités (préciser les dimensions et la superficie en m² de ces bassins) : aucun</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Nombre de bassins mixtes (préciser les dimensions et la superficie en m² de ces bassins) : 1 sportif 25m avec 3 lignes d’eau (25x7.5)187.5 m² et un bassin mixte (ludique/apprentissage) de 352.5 m² avec points d’entrées pour l’apprentissage de la natation et l’apprentissage de la natation scolaire</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de bassins sportifs de natation (préciser les dimensions, le nombre de couloirs et superficie en m² de ces bassins) : aucun</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de fosses de plongées (préciser les dimensions, et la superficie en m² de ces fosses) : aucun</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de fosses de plongée : préciser les dimensions, la hauteur des plongeoirs, la profondeur, les dimensions et la superficie en m² de ces fosses) : aucun</td>
</tr>
<tr>
<td>Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors patinoires, en m² de 540 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de patinoires (préciser les dimensions et la superficie en m² de ces bassins) : 1 patinoire de 66 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de toboggans/pentagliss (hors équipements jeunes enfants) : aucun</td>
</tr>
<tr>
<td>Espace bien-être (préciser la composition et la superficie) : solarium : 25 m² Sauna : 8 m² Hamman 10 m² Spa 8 m²</td>
</tr>
<tr>
<td>Plages végétalisées (oui/non) : Non</td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Equipements extérieurs

**Nombre et nature des bassins (préciser nombre de couloirs et superficie en m² du (des) bassin(s) : 1 bassin sportif 25x15 soit 375 m² 6 lignes d’eau**

**Bassin extérieur : plongeoirs avec tremplins plates formes 1m 3m 5m (1x3x1) soit 121 m²**

**Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors patinoires, en m² : 496 m² de surface de bassins + pentagliss**

**Surface hors œuvre nette (surface de plancher si bâtiment postérieur au 1er mars 2012) : Surface intérieure totale de l’espace aquatique hors œuvres technique : 3000 m²**

**PERSONNEL en ETP (les chiffres indiqués correspondent au personnel mutualisé des deux équipements aquatiques intercommunaux)**
<table>
<thead>
<tr>
<th>Date</th>
<th>Description</th>
<th>Location</th>
<th>Person</th>
<th>Activity</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>12/01</td>
<td>Lancement du projet</td>
<td>Communauté de Communes du Castillonnais</td>
<td>Directeur</td>
<td>Inauguration de l'école</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Distribution des crédits d’utilisation de l’équipement (en %)</strong></td>
<td>répartition des crédits hors annuels d’utilisation de l’équipement en fonction du type d’usager : grand public-individuels ; scolaires ; clubs-associations ; activités (cours et autres). Indiquer également le taux de crédits partagés ; Voir graphique en secteurs présentée ci-dessous à partir d’une prospective</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fréquentation /nt de bassins (hors patagoniaires) ; non évaluable car équipement ouvert depuis seulement 2 mois et demi</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ETP hors activités annexes /nt de bassins hors patagoniaires ; le personnel étant mutualisé sur deux équipements, il n’est pas possible de répondre à cette question</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Charges moyennes de personnel par ETP ; Évaluées à 32 000 € sur les prospectives</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Taux de couverture des charges d’exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires ; non évaluable car équipement ouvert depuis seulement 2 mois et demi</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Taux de couverture des charges d’exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques ; non évaluable car équipement ouvert depuis seulement 2 mois et demi</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Ticket moyen par entrée ; Évalué autour de 4 euros</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Coût d’exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an ; non évaluable car équipement ouvert depuis seulement 2 mois et demi</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Coût d’exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coûts résiduels) ; non évaluable car équipement ouvert depuis seulement 2 mois et demi</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Coût annuel total à la charge de la piscine ; non évaluable car équipement ouvert depuis seulement 2 mois et demi</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée ; non évaluable car équipement ouvert depuis seulement 2 mois et demi</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

68
<table>
<thead>
<tr>
<th>ETP</th>
<th>(a)</th>
<th>(b)</th>
<th>(c)</th>
<th>(d)</th>
<th>(e)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**PERSONNEL EN ETP (employés et divers autres corps - personnel rédactionnel)**

- Liste des personnes employées dans les divers corps de l'ETP (personnel rédactionnel)

**Contribution**

- Contribution des employés à la commune de Châteauherault pour l'exercice 2015

**Commune de Communauté du Châteauherault**

- Adressé à : CTH en la rédaction [et autres communautés]
**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELBRIANTAIS**

**FREQUENTATION ANNUELLE ÉQUIPEMENT**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Fréquentation totale (f)</th>
<th>Fréquentation public/individuels payants (a)</th>
<th>Fréquentation scolaires (b)</th>
<th>Fréquentation clubs / associations (c)</th>
<th>Fréquentation activités (d)</th>
<th>Fréquentation autre (Centre total) (e)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>87 408</td>
<td>27 095</td>
<td>27 846</td>
<td>17 470</td>
<td>14 773</td>
<td>224</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**DÉPENSES ET RECETTES ANNUELLES D’EXPLOITATION TTC, Y COMPRIS POUR LES DSP**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Charges totales d'exploitation</th>
<th>Charges de personnel et frais assimilés</th>
<th>Charges à caractère général et charges de gestion courantes, salaires fluides</th>
<th>Charges d'eau et d'énergie</th>
<th>Charges financières et charges exceptionnelles</th>
<th>Dotations aux amortissements et provisions</th>
<th>Autres recettes d'exploitation non issues des activités (tours, espace forme/bien-être etc.)</th>
<th>Recettes d'exploitation issues des contributions, dotations ou subventions d'exploitation des personnes publiques (Centre de loisirs)</th>
<th>Recettes d'exploitation issues des subventions d'exploitation des personnes publiques</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>632 854 €</td>
<td>420 897 €</td>
<td>37 157 €</td>
<td>174 800 €</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Produits totaux d'exploitation de la piscine**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Produits tarifaires issus du grand public individuels payants</th>
<th>Produits tarifaires issus des clubs/associations</th>
<th>Produits tarifaires issus des activités (tours, espace forme/bien-être etc.)</th>
<th>Product tarifaires issues des personnes publiques (Centre de loisirs)</th>
<th>Recettes d'exploitation issues des subventions d'exploitation des personnes publiques</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>213 965 €</td>
<td>80 545 €</td>
<td>55 206 €</td>
<td>37 766 €</td>
<td>348 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**OUTILS D’ANALYSE**

*(chiffres à se faire communiquer par le gestionnaire de l'équipement – indiquer les derniers chiffres connus – préciser l'exercice concerné)*

Pour les définitions, voir éléments méthodologiques joints - 2015

| Amplitude d'exploitation : (indiquer le nombre de jours et d'heures d'ouverture par an) | 333 / 2 862 h |
| Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement (en %) : (répartition des créneaux horaires annuels d'utilisation de l'équipement en fonction du type d'usagers : grand public-individuels ; scolaires ; clubs-associations ; activités (deport et autres). Indiquer également les taux de créneaux partagés) | / |
| Fréquentation /m2 de bassins (hors patougeugas) : | 106,83 |
| ETP /m2 activité annexe /m2 de bassins (hors patougeugas) : | 0,027 |
| Charges moyennes de personnel par ETP : | 60 854 € |
| Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires (33,81 %) | |
| Ticket moyen par entrée : | 2,45 € |
| Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : | 418 889 € |
| Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : | 4,75 € |
| Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : | 435 122 € |
| Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : | 4,98 € |

70
Les publications de la chambre régionale des comptes des Pays de la Loire sont disponibles sur le site :
www.ccomptes.fr/Nos-activites/Chambres-regionales-des-comptes-CRC/Pays-de-la-Loire

Chambre régionale des comptes des Pays de la Loire
25, rue Paul Bellamy
BP 14119
44041 NANTES cedex 01
crcpdl@pl.ccomptes.fr
Membres titulaires en exercice : 54

L'an deux mil dix sept le vingt six septembre, les membres de la Communauté de Communes de Châteaubriant – Derval se sont réunis à Châteaubriant - Salle de conférence - sous la Présidence de M. Alain HUNAULT

<table>
<thead>
<tr>
<th>Communes</th>
<th>Conseillers Communautaires</th>
<th>Prés.</th>
<th>Abs.</th>
<th>Exc.</th>
<th>Donne pouvoir à</th>
<th>Nom de la personne</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>LA CHAPELLE GLAIN</td>
<td>M. Michel POUPART</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Alain HUNAULT</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Catherine CIRON</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Georges-Henri NOMARI</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Marie-Jo HAVARD</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Rudy BOISSEAU</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Jacqueline BOMBRAY</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Adeline HARRIS</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Simone GITEAU</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Claudie SONNET</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Christian LE MOEL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>X</td>
<td>P</td>
<td>Mme Catherine CIRON</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Bernard GAUDIN</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Maxime LEUVRE</td>
<td></td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CHATEAUBRIANT</td>
<td>M. Jean LOUËR</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Jean-Pascal BREGEON</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Yvan LUCAS</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Laurence GUILBAULD</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DERVAL</td>
<td>Mme Jacqueline LEBLAY</td>
<td></td>
<td></td>
<td>X</td>
<td>P</td>
<td>Mme Laurence GUILBAUD</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Jean-Pierre JUHEL</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Valérie COUE</td>
<td></td>
<td></td>
<td>X</td>
<td>P</td>
<td>M. Jean-Pierre JUHEL</td>
</tr>
<tr>
<td>ERBRAY</td>
<td>M. Noël JOUAN</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>FERCE</td>
<td>M. Sébastien CROSSOUARD</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>JANS</td>
<td>M. Michel BOISSEAU</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>JUIGNE LES MOUTIERS</td>
<td>Mme Sylvie CARCREFF</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Philippe MACE</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Françoise COQUET</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>LOUSIFERT</td>
<td>M. Alain GUILLAIS</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>LUSANGER</td>
<td>M. Jean GAVALAND</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Arnaud BERNARD</td>
<td>X</td>
<td>P</td>
<td>M. Jean GAVALAND</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MARSAC SUR DON</td>
<td>M. Alain DUVAL</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Bérangère GELLE</td>
<td>X</td>
<td>P</td>
<td>M. Alain DUVAL</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>LA MEILLERAYE DE BRETAGNE</td>
<td>M. Michel MOREAU</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Marie-Pierre GUERIN</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MOIDON LA RIVIERE</td>
<td>M. André LEMAÎTRE</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Patrick GALIVEL</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>MOUAISS</td>
<td>M. Yvan MENAGER</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>NOYAL SUR BRUTZ</td>
<td>Mme Edith MARGUIN</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PETIT AUVERNE</td>
<td>Mme Michelle COCHET</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ROUGE</td>
<td>Mme Jeannette BOISSEAU</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Dominique LANOE</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Jean-Michel DUCLOS</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>RUFFIGNE</td>
<td>M. Louis SIMONEAU</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT AUBIN DES CHATEAUX</td>
<td>M. Daniel RABU</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Christine GALISSON</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT JULIEN DE VOUVANTES</td>
<td>M. Serge HEAS</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT VINCENT DES LANDES</td>
<td>M. Alain RABU</td>
<td>X</td>
<td>P</td>
<td>Mme Marie Anne LAILLET</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Marie-Anne LAILLET</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SION LES MINES</td>
<td>M. Bruno DEBRAY</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>M. Stéphane HOUSSAIS</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SOUDAIN</td>
<td>M. Bernard DOUAUD</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mme Sophie MASSARD</td>
<td>X</td>
<td>P</td>
<td>M. Bernard DOUAUD</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SOULVACHE</td>
<td>M. Jean-Paul FILATRE</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>VILLEPOT</td>
<td>M. Joël AUNETTE</td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Secrétaire de Séance: Monsieur Sébastien CROSSOUARD.

Mme Adeline HARRIS est arrivée à 18 h 05 après le vote de la délibération relative à la décision modificative n° 1 du budget principal (délibération n° 2017-131).

M. Jean-Michel DUCLOS est arrivé à 18 h 15 au moment de la lecture de la délibération relative à l'attribution de fonds de concours à la commune de Lusanger (délibération n° 2017-137).
OBJET : Subvention exceptionnelle en faveur des îles de Saint Barthélemy et de Saint Martin

EXPOSE

A la suite du passage de l'ouragan IRMA, qui a frappé si douloureusement la population des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, François Baroin, les membres du Bureau de l'AMF et l'ensemble des Maires de Métropole et d'Outre-Mer, ont appelé à la création urgente d'un fonds de soutien spécifique afin d'aider à la reconstruction des équipements publics essentiels à la population.

Les communes et intercommunalités qui le souhaitent sont invitées à y contribuer.

Compte tenu de la situation exceptionnelle et de l'ampleur des dégâts et des drames humains causés par l'IRMA, l'un des ouragans les plus dévastateurs jamais enregistrés dans la zone Caraïbes, il vous est proposé de verser une subvention exceptionnelle de 5 000 € à la Croix Rouge pour venir en soutien des sinistrés.


Ce dossier a été examiné lors de la Commission « Finances - Personnel - Administration Générale » réunie le 12 septembre dernier.

DECISION

Compte tenu de ce qui précède et après examen, le Conseil Communautaire décide :

1- d'accorder une subvention exceptionnelle de 5 000 € à la Croix Rouge pour venir en soutien des populations des îles de Saint Barthélemy et de Saint Martin,

2- d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité

Fait et
Le 26 :

Le Président

Alain HUNAULT

Caisse Communaute du 26